



Université d'Ottawa • University of Ottawa



Université d'Ottawa - University of Ottawa

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES

FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

Jean-Michel MONTSION

AUTEUR DE LA THÈSE - AUTHOR OF THESIS

M.A. (science politique)

GRADE - DEGREE

École d'études politiques

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT - FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

TITRE DE LA THÈSE - TITLE OF THE THESIS

Que constitue la diaspora chinoise?
Au-delà des modèles existants, saisir l'expérience migrante et transmigrante

H. Pellerin

DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS DE LA THÈSE - THESIS EXAMINERS

A. Laliberté

C. Turenne Sjolander

J.-M. De Koninck, Ph.D.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES ÉTUDES
SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES

SIGNATURE

DEAN OF THE FACULTY OF GRADUATE
AND POSTDOCTORAL STUDIES

Que constitue la diaspora chinoise?
Au-delà des modèles existants, saisir l'expérience migrante et
transmigrante.

Jean Michel Montsion

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
et postdoctorales de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la maîtrise en science politique

Département de science politique
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

Acquisitions et
services bibliographiques

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 0-612-90123-8
Our file *Notre référence*
ISBN: 0-612-90123-8

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this dissertation.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de ce manuscrit.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the dissertation.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

Canada

Résumé

Il est difficile de cerner ce que représente la diaspora chinoise sur la scène internationale, car tout en regroupant un ensemble important de rapports transnationaux, elle n'apparaît pas comme un sujet transnational cohésif. Par un examen des activités transnationales des communautés chinoises de Malaisie et de Californie depuis 1978, nous chercherons à expliquer ce paradoxe. Nous tenterons de démontrer que ce paradoxe s'explique par l'existence de structures sociales transnationales qui se développent au sein des communautés en diaspora. Chaque structure transnationale correspond à une communauté spécifique et établit un cadre unique dans lequel se développe et sont facilitées les activités transnationales. Ainsi, l'ensemble de ces structures ne représente pas la diaspora chinoise comme un sujet transnational cohésif, mais nous permet de la concevoir plutôt comme un espace social transnational.

Remerciements

Cette thèse de maîtrise est l'aboutissement de plusieurs réflexions et le produit de plusieurs rencontres inoubliables, par lesquelles elle prit forme dans les airs et sur papier. Plusieurs personnes nous influencent couramment, mais seulement quelques unes font réellement une différence sur ce que nous sommes et ce que nous pensons.

Il me faut, en premier lieu, souligner l'aide et l'encouragement constants que ma famille et mes amis m'ont procurés. Sans eux, la culpabilité, les problèmes de confiance et le syndrome de la page blanche auraient constitué l'essentiel des deux dernières années.

J'aimerais également souligner la passion avec laquelle, ma directrice de thèse, la professeure Hélène Pellerin, m'a guidé au cours des dernières années. Sa nature compréhensive, sa disponibilité ainsi que sa patience m'ont permis de grandir énormément et de prendre goût à la recherche, non pas seulement comme intérêt professionnel, mais en tant que satisfaction personnelle.

En ce sens, j'aimerais également saluer plusieurs professeurs du Département de Science Politique de l'Université d'Ottawa, notamment les professeurs Claire Turenne Sjolander, André Laliberté, Jeanne Laux, Paul-Normand Dussault et François Houle, dont les questionnements (et parfois même les réponses) m'ont été plus qu'utiles pour former mes propres idées et pour rédiger cette thèse.

Merci également à mes collègues et plus particulièrement à Véronique Aubry et Annie Tanguay pour les heures passées à discuter de migrations et de transnationalité.

Enfin, merci au personnel du Département de Science Politique, pour leur aide et leur compréhension, pour leurs sourires et leur bonne humeur.

Jean Michel Montsion

Table des matières

Résumé	p. II
Remerciements	p. III
Table des matières	p. IV
Liste des tableaux	p. VII
Liste des abréviations, sigles et acronymes	p. VIII
<i>Introduction</i>	<i>p. I</i>
<i>Conceptualiser la diaspora chinoise comme un espace social transnational</i>	<i>p. 14</i>
Les outils conceptuels concernant la transnationalité	p. 14
<i>La transnationalité comme construction sociale</i>	p. 15
La «découverte» académique de la transnationalité	p. 17
Appréhensions plus récentes de la transnationalité	p. 18
<i>Le recours à la transnationalité pour les communautés migrantes</i>	p. 20
Études empiriques	p. 20
Études théoriques	p. 26
Défis posés par l'examen des communautés chinoises outre-mer	p. 28
Définir une position médiane	p. 31
La construction d'un ordre social déterritorialisé	p. 34
<i>Différentes manières d'avoir recours à la transnationalité</i>	p. 35
Formes de transnationalité retenues	p. 36
Composantes des formes de transnationalité	p. 38
<i>Formes de transnationalité, espaces et structures parallèles de pouvoir</i>	p. 44
Rapports de force comme piliers de l'espace	p. 45

La structure parallèle de pouvoir : rattacher les formes de transnationalité à l'espace	p. 50
<i>Formes d'utilisation de la diaspora chinoise en Malaisie et en Californie</i>	p. 56
La communauté chinoise de Malaisie	p.56
<i>Dynamiques existantes dans la société d'accueil</i>	p. 56
<i>Examen des formes de transnationalité utilisées depuis 1978</i>	p. 61
Formes économiques	p. 62
Formes humanitaires	p. 69
Formes communautaires	p. 73
La communauté chinoise de Californie	p. 77
<i>Dynamiques existantes dans la société d'accueil</i>	p. 77
<i>Examen des formes de transnationalité utilisées depuis 1978</i>	p. 82
Formes économiques	p. 82
Formes humanitaires	p. 88
Formes communautaires	p. 93
<i>Entre le local et le global : Inscrire les formes de transnationalité au sein de la diaspora chinoise</i>	p. 98
Saisir ce que constitue la diaspora chinoise pour les communautés choisies	p. 98
<i>La signification de la diaspora chinoise pour la communauté de Malaisie</i>	p. 100
Les fondements économiques de la structure parallèle de pouvoir	p. 100
L'évolution des pratiques d'aide humanitaire	p. 105
L'évolution du «communautarisme transnational»	p. 107
Orientations de la structure parallèle de pouvoir	p. 109

<i>La signification de la diaspora chinoise pour la communauté de Californie</i>	p. 113
Les fondements d'une «nouvelle» structure parallèle de pouvoir	p. 114
Le volet humanitaire et la création d'un sentiment d'appartenance	p. 117
Expliquer la complexité du volet communautaire	p. 122
Orientations de la structure parallèle de pouvoir	p. 124
Comprendre la diaspora chinoise à partir des structures parallèles de pouvoir répertoriées	p. 128
<i>Relier les structures parallèles de pouvoir</i>	p. 129
<i>Comprendre les nombreuses facettes de la diaspora chinoise</i>	p. 132
Conclusion	p. 136
Annexe 1 : Flux d'étudiants chinois d'Asie du sud-est vers les institutions scolaires taïwanaises	p. 144
Annexe 2 : Distinctions sociologiques des communautés chinoises américaines	p. 145
Bibliographie	p. 146

Liste des tableaux

Tableau 1 : Formes de transnationalité actives au sein de la communauté chinoise de Malaisie depuis 1978	p. 63
Tableau 2 : L'empire économique Kuok	p. 64
Tableau 3 : Formes de transnationalité actives au sein de la communauté chinoise de Californie depuis 1978	pp. 83-84
Tableau 4 : La communauté chinoise de Malaisie et les réseaux plus globaux	pp. 100-101
Tableau 5 : La communauté chinoise de Californie et les réseaux plus globaux	p. 114

Liste des abréviations, sigles et acronymes

ACCCIM:	Associated Chinese Chambers of Commerce and Industry of Malaysia
ACSSS:	Association of Chinese Students and Scholars at Stanford
ANASE / ASEAN:	Association des Nations d'Asie du Sud-Est
APEC:	Asia – Pacific Economic Cooperation
A3PCON:	Asian Pacific Policy and Planning Council
BIMP-EAGA:	Brunei Darussalam - Indonesia - Malaysia - Philippines East ASEAN Growth Area
CAA:	Chinese for Affirmative Action
CEAIE:	China Education Association for International Exchange
CNUCED:	Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement
CYDF:	China Youth Development Foundation
IYF:	International Youth Foundation
MCA:	Malaysian Chinese Association
MCBC:	Malaysia – China Business Council
MIC:	Malaysian Indians Congress
NACEF:	North American Chinese Educational Foundation
NPE:	Nouvelle Politique Économique
OCA:	Organisation des Chinois Américains
OCBC:	Overseas Chinese Bank Corporation
OCEAN:	Organization of Chinese Entrepreneurial Advisory Networks
OCSA:	Overseas Chinese Student Association

OMC:	Organisation Mondiale du Commerce
ONGI:	Organisation Non-Gouvernementale Internationale
PNB:	Produit National Brut
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
RPC:	République Populaire de Chine
SVDC:	Silicon Valley for Democracy in China
UMNO:	United Malays National Organization
URSS:	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
WCBN:	World Chinese Business Network
WCEC:	World Chinese Entrepreneurs Convention
WWF:	World Wide Fund

Introduction

Lorsqu'il est question des acteurs qui agissent et interagissent sur la scène internationale, il est coutume d'observer par exemple les activités des États, des organisations internationales, des firmes multinationales ainsi que des Organisations Non-Gouvernementales Internationales (ONGI). Outre ces derniers, il existe également plusieurs sujets transnationaux dont la nature complexifie leur qualification en tant qu'acteur international. Les diasporas constituent, entre autres, des réalités sociales transnationales incontournables, ce qui nous amène à nous demander dans quelle optique celles-ci peuvent-elles agir au même titre que les États ou les ONGI. Dans un premier temps, il semble que les diasporas sont aptes à agir sur la scène internationale. Notons, par exemple, que l'élection de Jean-Bertrand Aristide comme Président d'Haïti en 1990 découle directement de l'aide financière et du support politique de la diaspora haïtienne et ce, malgré les réticences de la population d'Haïti (Laguerre, 1999, p.639). La diaspora chinoise, quant à elle, possède une force économique tellement impressionnante qu'on peut considérer qu'elle mine la souveraineté de certains États, si ce n'est qu'on lui associe plus de 60% du capital privé en Indonésie et 90% des investissements industriels en Thaïlande (Bourbeau, 2002, p.36).

En second lieu, les diasporas sont souvent interpellées par des acteurs internationaux comme les États et ce, notamment en raison de leurs activités économiques. En effet, différents États ont émis des politiques claires à leur égard et ce faisant, ils les reconnaissent implicitement comme des entités cohésives. Que ce soit les politiques autoritaires des régimes Duvalier et Castro envers respectivement les membres des

diasporas haïtienne et cubaine ou les politiques restrictives des États-Unis envers la diaspora salvadorienne, les diasporas sont perçues, par plusieurs États, comme des sujets transnationaux dont les actions défient l'existence du système interétatique actuel, ou du moins contredisent leurs propres intérêts (Laguerre, 1999, p.640; Mahler, 1998, pp.70-71).

Notons, néanmoins, qu'il est difficile de parler des diasporas en tant qu'acteurs internationaux, car chacune d'entre elles est composée de différentes communautés migrantes. En ce sens, il n'existe pas une organisation politique formelle de ces communautés pouvant correspondre à l'étendue et à l'ampleur de leurs activités transnationales. Contrairement aux États, firmes multinationales ou ONGI, il est difficile d'associer un agenda politique aux diasporas, car elles ne semblent pas avoir été créées pour agir sur la scène internationale. À l'instar des nombreuses communautés grecques, allemandes et ukrainiennes dispersées sur le territoire de l'ancienne Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), notons que ces communautés font parties de diasporas qui ont été créées et manipulées par l'activité d'entités politiques (Van Hear, 1998, pp.24-27). Bien que nous pouvons observer la multiplication des activités transnationales qui relient les communautés en diaspora au cours du XXe siècle, notamment avec les innovations technologiques en matière de transport et de communication, nous ne pouvons toujours appréhender concrètement les diasporas qu'à partir de l'ensemble des pratiques transnationales très hétéroclites qu'elles impliquent (Durand et al., 1993, p.66). Ainsi, la complexité des diasporas se perçoit via un paradoxe qui semble les caractériser, car malgré l'importance que peut prendre leurs activités transnationales, elles apparaissent toujours, dans les faits, comme un ensemble de communautés hétéroclites. Autrement dit, il nous est

impossible d'examiner concrètement les diasporas sans percevoir cette contradiction apparente entre l'ampleur que peuvent prendre certaines pratiques transnationales et l'incapacité de mieux s'organiser sur la scène internationale.

Au-delà de ces constatations, il est alors essentiel de comprendre ce que constitue les diasporas et chercher à saisir dans quelle optique elles peuvent être considérées des sujets transnationaux cohésifs. Nous remarquons, en ce sens, qu'il existe plusieurs problèmes lorsque nous cherchons à rendre compte de la complexité des diasporas à partir des théories existantes. Notons, à l'instar de James Clifford et Katharyne Mitchell, que nous pouvons appréhender les diasporas à travers trois perspectives d'analyse différentes. Premièrement, nous pouvons aborder une diaspora à partir de l'expérience migrante ou transmigrante¹ qu'elle constitue, incluant les allégeances multiples d'un migrant ainsi que le développement d'une conscience diasporique. Il est également possible de définir une diaspora à partir des discours qui la représentent, soit l'utilisation de la diaspora par les migrants comme stratégie d'identification négative et manière d'établir des frontières avec ce qui est exclu de la diaspora. Enfin, nous pouvons comprendre une diaspora au niveau plus théorique, cherchant alors à établir des caractéristiques et des critères propres à toutes les diasporas, afin de saisir la spécificité de cette notion (Clifford, 1994, p.302; Mitchell, 1997, p.535). Ainsi, il est plus facile d'appréhender les diasporas comme sujets transnationaux cohésifs en partant du niveau théorique, mais ce faisant, certains préjugés formulés au niveau théorique peuvent se répercuter sur les invocations de la diaspora comme expérience migrante, biaisant par le fait même ce qui est rapporté à ce niveau.

¹ Nous distinguons les notions de migrant et de transmigrant dans l'optique où cette dernière correspond aux populations vivant littéralement dans deux États ou plus à la fois, que ce soit en termes d'allégeance politique, de propriété et de biens, de liens familiaux ou de perception identitaire (Basch et al., 1995, p.48).

Dans cette optique, un des principaux problèmes des études sur les diasporas actuellement, c'est qu'elles produisent des modèles théoriques très statiques qui nous permettent simplement d'identifier, à l'aide d'une liste de critères et de processus, ce qu'est une diaspora et ce, sans mettre au premier plan l'expérience migrante, voire même les discours des communautés s'identifiant à la diaspora choisie (Dufoix 1999, pp.156-158). Les modèles théoriques existants possèdent, en ce sens, plusieurs failles. D'une part, ils sont incapables d'expliquer et de démontrer le passage d'une condition migrante à un état ou à une expérience diasporique. De l'autre côté, ils sont également inaptes à expliquer ou à prédire le passage d'une diaspora vers un autre mode d'organisation sociale propre aux populations émigrées. Par conséquent, l'identification d'une diaspora devient la cristallisation d'une expérience migrante particulière qui semble impossible à dépasser, parce que la diaspora n'est pas conçue comme un mode d'organisation sociale de populations émigrées qui se distingue d'une série de modes propres à ce type de population, son utilité première étant de distinguer l'organisation sociale de ces populations par rapport aux modes territoriaux, tel que l'État-nation (Dufoix, 1999, pp.158-161). Pour qu'elle possède une quelconque utilité, il devient alors essentiel de chercher à comprendre la diaspora choisie à travers ses transformations et ses évolutions, c'est-à-dire de passer par un examen de l'expérience migrante ainsi que des discours diasporiques pour s'élever au niveau théorique, et non le contraire (Dufoix, 1999, p.162).

Afin d'illustrer les problèmes que peuvent constituer les modèles théoriques qui tentent d'expliquer les activités associées à une diaspora particulière, nous pouvons nous en

remettre à l'étude d'une diaspora classique², comme la diaspora chinoise.³ Le succès économique de certains de ses membres dans divers contextes d'accueil, a généré en effet plusieurs analyses, notamment depuis les années 1990, sur l'importance d'être inscrit dans une diaspora pour obtenir un tel succès. Dans cette optique, certains auteurs ont cerné les activités transnationales des communautés chinoises outre-mer, en les resituant dans le cadre de l'existence d'un sujet transnational cohésif, soit la diaspora chinoise. En explorant les activités de la diaspora chinoise, ces auteurs l'ont représenté, depuis les années 1960, à travers l'appréhension d'une sphère économique transnationale qui s'est formée de manière indépendante des volontés et des sphères étatiques (McKeown, 2000, pp.348-351).⁴ En ce sens, certains la dépeignent comme un «danger» potentiel pour des États comme les États-Unis, en soulignant par exemple l'aide que la diaspora chinoise a fourni à la République Populaire de Chine (RPC) à la suite de l'embargo américain en 1989 (Choo, 2000, pp.113-114, 141-143). Sterling Seagrave, entre autres, affirme que la puissance économique ainsi que les flux migratoires propres à la diaspora chinoise constituent de réels dangers pour l'Occident, car cette diaspora est un instrument stratégique utilisé par la RPC (Seagrave, 1995, pp.3-4, 289-290, 301-308). Au-delà de ces positions extrêmes, nous pouvons néanmoins retracer différents auteurs qui ont tenté de démontrer qu'il existe une diaspora

² Par le choix d'une diaspora classique, il est possible, en effet, de rattacher notre recherche à l'examen général des diasporas sans remettre en question l'existence réelle des communautés choisies comme faisant partie d'une diaspora et nous nous assurons l'existence probable de liens transnationaux plus anciens et plus visibles entre ces communautés, ce qui nous distancera d'analyses accordant trop d'importance au déterminisme technologique dans leur compréhension de la transnationalité (McKeown, 2000, p.323).

³ En ce sens, la plupart des auteurs considèrent qu'il existe plusieurs diasporas chinoises, car il existe plusieurs populations chinoises différentes (Freedman, 2000, pp.9, 189-192; Lin, 1992, pp.85-87; Waldinger et Tseng, 1992, p.93). Or, comme nous le verrons plus loin, nous préférons considérer l'ensemble de ces relations sociales, même si certaines sont construites sur des oppositions entre différentes populations chinoises, car nous définissons essentiellement la diaspora chinoise comme un espace social transnational.

⁴ Nous pouvons penser, à cet effet, aux entreprises chinoises en Californie dont le taux de réussite est beaucoup plus important que les autres entreprises de communautés asiatiques, car elles ont accès à des marchés transnationaux développés entre les communautés chinoises outre-mer (Zhou, 1998, pp.232-236).

chinoise en tant que sujet transnational et que celle-ci utilise son caractère transnational pour venir en aide aux populations chinoises de la planète entière et ce, dans tous les champs d'activités sociales (Haley, Tan et Haley, 1999). En observant l'étendue et la variété de ces activités transnationales, certains auteurs iront jusqu'à dire que cette diaspora constitue une «forme alternative de mondialisation», car elle possède sa propre élite économique, un capital social distinct ainsi que ses mécanismes de redistribution sociale et culturelle, permettant une forme de développement qualitativement différente de celle associée au néolibéralisme par exemple (Zhou et Tseng, 2001, pp.148-150).

Cependant, il semble difficile de dépeindre la diaspora chinoise en termes de cohésion et d'unification, alors qu'il existe plusieurs élites économiques chinoises hétéroclites. En partant d'un examen des communautés composant cette diaspora, nous arrivons rapidement à conclure que son poids économique et l'étendue de ses mécanismes de redistribution ne correspondent pas à une volonté politique de la même ampleur, car chaque communauté possède sa propre organisation sociale, ses croyances religieuses ainsi que son propre mode de vie (Hsu et Serrie, 1998, pp.9-11). Notons, par exemple, que les activités des communautés chinoises de la Fédération de Malaisie⁵ et de Californie dépeignent justement des portraits très différents. D'une part, la communauté chinoise de Malaisie regroupe une population aisée et installée depuis plusieurs siècles, mais perçue

⁵ Philippe Bourbeau et Rodolphe de Koninck soulignent la nécessité de distinguer la Fédération de Malaisie (*Malaya*) de la Fédération de Malaysia (*Malaysia*) formée en 1963, incluant la Malaisie, Singapour, l'État de Sabah et l'État de Sarawak. Or, cette distinction importante a souvent été négligée dans la littérature, notamment parce qu'elle ne s'applique qu'aux ouvrages francophones. Sans pour autant appuyer un quelconque chauvinisme malais, nous avons tout de même choisi d'utiliser l'appellation de la Fédération de Malaisie pour l'ensemble du territoire de la Fédération de Malaysia et ce, car la littérature et les ouvrages de référence n'ont pas pris en compte cette distinction (Bourbeau, 2002, p.33).

comme une menace par les autochtones *bumiputeras*⁶. Elle possède un poids démographique important, mais sa représentation politique est de plus en plus marginalisée et ses revendications sociales sont généralement réprimées par les autorités gouvernementales (Nyiri, 1997, pp.168-170; Freedman, 2000, pp.11-12). D'autre part, la communauté chinoise de Californie est constituée de flux migratoires plus récents et d'une population occidentalisée qui, malgré un historique de relations discriminatoires avec l'État de la Californie, a eu un récent succès économique, ouvrant la porte à une implication politique plus importante (Ong, 1992, pp.140-141; Freedman, 2000, pp.10-11). Ainsi, il devient plus facile de comprendre qu'au-delà des intérêts en commun qui servent de base aux activités transnationales actuelles de ces communautés, la volonté de créer une communauté de sens propre à la diaspora chinoise est manquante. De ce fait, considérer cette diaspora comme un sujet transnational cohésif nous empêcherait de rendre compte du paradoxe qui la caractérise, car bien qu'on dénote l'importance que peut prendre les activités transnationales qu'on lui associe, cette diaspora manque de cohésion.

En ce sens, il est très difficile d'appréhender la diaspora chinoise comme un sujet transnational cohésif, mais il nous apparaît également que celle-ci n'est pas seulement une mosaïque fragmentée de communautés migrantes. En effet, plusieurs auteurs tentent de décrire la diaspora chinoise à partir des données de l'expérience migrante et des discours répertoriés et ce faisant, ils compromettent leur appréhension des rapports transnationaux qu'elle représente. Nous observons que ces auteurs ne possèdent pas les outils pour relier l'expérience migrante et les discours diasporiques retracés à travers différentes

⁶ Littéralement, *bumiputera* ou *bumiputra* signifie « fils du sol ». Cette expression doit pouvoir distinguer les Malais ethniques en tant qu'autochtones des Chinois et des Indiens, même ceux dont les familles habitent en Malaisie depuis plusieurs générations (Trollet, 1994, p.45).

communautés, si ce n'est qu'ils associent toutes pratiques transnationales de la part des migrants à des nécessités locales. Parmi ces études se penchant uniquement sur les conditions du contexte social d'accueil des communautés chinoises en diaspora pour différencier leur utilisation de l'espace transnational, notons par exemple l'importance des travaux de Wang Gungwu et de Amy Freedman qui démontrent que chaque communauté chinoise vivant à l'étranger développe une appartenance envers sa société d'origine et la diaspora chinoise, en fonction de ses relations avec la société d'accueil et notamment avec la culture politique propre à ce pays (Gungwu dans Sinn, 1998, pp.4-6; Freedman, 2000, pp.16-17). En termes d'appartenance d'une communauté à la diaspora chinoise, il va sans dire en effet que le développement d'une communauté chinoise dans un contexte faisant preuve de politiques multiculturelles aura des impacts très différents que le développement de la même communauté dans un contexte faisant preuve de politiques nationalistes et ethniques. Dans cette optique, les conditions d'adaptation d'une communauté migrante dans la société d'accueil constituent, pour ces auteurs, le fondement pour différencier et organiser les pratiques se référant à la diaspora chinoise (Hsu et Serrie, 1998, pp.1-2, 65-66, 168-170, 197-201).

Bien que plusieurs de ces études soient importantes, il nous apparaît que la compréhension de la diaspora chinoise à partir d'un examen des communautés qui la composent doit plutôt mettre en premier plan les liens qui s'établissent entre ces communautés, afin de relier les expériences migrantes vécues dans des communautés différentes. En effet, les explications réduisant les variations dans les pratiques transnationales des communautés en diaspora aux seules distinctions de contexte national

rendent difficilement compte de la nature des liens, formels ou non, qui se tissent entre chaque communauté et la diaspora chinoise, car on préconise l'étude des relations entre une société d'accueil et sa communauté chinoise minoritaire. Ce faisant, ces analyses ne possèdent pas les outils nécessaires pour évaluer l'impact réel de la diaspora chinoise dans les affaires de cette communauté, car l'examen est essentiellement axé sur l'influence de la société d'accueil auprès de la communauté migrante ainsi que les rapports transnationaux institutionnalisés ou interdits par l'État d'accueil (Freedman, 2000, p.189; Hsu et Serrie, 1998, pp.5-7, 84-85). Comme l'admet même Freedman, les pratiques d'États n'ont pas une influence nécessaire sur l'appartenance développée envers la diaspora chinoise par des communautés vivant sur différents territoires nationaux (Freedman, 2000, pp.19-21). Notons, de plus, que l'utilisation des communautés comme unité d'analyse pose problème, car il est évident que chaque groupe social, voire chaque individu, possède sa propre vision de ce que constitue la diaspora et ce, en fonction des particularités que prend la transnationalité dans ses activités.

Dès lors, il existe un vide conceptuel important entre les études qui abordent la diaspora chinoise en tant que sujet transnational cohésif et celles qui l'appréhendent en partant de l'expérience migrante et transmigrante, car chacune d'entre elles semble incapable de rendre compte entièrement du paradoxe sur lequel cette diaspora est construite. Symptôme généralisé des études sur les diasporas, ce problème peut être évité en transformant notre conception de la diaspora chinoise pour qu'elle puisse relier les différentes compréhensions possibles de la diaspora aux niveaux de l'expérience migrante, du discours diasporique et comme invocation théorique (Clifford, p.302; Mitchell, p.535).

Ainsi, nous croyons possible le développement d'une perspective qui aborde, de manière plus juste, la diaspora chinoise, en fonction d'une analyse centrée sur les rapports transnationaux qui relient les communautés entre elles, sans pour autant proclamer la condition particulière de chaque communauté (Zhou, 1998, pp.230-236; Li, 1998, pp.482-485). Pour ce faire, nous devons concevoir la diaspora chinoise au niveau théorique, en tant qu'espace social transnational. Ce faisant, la diaspora chinoise peut être abordée dans son ensemble, sans pour autant imposer des balises contraignantes quant à notre appréhension des expériences migrantes et transmigrantes. Quoiqu'actuellement toujours très vague, cette nouvelle conception de la diaspora chinoise nous permettra de combler les problèmes des théories existantes, en introduisant entre autres la notion de *formes de transnationalité*. En cherchant à décrire l'ensemble des types de recours à la transnationalité utilisés par les migrants, la notion de *formes de transnationalité* doit nous permettre de dépasser les théories centrées sur les contextes sociaux d'accueil, car elle rend compte des pratiques transnationales qui dépassent les nécessités de communautés particulières pour offrir des opportunités aux membres de la diaspora chinoise, peu importe leur localisation physique. S'inscrivant au sein de l'espace social transnational, chaque forme de transnationalité, comme les formes économique, communautaire et humanitaire, possède une logique qui lui est propre. L'examen de l'ensemble des formes de transnationalité opérées à travers une communauté précise nous amènera, ainsi, à ancrer les pratiques transnationales dans une nouvelle conception de la diaspora chinoise.

Ainsi, cette nouvelle façon de concevoir les activités transnationales associées à la diaspora chinoise nous permet de rendre compte, de manière plus générale, de la

complexité des diasporas. Tel que précédemment démontré, la diaspora chinoise semble être construite sur un paradoxe propre à plusieurs diasporas, car au-delà de l'importance, en termes d'ampleur et d'étendue, que peuvent prendre les pratiques transnationales qu'on lui associe, elle reste caractérisée par un manque de cohésion. Comment pouvons-nous alors expliquer ce paradoxe? Nous soutiendrons en hypothèse principale que ce paradoxe s'explique à travers l'existence de structures parallèles de pouvoir qui, tout en jouant un rôle de facilitateur, empêchent la cohésion de la diaspora chinoise. Pour aborder ce paradoxe, il semble en effet plus utile d'appréhender les expériences migrantes et transmigrantes à travers l'existence de structures parallèles de pouvoir qui déterminent, pour chaque communauté en diaspora, un rapport unique à la transnationalité. Chaque structure parallèle de pouvoir correspond donc à une structure sociale transnationale qui détermine l'organisation et l'utilisation des formes de transnationalité pour une communauté donnée et ce, en tenant compte des données du contexte social d'accueil, de celles des sociétés d'origine ainsi que des relations déjà présentes avec les autres communautés de cette diaspora. Ces structures parallèles de pouvoir facilitent donc le recours à la transnationalité pour les communautés migrantes, car elles sont partiellement formées à même l'espace social transnational que constitue la diaspora chinoise. Or, l'ensemble des structures parallèles de pouvoir ne traduira pas une cohésion propre à la diaspora, car nous soutenons que ces structures parallèles de pouvoir possèdent des ancrages sociaux dans des contextes d'accueil spécifiques. Ce faisant, elles regroupent des pratiques transnationales en fonction des intérêts de divers groupes sociaux qui les composent, des opportunités ainsi que des contraintes propres à chacune. De ce fait, nous concevons plus la diaspora chinoise en tant qu'une série de fenêtres d'opportunités, car elle

offre aux membres de ses communautés outre-mer l'accès à une mobilité qualitativement différente, leur permettant de rompre la relation minorité – majorité si néfaste pour le succès des communautés migrantes dans leur société d'accueil (Sinn, 1998, pp.41-44; Clifford, 1994, p.311). Par conséquent, l'appréhension de la diaspora via l'espace transnational qu'elle représente, nous permettra d'offrir une perspective nouvelle sur l'articulation des intérêts économiques, communautaires, culturels, voire même politiques, des communautés chinoises en diaspora et ce, sans perdre de vue le rôle déterminant du contexte d'accueil sur l'exercice de ses pratiques (Goldring, 1998, pp.167-169; Gungwu, 2000, pp.88-95).

Pour ce faire, nous proposons un examen des pratiques transnationales des communautés chinoises de Malaisie et de Californie depuis 1978⁷, car il nous apparaît pertinent de démontrer l'existence de formes de transnationalité communes, mais dont l'utilisation et la combinaison à d'autres formes de transnationalité, dans le cadre de structures parallèles de pouvoir différentes, s'ancrent dans les conditions sociales propres à chaque contexte d'accueil. De surcroît, comparer des communautés appartenant à une même diaspora mais formées dans des grandes régions géopolitiques différentes nous permettra de souligner, au-delà des différences retrouvées, les similarités dans les pratiques transnationales entre ces grandes régions ainsi que les différences qui se forment au sein de

⁷ Il apparaît très pertinent de limiter notre examen aux formes de transnationalité actives depuis 1978, car cette date correspond aux premières politiques d'ouverture et de reconnaissance de la RPC envers sa diaspora. En ouvrant ses frontières aux membres de la diaspora chinoise, plusieurs auteurs ont démontré que la RPC cherchait à optimiser et à réaliser le potentiel, en termes de revenus, de capital politique et humain, que représentait les liens transnationaux ainsi créés ou ravivés, du moins officiellement (Sinn, 1997, 387-389, 394-395; Thuno, 2001, pp.910-913; McKeown, 2000, p.348). Dès lors, nous ne soutiendrons pas que le recours à la transnationalité était inexistant avant cette période, mais que cette ouverture de la part de la RPC a eu des impacts directs sur les pratiques transnationales des membres de la diaspora chinoise, présentant par le fait même 1978 comme une date convenable pour limiter nos recherches.

chaque communauté (Guarnizo et M.P.Smith, 1998, p.28). Nous reconnaissons, néanmoins, que parler d'une seule diaspora chinoise pose plusieurs problèmes. En plus du fait que la littérature sur le sujet a tendance à parler de différentes diasporas chinoises, comme la diaspora hakka ou la diaspora taïwanaise, les distinctions ainsi que les tensions qui existent, par exemple, entre les migrants provenant de la RPC et ceux de Taïwan peuvent apparaître trop importantes pour les réunir sous une même notion englobante. En l'associant à un espace social transnational, nous utilisons cependant la notion de diaspora chinoise comme un outil heuristique qui nous permettra, dans les limites de ce travail, d'observer plus directement les relations sociales existantes au sein des communautés chinoises outre-mer, entre elles ainsi qu'entre les migrants d'origine chinoise différente.⁸

Nous développerons donc, dans ce présent travail, les outils conceptuels qui nous permettront d'appréhender le recours à la transnationalité par les communautés chinoises vivant outre-mer, pour ensuite examiner les formes de transnationalité utilisées par les communautés de Malaisie et de Californie depuis 1978. Enfin, nous tenterons d'inscrire l'examen de ces formes de transnationalité dans le cadre des structures parallèles de pouvoir, ce qui nous amènera, nous le supposons, à mieux cerner la diaspora chinoise et ce, au-delà des positions plus conventionnelles la présentant comme un sujet transnational cohésif ou comme une chimère.

⁸ Nous reléguons donc consciemment ces distinctions primordiales aux différences de contexte social d'accueil, dans lequel chaque membre d'une communauté chinoise vivant à l'étranger développe, au niveau local, certaines relations sociales avec des membres considérés de la même communauté, mais possédant une histoire, un langage ou une société d'origine qui diffère. Autrement dit, les interactions sociales qui existent au sein de chaque communauté chinoise vivant à l'étranger entre des migrants d'origine et d'ethnies diverses nous permettront, pour ce présent travail, de distinguer les communautés chinoises outre-mer, non pas en termes d'appartenance à une même société d'origine, mais plutôt en fonction des frontières politiques par lesquelles elles sont déterminées.

Conceptualiser la diaspora chinoise comme espace social transnational

Afin de réellement cerner toutes les implications du paradoxe sur lequel repose la diaspora chinoise, nous tenterons maintenant de développer les outils conceptuels qui nous permettront de mieux comprendre l'ensemble des pratiques transnationales de ses communautés membres, dans leurs relations avec les membres des autres communautés en diaspora ainsi que les autres acteurs internationaux, tels que les États et les firmes multinationales. Dans un premier temps, une revue de la littérature sur le rapport entre la transnationalité des communautés migrantes et la logique étatique nous aidera à saisir l'importance et l'étendue des liens qui se tissent entre chaque communauté, tout en nous aidant à développer notre propre perspective quant au recours à cette transnationalité. Ainsi, nous serons en mesure d'élaborer, de manière plus générale, le cadre analytique qui appuiera notre compréhension de la diaspora chinoise en tant qu'espace social transnational où s'inscrivent les structures parallèles de pouvoir des communautés membres.

Les outils conceptuels concernant la transnationalité

Il nous faut dès lors aborder la question de la transnationalité de plus près, d'autant plus qu'il est difficile de saisir l'ampleur des pratiques transnationales des communautés migrantes, sans avoir préalablement présenté ce que ce recours à la transnationalité peut être. Sans tomber dans le piège d'associer seulement la transnationalité aux processus actuels de la mondialisation, un examen plus socio-historique nous amène à observer l'existence de phénomènes et processus transnationaux, bien avant les années 1970.⁹ En

⁹ Bien qu'il est possible d'observer l'existence de phénomènes transnationaux depuis plusieurs siècles et dans divers contextes, notons que le cadre conceptuel de certains auteurs les amène à associer tous phénomènes transnationaux à une intensification des processus de la mondialisation économique ou de la globalisation. Dans cette optique, certains auteurs opposent la survie du système interétatique actuel aux développements

notre sens, la transnationalité doit être comprise comme un ensemble de pratiques sociales possédant une logique qui transgresse les frontières politiques. Dès lors, il nous apparaît intéressant d'organiser notre revue de littérature, en fonction des liens nécessaires qui semblent exister entre la définition de la transnationalité et son opposition apparente aux sphères nationales. Ainsi, le pouvoir de l'espace transnational est-il ancré dans une opposition nécessaire à la logique des États¹⁰? Notons, en effet, que la notion de transnationalité est difficilement séparable, si ce n'est que conceptuellement, des sphères nationales qu'elle doit traverser pour exister. Nous observerons donc l'impact de l'évolution de la signification de la notion de transnationalité sur l'appréhension actuelle de ce concept, pour ensuite tenter de comprendre dans quelles mesures ce recours à la transnationalité par les communautés migrantes, et plus particulièrement les communautés chinoises vivant à l'étranger, construit différents types de rapports envers et avec les sphères étatiques.

La transnationalité comme construction sociale

En ce sens, nous devons chercher à comprendre, dans un premier temps, les traditions historiques qui ont influencé notre appréhension de la transnationalité de cette façon. À l'aide d'un bref historique sur la notion de transnationalité, nous serons en mesure

des nouveaux sites de pouvoir de l'économie mondialisée. Pour Jacques Gélinas par exemple, le dépassement des cadres étatiques au cours des années 1980 par certaines entreprises constitue les premiers exemples de transnationalisation des activités économiques remettant en question la souveraineté étatique. Il oppose alors la logique de la globalisation, centrée sur la recherche de profit des firmes multinationales, à l'existence des structures étatiques, qui peuvent de moins en moins, d'après l'auteur, intervenir et la contrôler (Gélinas, 2000, pp.36-44).

¹⁰ Il est important de souligner que nous entendons par la notion de «logique d'État», ce que John Agnew présente dans son modèle interétatique de spatialisation du pouvoir politique. Ainsi, la logique d'État est déterminée par les exigences de la souveraineté politique délimitée territorialement par des frontières politiques à l'intérieur desquelles se construisent les activités sociales et à l'extérieur desquelles règne la loi du plus fort (Agnew, 1999, pp.504-506).

de mieux saisir d'où provient cette nécessité apparente d'opposer l'espace transnational aux logiques d'États. Tout d'abord, soulignons que la notion de transnationalité a été examinée par les chercheurs depuis plusieurs siècles et ce, à travers l'examen de différents phénomènes sociaux. Nous pouvons dès lors retracer plusieurs types de relations sociales et économiques transnationales qui ont existé aux cours du XVIIIe, XIXe et XXe siècles à travers la planète, que ce soit les activités économiques et les protestations sociales de la diaspora haïtienne en Amérique du Nord, le développement économique conjoint de la Belgique, la France et l'Allemagne en matière de métallurgie ou l'exploitation minière en Afrique du Sud (Laguerre, 1998, pp.1-2, 47-48; Harrod, 1987, p.20; Strikwerda, 1997, pp.55-56). La notion de transnationalité, en ce sens, porte différents masques, que ce soit la notion d'internationalisme pour rendre compte de l'organisation transnationale des mouvements ouvriers, la notion de pacifisme pour comprendre les mobilisations sociales privées réglant des problèmes trans-frontaliers que les sphères politiques ne pouvaient régler, ou encore la notion de diaspora pour expliquer les relations sociales de minorités entretenant des liens significatifs avec des populations provenant de la société d'origine, peu importe leur lieu physique (Strikwerda, 1997, pp.60-62; Clifford, 1994, p.302; Schein, 1998, pp.292-293). Toutes ces pratiques littéralement transnationales, car transgressant les frontières politiques de l'époque, ne furent pas associées distinctement, dans la littérature, à la notion de transnationalité, notamment parce qu'elles ne remettaient pas en question l'existence même des sphères nationales, s'agençant relativement bien aux intérêts des États impliqués (Soguk et Whitehall, 1999, pp.679-681). Or, la notion de transnationalité deviendra importante, notamment à partir des années 1960, où plusieurs chercheurs y attacheront certaines caractéristiques toujours déterminantes dans les définitions actuelles.

La «découverte» académique de la transnationalité

Au cours des années 1960 et 1970, le recours aux notions de transnationalisme et de transnationalisation ont permis, dans un premier temps, à différents chercheurs de cerner un phénomène supposément nouveau selon leur perspective, soit une organisation d'activités économiques transgressant les contrôles nationaux et opposant les volontés étatiques (Michalet et Madeuf, 1978, pp.266-267). En tentant de démontrer que des acteurs non-étatiques peuvent intervenir efficacement sur la scène internationale, Robert Keohane et Joseph Nye expliquent par exemple l'importance des acteurs transnationaux comme les firmes multinationales et certaines ONGI. En fonction d'un examen du poids économique des acteurs sur la scène internationale, ces auteurs excluent néanmoins implicitement plusieurs acteurs dont les pratiques transnationales n'entrent pas dans leur modèle (Keohane et Nye, 1972, p.xi).

Associant alors le transnationalisme au multinationalisme, plusieurs auteurs des années 1970 ont traité du rôle et des impacts des activités économiques transnationales de firmes multinationales sur l'évolution du système interétatique.¹¹ Christian Palloix, entre autres, analysa de manière approfondie les pratiques de certaines firmes multinationales, pour conclure qu'elles incarnent de nouvelles pratiques impérialistes d'exploitation au

¹¹ Il va sans dire qu'il est impossible, concrètement, de résumer l'ensemble des activités économiques transnationalisées aux activités des seules firmes multinationales ou au phénomène du multinationalisme, soit une stratégie de développement propre à des entreprises, dans la sphère privée, afin d'étendre leurs activités dans de nouveaux États par l'internationalisation de leur capital productif. (Michalet et Madeuf, 1978, pp.265-268). Or, au cours des années 1970, les firmes multinationales constituaient un phénomène transnational d'une importance et d'une expansion fulgurantes, entraînant plusieurs auteurs à conclure directement que l'essentiel des activités économiques transnationales étaient menées par ces «nouveaux» acteurs, créant par le fait même une correspondance entre transnationalisme et multinationalisme qui sera problématisée dès la fin des années 1970. Robert Cox, par exemple, soutiendra que l'organisation transnationale d'activités économiques n'est pas le propre du multinationalisme, car certains États utilisent directement, depuis plusieurs décennies, une organisation transnationale de leurs activités économiques, en accord avec d'autres États (Cox, 1977, 133-135).

profit des États développés (Palloix, 1975, pp.105-106). En associant beaucoup plus, au cours des années 1980, les différentes formes plus populaires de la transnationalité à un renouveau de l'internationalisme, les chercheurs continuaient à définir cette notion par rapport aux pratiques étatiques (Waterman, 1999, pp.3-5). Bien que plusieurs de ces études ont apporté beaucoup à notre compréhension des activités transnationales, les études des années 1960, 1970 et 1980 ont eu tendance à subordonner la définition de la transnationalité, à la «nationalité» et aux pratiques étatiques. En ce sens, même la compréhension des activités transnationales des mouvements sociaux par Anthony Giddens a offert une interprétation de la transnationalité en tant que moyen de protestation sociale contre les injustices créées par le système interétatique (Giddens, 1993, pp.41-52).

Appréhensions plus récentes de la transnationalité

Cette subordination de la transnationalité à la «nationalité» sera néanmoins problématisée à la fin des années 1980. Avec les théories critiques, plusieurs chercheurs tenteront, en effet, d'apporter de nouveaux éclairages quant à la pluralité des liens existants entre le développement de sujets transnationaux et leur ancrage dans les sphères nationales. Il va sans dire, par exemple, qu'un réseau transnational n'inclut pas uniquement des relations sociales tenant d'un mouvement contre-hégémonique à la Robert W.Cox et que les activités des sujets transnationaux sont aussi diverses que leurs intérêts et motivations (Mitchell, 1997, p.551; Ong, 1992, pp.140-141). En ce sens, le traitement de la notion de transnationalité comme étant indépendante des activités des entités étatiques provient essentiellement du début des années 1990, où elle devient associée aux pratiques sociales, non pas de magnats financiers ou d'organisations activistes révolutionnaires, mais

notamment de populations transfrontalières et migrantes. En se centrant sur les activités quotidiennes de ces populations, la transnationalité a pu être appréhendée, outre les entités étatiques, comme un espace social brisant les correspondances étatiques entre identité, territoire et pouvoir politique (Basch et al., 1994, pp.7-8, 22).

Pour certains alors, les populations dites transnationalisées deviennent des symboles inhérents d'un cosmopolitisme émergeant sur la scène internationale, entraînant la fin du système interétatique ainsi que la formation d'un nouvel ordre économique mondial. Pour Joel Kotkin par exemple, la transnationalité devient la voie par laquelle les réseaux économiques et culturels mondiaux peuvent bénéficier à toutes les populations de la planète, peu importe les frontières politiques (Kotkin, 1993, pp.3-5). Bien qu'il est possible d'associer vaguement le succès économique de certaines entreprises faisant partie de diasporas ou de communautés transmigrantes à leurs capacités d'adaptation envers divers contextes socio-culturels, il reste difficile de prouver la création d'une identité cosmopolite universelle sur la seule base d'intérêts économiques (Pécoud, 2000, pp.13-15).

Cette association de la transnationalité au cosmopolitisme comme philosophie et mode de vie d'un «village mondial» ne sera pas, néanmoins, la définition la plus populaire au cours des années 1990, notamment parce qu'il apparaît que les populations transnationalisées, quoique brisant les correspondances étatiques modernes, possèdent des intérêts qui leur sont propres et tentent d'améliorer leur situation sociale, souvent au détriment des groupes et des structures sociales existantes dans les sphères nationales (Van Hear, 1998, pp.253-255). Dans cette optique, l'examen de la littérature sur les

communautés migrantes nous apparaît très propice pour cerner des outils conceptuels qui abordent la transnationalité dans toute sa complexité et au-delà des cadres théoriques déjà développés.

Le recours à la transnationalité pour les communautés migrantes

Il est vrai que l'utilisation de l'espace transnational par des communautés migrantes possède un degré de complexité élevé, car l'opposition aux logiques d'États n'est certes pas une position facilement justifiable, que ce soit en termes empiriques ou théoriques. En effet, les différents liens qui existent entre une communauté migrante, son État d'accueil et son État d'origine peuvent difficilement tous traduire des rapports d'opposition, si ce n'est qu'il n'existerait pas de liens transnationaux et que la communauté migrante serait isolée. Afin d'observer, alors, les pistes qui ont été développées par la littérature plus récente sur le recours à la transnationalité par les communautés migrantes en rapport aux logiques des États impliqués, nous présenteront deux types d'ouvrages, soit les ouvrages centrés sur une étude de cas précise ainsi que les ouvrages traitant du recours à la transnationalité de manière plus abstraite. Par la suite, nous tenterons de réunir les contributions de chaque type d'ouvrages, afin de mieux saisir le recours à la transnationalité par les communautés migrantes.

Études empiriques

Dans un premier temps, il existe une partie de la littérature qui présente les activités concrètes des communautés migrantes dans leur contexte spécifique, y dérivant ainsi une série de rapports envers les États impliqués qui proviennent des résultats de leurs

recherches. Pour des auteurs comme Jon Goss et Bruce Lindquist ainsi que Douglas S.Massey et ses collaborateurs, le recours à la transnationalité est une stratégie d'action développée avant même la migration. Les communautés mexicaines installées aux États-Unis et examinées par D.S.Massey présentent, en effet, une tradition migratoire et une infrastructure transfrontalière qui sont indépendantes des volontés étatiques sans pour autant les opposer, car ces populations migrantes possèdent le rôle spécifique de subvenir aux besoins de leurs familles, habitant dans la société d'origine (D.S.Massey et al., 1994, 1494-1496). Goss et Lindquist nous démontrent, plus loin en ce sens, qu'une pression sociale existe sur les migrants potentiels, notamment à travers leur famille et parfois même à travers certains États, reconnus comme exportateurs de migrants. Dès lors, la création et la reproduction d'un cadre institutionnel pour gérer l'utilisation de l'espace transnational présente une collaboration importante avec certaines logiques d'États, car cette culture migratoire, comme aux Philippines, occupe une partie importante de l'économie nationale (Goss et Lindquist, 1995, pp.337-345).

Au-delà de ce type de cadre institutionnel qui se développe surtout avec des États d'origine, plusieurs auteurs ont démontré comment le recours à la transnationalité par des communautés migrantes sert avant tout à créer une marge d'autonomie envers les volontés et les structures des États impliqués. En effet, le recours à la transnationalité leur permet d'accéder à des espaces sociaux leur donnant des portes de sortie pour échapper aux contraintes vécues au niveau national, que ce soit dans la société d'accueil ou dans la société d'origine. Afin de briser les interactions minorité – majorité, les communautés migrantes ont donc recours à l'espace transnational, mais différentes perspectives existent

sur la signification que prend alors cet espace transnational dans les relations qui se construisent entre ces communautés et les États impliqués.

Comme l'affirment tout d'abord Christine Ho et James Clifford, les communautés migrantes sont poussées à utiliser l'espace transnational, afin de préserver leur culture ainsi que leur identité et ce, en réaction aux tentatives d'intégration de la société d'accueil, voire dans certains cas, à des formes d'oppression et d'exploitation actives dans ce contexte. Dans son examen du commerce transatlantique ayant relié depuis plusieurs siècles l'Europe, l'Afrique et les Amériques, Ho soutient que la création et la survie de certains festivals associés aux populations de race noire déplacées constituent des formes de protestation sociale contre l'exploitation européenne capitaliste. En ce sens, l'utilisation de l'espace transnational par certains groupes de la diaspora noire entourant le festival de Trinité ou celui de Notting Hill constitue, pour l'auteure, une tentative d'activer une «communauté imaginaire» à la Benedict Anderson, afin de résister à l'assimilation culturelle et à l'extinction identitaire (Anderson, 1983, pp.47-49; Ho, 2001, pp.6-20). En ce sens, Clifford tente de démontrer que l'appartenance diasporique, quoique s'exprimant à travers ce type de festivals, permettent à la communauté migrante touchée, de développer de nouveaux espaces politiques, de formuler des revendications plus claires et d'établir de nouveaux rôles pour les organisations représentant ces populations migrantes. Ainsi, il apparaît à l'auteur que la transnationalisation de ce type de formes d'expression artistique devient un moyen privilégié pour le développement d'une conscience identitaire propre à ces populations dispersées, créant par le fait même un capital social indépendant des appartenances nationales classiques (Clifford, 1994, pp.311-315).

Notons, néanmoins, que d'autres auteurs présentent l'utilisation de l'espace transnational par les communautés migrantes, non pas comme simple espace d'expression, mais plutôt comme un espace de résistance, questionnant plus directement l'existence de certains États. Comme le présentent Néstor Rodrigues ainsi que Carole Nagengast et Michael Kearney, certaines populations transfrontalières ont recours à l'espace transnational pour assurer la survie d'une population refusant l'allégeance à un État en particulier. Rodrigues démontre qu'en s'appropriant les nouvelles technologies en transport et en communication, certaines populations, comme les descendants des Mayas, ont réussi à développer de réelles communautés transnationales, soit des communautés avec un sentiment d'appartenance propre ainsi qu'une organisation sociale, politique et économique défiant les frontières politiques existantes entre différents États : «transnational communities, as outcomes of human agency, represent the lengthy struggles by migrant workers to reunite with their families and communities» (Rodrigues, 1996, p.30). Cette sphère transnationale de résistance est également une figure utilisée par Nagengast et Kearney dans leur étude de l'organisation transnationale de la communauté mixtèque. Installée au Mexique, cette communauté s'est reproduite par l'existence d'un système transnational de remises d'argent ainsi qu'une circulation impressionnante de sa population entre le Mexique et les États-Unis. À travers une organisation politique, sociale et identitaire transnationales, cette communauté transfrontalière a réussi à négocier avec l'État du Mexique et certains États américains, de meilleures conditions de vie pour les Mixtèques se déplaçant constamment ainsi que pour le développement d'infrastructures reliant leurs communautés (Nagengast et Kearney, 1990, pp.61-63, 76-77, 83-85).

Cependant, il est important de souligner que d'autres auteurs, comme Sarah Mahler, ne représentent pas l'espace transnational comme un espace social de protestation ou de résistance, mais perçoivent son utilisation à travers les préoccupations des communautés migrantes pour les problèmes sociaux vécus dans la société d'origine. Au-delà des phénomènes économiques comme les systèmes de remises d'argent, il est possible d'observer, en effet, l'utilisation de l'espace transnational par certaines communautés migrantes comme moyen d'intervention dans leur société d'origine, notamment pour aider au règlement de problèmes politiques précis ou pour protéger leurs intérêts économiques. Dans son examen de la communauté haïtienne aux États-Unis, Mahler démontre l'implication de cette communauté dans la campagne électorale de 1990 à l'appui de Jean-Bertrand Aristide, car ce dernier avait une stratégie nationale de développement donnant énormément de pouvoir politique et économique aux transmigrants, dont les remises d'argent auraient constituées le fondement. En créant le dixième département pour s'assurer la représentation des Haïtiens outre-mer auprès du gouvernement national, Aristide a poussé les transmigrants à utiliser l'espace transnational pour qu'ils influencent le vote de leurs familles et amis (Mahler, 1998, pp.70-71).

Au-delà de ces rapports plus pragmatiques entre l'utilisation de l'espace transnational par une communauté migrante par rapport aux logiques des États impliqués, il existe des études descriptives qui démontrent néanmoins que le recours à la transnationalité possède une logique qui dépasse largement les volontés mêmes des migrants et leurs activités transnationales quotidiennes, pour s'inscrire au sein de théories systémiques. Ainsi, l'espace social transnational devient un moyen de surpasser les frontières politiques

et peu d'accent est placé sur les actions concrètes des acteurs ayant recours à cette transnationalité. En effet, N.Chinchilla et N.Hamilton conçoivent le recours à la transnationalité par les communautés migrantes comme symbolisant une soupape de sécurité aux phases récentes d'internationalisation du capital et de la main d'œuvre. Autrement dit, les activités transnationales d'une communauté migrante assurent une redistribution officieuse du capital et de la main d'œuvre, ce qui permet le fonctionnement des formes d'exploitation existantes au sein du système interétatique actuel, sans nécessairement concorder avec les intérêts avoués des États impliqués, comme dans le cas de l'immigration illégale (Chinchilla et Hamilton, 1999, pp.5-7).

Outre l'existence même des communautés migrantes, Michel S. Laguerre considère, de l'autre côté, que toutes formes d'utilisation de l'espace transnational constituent une forme de réalisation de la mondialisation : «transnationality is the technology, to use Michel Foucault's term, that makes globalization a reality» (Laguerre, 1999, p.636). En ce sens, les activités des communautés en diaspora servent de véhicules à la mondialisation auprès de certaines sociétés d'origine, transmettant des pratiques de modernisation conformes aux volontés du capital (Laguerre, 1999, pp.640-641). Comme l'affirme plus contrairement Manuel Orozco, l'impact des remises d'argent en Amérique latine constitue le facteur intégrateur le plus important de ces États dans l'économie mondialisée, transformant en ce sens le profil économique de ces États, leur appareil gouvernemental ainsi que leurs relations avec les sociétés d'accueil (Orozco, 2001, p.2).

Études théoriques

Cependant, il existe une seconde partie de la littérature, réunissant des contributions plus abstraites, qui semble fournir une nouvelle perspective sur les liens qui peuvent exister entre l'espace transnational et les logiques des États impliqués, car ces ouvrages ne se concentrent pas sur ce que révèle des études de cas particulières, nous présentant plutôt le recours à la transnationalité comme une caractéristique inhérente aux communautés migrantes. En ce sens, des auteurs comme N.Soguk et G.Whitehall affirment qu'une population migrante doit être comprise dans son environnement social propre, ce dernier ne se définissant pas à travers les environnements et divisions étatiques classiques (Soguk et Whitehall, 1999, pp.685-686). En prenant l'exemple du réfugié iranien Merhan qui habita dans la zone internationale de l'aéroport de Charles-De-Gaulle pendant plusieurs mois, les auteurs tentent d'établir un nouveau schème théorique nous permettant de reconnaître pleinement l'existence de ces «phénomènes marginaux» dans notre analyse des relations internationales. À travers leur *modèle transversal*, ils soutiennent que la formation d'une identité et de relations sociales significatives n'a jamais été limitée par les frontières politiques et n'en est pas plus un danger pour celles-ci, car ils admettent que ces relations sociales significatives peuvent être, dans certains cas, contenues par des frontières politiques, comme nous le présente habituellement le discours des États-nations. Dès lors, la transnationalité n'est pas un moyen utilisé par les populations migrantes, mais elle constitue plutôt notre compréhension, à partir des divisions étatiques classiques, de la reproduction d'un espace où il n'y a pas correspondance entre territoire, allégeance politique et identité (Soguk et Whitehall, 1999, pp.679-683).

Or, certains auteurs placeront au centre de leurs analyses les tensions qui existent entre ces deux types de transversalité, car les imaginaires étatiques sont exclusifs et, par «essence», ils développent des tensions irréconciliables avec les imaginaires translocaux des populations migrantes. À l'instar d'Arjun Appadurai, notons que la seule motivation alors d'avoir recours à la transnationalité devient une question de préservation personnelle, car les imaginaires étatiques produisent des localités qualitativement différentes, qui tentent de fixer les allégeances politiques et les identités à certains territoires (Appadurai, 1996, pp.186-199). Dès lors, la transnationalité n'est pas un moyen utilisé volontairement par les communautés migrantes pour nuire aux logiques d'États. En effet, l'imaginaire translocal d'un sujet transnational doit nécessairement appréhender ce qui l'entoure par ses propres outils, soit par les flux culturels globaux, qui surpassent et menacent les structures étatiques (Appadurai, 1996, pp.45-47).

Dans cette optique, le recours à la transnationalité n'est pas un choix, car la communauté migrante se définit avant tout dans son mouvement (Mandaville, 1999, pp.654-657, 663-665). Pour Peter Mandaville, les pratiques transnationales des communautés migrantes redéfinissent la localisation du politique sur la scène internationale, car elles remettent en question l'existence même des fondements du système interétatique, soit la citoyenneté et la souveraineté (Mandaville, 1999, pp.656-657). En ce sens, au-delà du recours à la transnationalité, c'est le refus d'attacher leur identité et allégeance politique à un territoire qui donne aux populations migrantes un avantage, d'après l'auteur, dans la construction de leur communauté au stade actuel de l'économie mondialisée.

Bien que la souveraineté étatique est remise en question par les pratiques transnationales des communautés migrantes, il faut néanmoins noter, à l'instar de Bertrand Badie, que ce type de pratiques entraîne une *individualisation du monde* et qu'il est impossible de trouver une structure de ces pratiques pouvant, en tant qu'acteur, opposer la notion de citoyenneté des États. Autrement dit, le recours à la transnationalité subordonne les choix collectifs des communautés migrantes aux choix individuels, permettant ainsi à chaque migrant de coopérer ou non avec les États, de s'intégrer ou non à leurs imaginaires (Badie, 1993, p.11-13).

Défis posés par l'examen des communautés chinoises outre-mer

Ces deux types d'ouvrages contribuent énormément à notre compréhension de la complexité des logiques initiées au sein des communautés migrantes, qui ne sont pas nécessairement ou entièrement forgées dans des rapports d'opposition aux logiques d'États. Or, ces ouvrages possèdent également des failles importantes qui ne tiennent pas compte de nuances que nous avons retrouvées au sein d'une littérature plus précise sur les communautés chinoises vivant à l'étranger. Notons, tout d'abord, que l'ensemble des études descriptives répertoriées, bien qu'elles nous permettent de cerner des liens spécifiques entre l'espace transnational de certaines communautés migrantes et les États impliqués, ne peuvent en générer des explications applicables à tous les cas, notamment parce que la majorité de ces auteurs ont centré leurs analyses sur des communautés migrantes aux États-Unis.

Malgré l'apport théorique de la littérature abstraite d'autre part, il lui semble difficile de rendre compte de l'importance des contextes nationaux d'accueil et des logiques d'États dans la définition du sentiment identitaire des Chinois vivant à l'étranger, voire même quant à leurs manières d'avoir recours à la transnationalité (Ong, 1992, pp.128-129). En ayant développé leurs propres liens d'appartenance à la RPC ou à Taïwan ainsi que leur propre méthode d'organisation de leurs activités transnationales, il semble que chaque communauté possède une nécessité de s'intégrer, du moins partiellement, au mode de vie et aux institutions de leur société d'accueil. En ce sens, il est difficile de trouver un sentiment d'appartenance de la même ampleur et de la même nature dans les communautés chinoises de Thaïlande, du Pérou, d'Indonésie et des Philippines, car leurs conditions de vie dans le contexte d'accueil jouent grandement sur les manières par lesquelles elles s'identifient à la diaspora chinoise et à leur société d'origine (Hsu et Herrie, 1998, pp.10-11). Dès lors, l'effet déterminant des sociétés d'accueil sur les communautés migrantes réduit l'ampleur des tensions exprimées par la littérature plus abstraite entre la translocalité migrante et les imaginaires étatiques, notamment parce que ces communautés s'adaptent à leur société d'accueil et complexifient, par le fait même, leurs relations avec les États impliqués.

Notons également que certaines études tentent de développer une perspective beaucoup plus nuancée sur l'utilisation de l'espace transnational par la diaspora chinoise, notamment parce qu'il apparaît que ce sont les communautés migrantes, voire même certains groupes sociaux précis, qui choisissent d'utiliser cet espace social. Est-ce à dire alors que chaque communauté, ou groupe social, possède un imaginaire translocal particulier? Il devient beaucoup trop difficile de tenter d'appliquer ces raisonnements

théoriques dans les faits, sans tomber dans une fragmentation entière de chaque communauté migrante. Or, il est vrai que le recours à la transnationalité par les communautés migrantes se fait avant tout via l'activité de certains groupes sociaux et certaines analyses des communautés chinoises vivant à l'étranger expriment plus particulièrement les rapports de force qui sévissent au sein d'une même communauté (Li, 1998, pp.485-486). Au-delà de la construction d'un espace social de résistance, ces études émettent des questionnements sérieux sur les motivations de ces communautés, notamment celles examinées par la littérature plus concrète. En effet, pourquoi les réseaux transnationaux chinois sont reconnus pour leur redistribution transfrontalière impressionnante, alors qu'on observe une polarisation sociale grandissante entre les membres d'une même communauté chinoise outre-mer, notamment celle de Californie (Zhou et Tseng, 2001, pp.132-133, 137)? Outre l'idée que la diaspora chinoise est fragmentée en communautés différentes, cette diaspora est caractérisée par d'importantes tensions sociales entre, par exemple, certains groupes linguistiques et notamment entre les Taïwanais et les Chinois de la RPC. Dès lors, l'identité et la solidarité dans la diaspora chinoise ne peuvent pas se réduire aux éléments communs à tous les Chinois outre-mer, car cette diaspora est caractérisée par des ruptures qui sévissent au sein de chaque communauté outre-mer existante (Trollet, 1994, pp.83-85). Comment nous est-il possible alors de comprendre les liens qui se tissent entre les communautés et avec les sphères étatiques, si nous devons superposer une analyse des groupes sociaux? Dans la même optique, il devient difficile d'identifier l'impact réel de l'utilisation de la transnationalité sur ces communautés migrantes, car il n'est pas dit qu'une communauté entre réellement en contact avec la diaspora chinoise, si ce n'est qu'elle l'utilise selon les intérêts parfois

convergenents et parfois divergenents de ses membres. L'étude des réseaux transnationaux est d'autant plus importante alors, qu'elle devient centrale pour comprendre les motivations de ces communautés et des groupes qui les composent, car ils semblent modifiés par ce recours à la transnationalité (Van Hear, 1998, pp.248-250).

Définir une position médiane

Dès lors, nous croyons possible d'adopter une position médiane entre les études plus concrètes, présentant des motivations spécifiques pour expliquer les liens entre l'utilisation de l'espace transnational par des communautés migrantes et les logiques d'États, et les études plus abstraites, incorporant la transnationalité à la condition *a priori* des populations migrantes. Dans cette optique, quelques auteurs ont tenté de faire le lien entre ces positions extrêmes, abordant la question du recours à la transnationalité par ces communautés migrantes à travers la relation symbiotique qui existe entre ce que constitue théoriquement une communauté migrante et ses motivations plus spécifiques, comme détermination des rapports créés avec les États impliqués. Des auteurs comme T.Faist, L.Basch et ses collaboratrices tentent en effet d'appréhender la transnationalité à travers les opportunités qu'elle offre dans l'organisation d'une communauté migrante, voire même dans la consolidation de sa résistance ou de son affirmation contre les actions de certains États, mais également comme mode de vie distinct (Basch et al., 1992, p.5). Tel que le définit Thomas Faist, une communauté migrante possède de nouvelles opportunités via la transnationalité, car ces pratiques ne sont plus simplement définies en fonction des activités de la communauté au niveau du contexte de la société d'accueil. En effet, la transnationalité constitue un espace social dans lequel à ces pratiques, se combinent et

s'ajoutent des interactions sociales significatives avec la société d'origine et avec les autres communautés migrantes, notamment lorsqu'il est question de communautés en diaspora. Au-delà des ressources matérielles, comme l'argent ou les biens, l'espace social transnational permet le développement d'opportunités, à travers le capital social, qu'il reproduit entre des communautés géographiquement séparées (Faist, 1998, pp.215-217, 243-245). Comme l'affirment alors Linda Basch et ses collaboratrices, ces opportunités modifient qualitativement ceux qui les utilisent, car elles impliquent un mode de vie particulier, se définissant notamment en réaction aux contextes et imaginaires hégémoniques étatiques :

By maintaining many different racial, national, and ethnic identities, transmigrants are able to express their resistance to the global political and economic situation that engulf them, even as they accommodate themselves to living conditions marked by vulnerability and insecurity (Basch et al., 1992, p.11).

En ce sens, le migrant, qui s'investit dans le développement de deux communautés géographiquement séparées et de contextes nationaux différents, devient un transmigrant, car il possède des intérêts qui lui sont propres. En effet, à travers les avantages économiques ou autres de vivre et d'appartenir à deux sociétés à la fois, ce transmigrant développe des appartenances multiples et des aspirations qui le distinguent des membres de sa société d'origine et de ceux de sa société d'accueil (Basch et al., 1992, pp.7-8, 17-19).

La transnationalité n'est donc pas un troisième espace à la Homi Bhabha qui est construit entre les frontières politiques existantes, elle se constitue beaucoup plus d'une localité qui reste ancrée dans certains territoires précis (Guarnizo et M.P.Smith, 1998, pp.6-7, 11-13). À l'instar de L.Goldring, E.Ma Mung et de R.Smith, la transnationalité est

définie comme un ensemble de «champs d'activités sociales» offrant de nouvelles opportunités, qu'elles soient économiques, politiques, identitaires ou autres :

transnational social fields, and localities of origin in particular, provide a special context in which people can improve their social positions and perhaps their power, make claims about their changing status and have it appropriately valorized, and also participate in changing their place of origin so that it becomes more consistent with their changing expectations and statuses (Goldring, 1998, p.167).

Ainsi, l'implication dans ces champs d'activités sociales entraîne le développement d'une communauté de sens, voire même une communauté politique imaginaire et imaginée à la Anderson, car ces transmigrants possèdent des revendications qui leur sont propres, voire même une structure et une organisation sociale distincte de celles actives dans les sociétés impliquées. Cette transnationalité modifie, par conséquent, de manière qualitative les personnes qui l'utilisent, créant dès lors un mode de vie distinct, qui se compare et se combine à ceux des différents contextes nationaux (Goldring, 1998, pp.180-181; Ma Mung, 1999, pp.89-92; R.Smith, 1998, pp.202-203). Notons par exemple que différents forums radiophoniques transnationaux en 1996 propres à la diaspora haïtienne en Amérique du Nord démontrent que les conditions de vie et les nouveaux statuts sociaux des transmigrants haïtiens ont eu des impacts directs sur leur compréhension des affaires politiques haïtiennes et de la situation sociale de leur famille à Haïti. En effet, on remarque que tout dépendant du statut du participant, son opinion sur le gouvernement Aristide et sur les priorités politiques à adopter varie. Tandis que ceux de la société d'origine demandent une augmentation des remises d'argent, les transmigrants préconisent une amélioration des systèmes d'aqueduc et de communication (Glick Schiller et Fouron, 1998, pp.130-132, 144, 149-154). C'est en ce sens que Robert Smith affirme que la transnationalité d'une partie de la population de la société d'origine possède certes des impacts sur le développement de

ladite société, mais amorce, dans les faits, une transformation de cet État. En effet, la sphère publique de cette société doit rééquilibrer l'identité nationale et la condition sociale de la population de la société d'origine, en fonction de l'identité souple et hybride de différents groupes transmigrants dont les requêtes deviennent des priorités, dû à leur nouveau statut social (R.Smith, 1998, pp.202-204).

La construction d'un ordre social déterritorialisé

Ces nombreuses contributions nous aident certes à saisir la consolidation d'une communauté migrante via son utilisation de l'espace transnational, mais l'ensemble de la littérature répertoriée sur le recours à la transnationalité par les communautés migrantes traite de manière limitée des «champs d'activités sociales». En observant par exemple les activités d'organisations à vocation communautaire ou identitaire, ces chercheurs semblent exclure des pratiques transnationales des communautés migrantes, certaines manières d'avoir recours à cet espace transnational. Contrairement à la thèse de Donald M.Nonini par exemple, il nous apparaît que les activités transnationales d'un membre d'une communauté migrante dirigeant une firme multinationale doivent être considérées comme faisant partie de l'utilisation de l'espace transnational par cette communauté (Ong et Nonini, 1997, p.204). Dans les faits, ce migrant peut en effet tirer avantage de l'espace transnational développé par sa communauté et ce, même si cette utilisation va en contradiction avec les finalités de certaines organisations sociales propres à la même communauté (Mitchell, 1997, pp.533-534). Comme nous l'avons précédemment souligné, la transnationalité peut être abordée de différentes façons et à travers des phénomènes sociaux divers. En ce sens, nous tenterons maintenant de présenter clairement notre point

de vue concernant l'utilisation de l'espace transnational par les communautés migrantes, en développant une perspective axée sur l'examen des formes de transnationalité utilisées par les communautés migrantes et s'organisant sous forme de structures parallèles de pouvoir. Ainsi, nous pourrions replacer ces nouvelles notions dans le cadre d'une discussion sur l'espace, nous permettant d'établir les avenues nécessaires pour conceptualiser la diaspora chinoise en tant qu'espace social transnational, plutôt qu'acteur international.

Différentes manières d'avoir recours à la transnationalité

En proposant une approche qui accepte toujours l'impact des contextes nationaux sur les possibilités d'action des membres de communautés en diaspora en ce qui a trait à leur utilisation de l'espace transnational, nous sommes maintenant en mesure de dépasser ces différences pour percevoir les liens qui unissent les communautés migrantes dispersées, malgré leur éloignement et leurs intérêts spécifiques. Dès lors, nous explorerons la notion de *forme de transnationalité*, afin de rendre compte de l'ensemble des différentes manières existantes pour les communautés migrantes d'utiliser l'espace transnational. Bien que nous identifierons, dans un premier temps, trois formes de transnationalité précises, il reste très difficile d'établir un cadre de référence juste et effectif dans la catégorisation de chaque pratique transnationale, d'autant plus qu'il n'existe pas de consensus unanime en sciences sociales quant aux distinctions qu'on peut réellement ériger au sein d'une structure sociale, entre les sphères économique, communautaire, civique, culturelle et politique.¹² Afin

¹² En ce sens, la catégorisation des formes d'action sociale reste un débat important et nous ne pouvons que souligner le fossé important qui existe entre une perspective marxiste classique, où toutes pratiques sociales se réfère à l'accumulation du capital, et une perspective webérienne, où il est possible d'identifier des catégories d'action sociale selon la nature de leur rôle sur la structure sociale existante, en termes matériels ou idéologiques (Wood, 1981, p.71; Mann, 1986, vol.II, pp.1-4). Il va sans dire que plusieurs perspectives

d'établir cette catégorisation, nous devons dépasser, dans un second temps, les distinctions classiques entre le «politique», l'«économique» et le «social», pour tenter d'identifier quelques critères pertinents, faisant appel aux dimensions matérielle, institutionnelle et idéologique propre à chaque forme de transnationalité.¹³

Formes de transnationalité retenues

Selon nos observations, nous avons identifié trois formes de transnationalité qui rendent compte de phénomènes et processus transnationaux distincts, mais qui peuvent être reliées directement à certaines pratiques des membres d'une même communauté migrante.¹⁴ Tout d'abord, il est évident qu'il existe une forme de transnationalité économique qui se réfère aux réseaux transnationaux basés sur la recherche du profit, tels que les activités des firmes multinationales (Durand et al., 1993, pp.104-106). Nous pouvons, par le fait même, distinguer dans ces formes de transnationalité économique, le multinationalisme, propre aux réseaux transnationaux internes des firmes multinationales, des forums associatifs, regroupant des entrepreneurs à l'échelle nationale et des chefs d'entreprises multinationales cherchant à utiliser l'espace transnational, via le réseautage et la formation de contacts d'affaires. Il nous apparaît pertinent, en ce sens, d'associer ces pratiques économiques au

intermédiaires ont également été développées, car il devient généralement difficile de nier que toutes pratiques sociales possèdent des impacts directs sur l'ensemble de la structure sociale étudiée.

¹³ Nous utilisons, en ce sens, les critères identifiés par Robert W. Cox dans sa définition des dimensions propres aux modes de relations sociales de production. Ces critères ne sont pas propres à l'analyse de Cox et nous croyons pertinent de les identifier aux critères que nous avons établis pour distinguer les formes de transnationalité, car au-delà du cadre institutionnel que chaque forme de transnationalité développe, chacune développe des relations de pouvoir particulières ainsi qu'une forme de conscience qui s'y rapporte (Cox, 1987, p.29).

¹⁴ Notons que la distinction entre les formes de transnationalité économique, communautaire et humanitaire reste, jusqu'à un certain point, sujette aux préconceptions du chercheur, car le contexte d'accueil ainsi que la structure parallèle de pouvoir en place présentent des facteurs déterminants pour la compréhension que se fait chaque communauté de ces distinctions épistémologiques ainsi que des manières dont les membres de ces communautés peuvent utiliser l'espace transnational pour atteindre certaines finalités.

secteur formel identifié par Serge Latouche, soit les rapports sociaux propres à l'économie de marché, présentant une sphère d'activités économiques isolée des autres sphères d'activités de la vie sociale (Latouche, 1991, pp.112-116).

Ainsi, nous pouvons distinguer cette forme de pratiques transnationales de la forme de transnationalité communautaire, caractérisée par la réinsertion des rapports économiques dans le tissu social, tel que le propose la définition du secteur informel par Latouche. Dès lors, les pratiques communautaires se comprennent comme l'ensemble des pratiques quotidiennes d'une collectivité ou d'une famille permettant la reproduction de leur contexte social, fusionnant alors les rapports économiques aux activités culturelles et identitaires (Latouche, 1991, pp.114-122).¹⁵ Avec l'organisation de familles et de communautés divisées sur des territoires nationaux différents, ce type de pratiques implique le développement d'intérêts et d'allégeances multiples pour les membres, qui vivent dans plus d'une société à la fois (Basch et al., 1995, pp.48-54).

Ces pratiques sont très différentes néanmoins de celles propres à la forme de transnationalité humanitaire, qui regroupe les activités publiques et les pratiques privées d'entraide établies par les communautés selon des causes et des événements précis, notamment lorsqu'il y a des catastrophes naturelles. Ainsi, la forme de transnationalité humanitaire est constituée d'une mobilisation matérielle et symbolique d'une grande ampleur et ce, pour une période de temps limitée (Sinn, 1997, p.392).

¹⁵ Afin de délimiter la ligne qui sépare le secteur formel du secteur informel, nous nous en remettons essentiellement à la distinction faites par les États. Le secteur formel est constitué des rapports économiques qui sont reconnus et perçus par les États à l'intérieur des frontières, comme à travers les impôts, tandis que le secteur informel fait référence aux activités économiques n'appartenant pas au mode de relations sociales de production capitaliste, tel que les activités du mode familial (Harrod, 1987, pp.24-26).

Il nous apparaît, néanmoins, important de souligner que ces trois formes de transnationalité peuvent prendre des caractéristiques spécifiques selon leur lieu d'instigation. Il va sans dire, par exemple, qu'une forme de transnationalité humanitaire créée par le gouvernement de la RPC sera différente d'une forme de transnationalité humanitaire initiée par des associations populaires d'une communauté chinoise vivant à l'étranger, car elle arbore, dans le premier cas, un caractère incitatif par lequel il est possible d'associer la forme de transnationalité créée à l'agenda politique d'un des États impliqués. Enfin, il est important de mentionner que nous n'excluons pas l'existence de phénomènes sociaux transnationaux religieux, culturels et politiques, nous croyons tout simplement qu'il est plus pertinent, pour le moment, d'utiliser une catégorisation limitée et plus rigoureuse.¹⁶

Composantes des formes de transnationalité

Il n'en reste pas moins nécessaire de présenter comment il nous sera possible de distinguer les formes de transnationalité énoncées. À travers les analyses de W.G.Runciman, il est pertinent, tout d'abord, de noter qu'une catégorisation des formes d'action sociale effective doit s'ancrer dans des observations concrètes, à même les pratiques quotidiennes des membres d'une société, quant au rôle de ces pratiques dans le

¹⁶ Soulignons, en ce sens, que nous ne définirons pas de formes de transnationalité proprement catégorisées comme sociale, politique ou culturelle, car elles ne constituent pas des formes de transnationalité circonscrites dans les mêmes termes que les autres formes. En effet, il est beaucoup plus juste d'appréhender le contexte social et le contexte politique comme des conditions agissantes sur les formes de transnationalité identifiées, car d'une part la notion de «social» est beaucoup trop large pour avoir une capacité explicative quelconque et, d'autre part, les définitions du «politique» qui possèdent cette capacité explicative se résument à des structures et des appareils étatiques non pertinents pour notre objet de recherche (Wood, pp.67-73). Il en est de même pour la sphère culturelle, qui sert beaucoup mieux notre analyse en tant que conditions culturelles, qui influencent l'ensemble des formes de transnationalité énoncées (Kennedy et Roudometof, 2001, pp.16-17; Durand et al., 1993, p.164). Quant aux phénomènes transnationaux religieux, il reste difficile, dans les limites de ce présent travail, de développer une forme de transnationalité religieuse, si ce n'est que les limites d'une sphère d'action religieuse restent largement soumises à des différences culturelles irréconciliables.

fonctionnement de ladite société (Runciman, 1983, pp.127-128). En effet, en identifiant dans chaque société un mode de production, un mode de coercition et un mode de persuasion, Runciman soutient qu'il peut saisir l'organisation de toutes structures sociales et notamment cerner leur processus d'évolution sociale (Runciman, 1983, pp.6, 20-22). Sans vouloir dès lors développer un cadre d'analyse trop centré sur des préoccupations occidentales, les analyses de Runciman nous amènent tout de même à proposer, en fonction de certaines observations, un premier critère pour distinguer les formes de transnationalité, soit les modes de distribution sociale.

Cette idée de modes de distribution sociale est plus directement développée par Jeffrey Harrod, qui propose une classification des États selon ce critère, les séparant en États capitalistes ou États socialistes (Harrod, 1987, p.22).¹⁷ Chaque mode de distribution sociale représente essentiellement une dynamique reliant différentes pratiques sociales d'une même population, en fonction de l'accumulation, du transfert et de la redistribution des ressources au sein de ce groupe, que ce soit en argent, en biens et matériel, voire même en individus (Harrod, 1987, pp.23-25). Alors qu'une firme multinationale présente des rapports contractuels salariés dont les profits et les acquis sont distribués et redistribués selon la volonté des chefs de l'entreprise, une activité humanitaire présente des rapports d'aide humanitaire unidirectionnels dont le mode de distribution sociale est centré sur un transfert non mutuel de biens, de dons et d'investissements et ce, pour des populations

¹⁷ Notons que l'auteur cherche à distinguer différents États sur la base de leurs pratiques en matière de distribution sociale à l'échelle nationale. Or, nous croyons, au même titre que l'analyse de Harrod le laisse présager, que la logique redistributive de chaque forme de transnationalité est différente et que nous serons en mesure d'observer concrètement les pratiques se rattachant à des modes de distribution sociale différents, car chacun est caractérisé par une dynamique particulière entre le groupe social possédant les ressources et leur allocation au reste des individus impliqués.

ciblées selon des besoins prédéfinis. Les pratiques communautaires, quant à elles, reproduisent des rapports ancrant les nécessités économiques dans un cadre social précis et dont le mode de distribution sociale est généralement délimité par les frontières d'une famille ou d'une collectivité. On peut même avancer que chaque mode de distribution sociale semble reproduire une logique inhérente à chaque forme de transnationalité.¹⁸

Nous aurons recours, de plus, à des distinctions au niveau du type de canaux de mobilité utilisé et privilégié au sein de chaque forme de transnationalité. À l'instar de Marie-Françoise Durand et ses collaborateurs, nous pouvons identifier différents types de mobilité en fonction du véhicule ainsi que de la trajectoire des flux transnationaux impliqués, ce qui nous sera très utile pour comprendre les différences existantes entre les pratiques humanitaires, économiques et communautaires (Durand et al., 1993, pp.128-135). Premièrement, différents véhicules sont utilisés pour chaque forme de transnationalité. Une première distinction que nous pouvons établir est au niveau de l'utilisation de canaux officiels et de canaux officieux sur la scène internationale. Les canaux officiels concernent plus directement les pratiques des acteurs internationaux reconnus, tels que les États et les organisations internationales appartenant au système onusien. En ce sens, certaines pratiques humanitaires, tout comme certaines formes de transnationalité économique associative, utilisent les canaux multilatéraux et diplomatiques pour établir leur légitimité ainsi que pour faciliter le transferts de ressources et d'individus. Il va sans dire que

¹⁸ Ainsi, nous avons pu cerner la temporalité des pratiques transnationales comme un élément crucial de notre appréhension de ces modes de distribution sociale, notamment parce que la nature de chaque forme de transnationalité implique la reproduction de liens pour des périodes de temps spécifiques à leur finalité. Tandis que les rapports humanitaires correspondent à des catastrophes naturelles et à des événements précis, la distribution sociale est de courte durée et limitée à des objectifs précis, comme la reconstruction d'infrastructures ou l'envoi de denrées et d'aide médicale. Cette distribution sociale est alors beaucoup plus limitée que les rapports transnationaux économiques ou communautaires, construits pour un développement à moyen ou long terme.

plusieurs canaux officieux sont également utilisés lorsqu'il est question de pratiques sociales transnationales et ce, même pour certaines pratiques humanitaires. Néanmoins, les déplacements intra-firmes du multinationalisme, inter-firmes de l'associatif ainsi que les pratiques communautaires utilisent beaucoup plus ces canaux officieux que les pratiques humanitaires, c'est-à-dire des canaux qui permettent aux populations d'éviter le contrôle des structures étatiques ainsi que d'utiliser l'absence ou les failles des législations existantes à leur avantage. Derechef, nous pouvons établir une seconde distinction au niveau du véhicule, ce qui nous permettra de distinguer plus directement les pratiques communautaires des pratiques économiques. À l'instar de Zhou et Tseng, nous pouvons remarquer que les pratiques communautaires impliquent un déplacement transfrontalier de ressources centré, en grande majorité, sur des individus spécifiques ainsi que leurs actifs, tels que leurs biens ou leur compte bancaire. De l'autre côté, les pratiques que nous considérons dans la forme de transnationalité économique sont véhiculées par des entreprises ou des associations d'entreprises, telles que reconnues par la loi (Zhou et Tseng, 2001, pp.132-134).

Il va sans dire que l'examen de ces différents véhicules ne serait pas complet sans un regard plus approfondi, dans un second temps, sur la trajectoire des pratiques transnationales. En ce sens, notons que l'organisation des réseaux de chaque forme de transnationalité inclut une distribution sociale physiquement localisée et précise. Comme nous le présentent Charles-Albert Michalet et Bernadette Madeuf, les transferts transnationaux au sein des firmes multinationales sont opérés de manière indépendante des structures étatiques ainsi que des sociétés impliquées, car ce qui est transféré, comme des

nouvelles technologies ou un savoir technique, ne bénéficie qu'à la firme multinationale et ne peut pas vraiment quitter son enceinte, si ce n'est que pour être transféré à des sous-contractants (Michalet et Madeuf, 1978, pp.268-272). Il en est de même pour la forme de transnationalité économique associative qui implique des transferts d'information indépendants des structures étatiques et des volontés des sociétés impliquées, car elle se constitue essentiellement de forums privés d'entrepreneurs. Il va sans dire, alors, que nous pourrions observer une mobilité des ressources qualitativement différente entre des pratiques économiques, communautaires et humanitaires, car au-delà du véhicule utilisé, la trajectoire de la distribution sociale sera axée respectivement vers le développement des branches d'une firme multinationale ou de firmes multinationales, celui d'une famille ou d'une communauté transnationale et enfin, vers l'aide d'une population entière, en fonction de l'appartenance commune à la même société d'origine ou à certaines caractéristiques ethniques.

Or, il devient de plus en plus difficile de distinguer les formes de transnationalité sans faire directement ou indirectement référence à une certaine rationalité comme base de la catégorisation des formes d'action sociale et ce, bien que plusieurs auteurs de perspectives différentes y font abondamment référence, sans grand succès.¹⁹ Dès lors, il

¹⁹ Notons, en effet, que nous pouvons retracer dans les analyses de Michel Foucault, Anthony Giddens et Robert W. Cox. Tandis que Foucault associe la notion de rationalité au sens commun qui régit et qui construit les sociétés occidentales modernes, Cox démontre que chaque mode de relations sociales de production possède une «éthique de production» et Giddens affirme qu'au-delà de l'intentionnalité des agents, il est possible d'identifier une rationalité à chaque pratique sociale en fonction des conséquences réelles sur la structure sociale touchée (Foucault dans Kritzman, 1988, pp.159-160; Cox, 1987, pp.23-24; Giddens, 1987, pp.53-54). Il va sans dire, alors, que la notion de rationalité des pratiques sociales a été utilisée de manière très différente, sans pouvoir donner une définition satisfaisante de la rationalité, en tant qu'ancrée dans des observations concrètes. De plus, utiliser la rationalité comme troisième critère de distinction entre les formes de transnationalité choisies peut apparaître comme une idée très occidentale, alors qu'il est évident que nous

nous apparaît plus approprié de parler de logiques d'appartenance qualitativement différentes entre chaque forme de transnationalité. Comme le souligne Anthony Giddens, le fonctionnement d'un ensemble relativement cohérent d'interactions sociales reproduisant un système d'autonomie et de dépendance, entraîne le développement d'éléments normatifs particuliers, comme l'établissement de règles communes, ce qui provoque le développement de liens significatifs et d'un sentiment d'appartenance entre les acteurs participant à ce système social (Giddens, 1987, pp.74; 221-222). En ce sens, les différentes formes de transnationalité reposent sur des logiques d'appartenance qui assurent leur reproduction. Nous comprenons ces logiques d'appartenance, à l'instar de Michael Mann, comme étant un ensemble de normes et le partage d'une vision du monde qui permettent le développement d'une coopération et d'une solidarité sociales (Mann, 1986, vol.I, pp.22-23).²⁰ Il est possible, en effet, de concevoir différentes techniques de diffusion propres à cette logique d'appartenance, à travers par exemple les marchés, la littérature ou encore le développement d'un espace politique de débats, permettant aux individus de discuter des enjeux communs (Mann, 1986, vol.I, p.23). De plus, nous pouvons identifier certains indices à la réalisation de la cohésion d'un groupe social, via l'utilisation de références sociales, symboliques et identitaires particulières, qui permettent de restreindre l'identification à ce groupe et de l'opposer à d'autres (Mann, 1986, vol.I, p.24). Ainsi, l'appartenance à une firme multinationale se fera en fonction du type d'emploi, alors que l'appartenance à une famille ou à une collectivité transnationalisée fera référence, par exemple, à des correspondances sanguines et linguistiques.

cherchons à traiter d'un ensemble de pratiques transnationales peu importe qu'ils fassent référence à une rationalité ou non aux yeux de notre conception de la rationalité (Latouche, 1991, p.122).

²⁰ Mann présente en effet le pouvoir idéologique comme étant la base de cette solidarité sociale, mais il nous apparaît plus juste de parler de logique d'appartenance, car pour chaque forme de transnationalité, il est possible d'identifier certaines composantes et une utilisation spécifique de cette coopération sociale.

Par conséquent, notons que la logique d'appartenance est étroitement liée au mode de distribution sociale ainsi qu'au type de mobilité utilisés, car ceux-ci concrétisent et donnent un fondement à cette solidarité. Autrement dit, la logique d'appartenance doit trouver un ancrage dans des pratiques sociales précises et, en ce sens, la distribution et la redistribution de ressources, dans un cadre organisé de relations sociales significatives, représentent les fondements de cette logique d'appartenance, car ils constituent des échanges qui améliorent la condition de vie de ceux qui s'en remettent. Comme l'affirment Durand et ses collaborateurs, le développement d'une logique d'appartenance se comprend par la création d'un espace ancré dans le fonctionnement d'un ensemble de réseaux ainsi que populations précises (Durand et al., 1993, pp.183-184).

Formes de transnationalité, espaces et structures parallèles de pouvoir

Sans pour autant présenter la diaspora chinoise comme un sujet transnational cohésif, l'examen des formes de transnationalité nous permet d'inscrire l'ensemble des pratiques transnationales associées à la diaspora chinoise dans des «champs d'activités sociales», soutenant par le fait même l'utilisation d'un espace social distinct. Il devient, dès lors, nécessaire de redéfinir la notion même d'espace, de manière à rendre compte des liens qui s'établissent entre la structure et l'évolution d'une communauté ainsi que son utilisation de certaines formes de transnationalité et ce, dans le cadre de contraintes et d'opportunités offertes par les contextes d'accueil impliqués. C'est à travers un examen de la notion d'espace, que nous pourrions, par la suite, observer comment les formes de transnationalité contribuent à la formation d'un espace social distinct, via la notion de structures parallèles de pouvoir.

Rapports de force comme piliers de l'espace

Il est vrai que plusieurs réflexions ont été produites sur la notion d'espace et notamment celles de Doreen Massey, qui ne perçoit pas l'espace comme un endroit physiquement déterminé, mais plutôt comme un ensemble d'interactions sociales produites à tous les niveaux géographiques à un temps donné (Massey, 1994, p.168). L'appréhension d'un tel espace semble certes très difficile, en raison de la multiplicité et de la complexité des interactions sociales qu'un espace peut inclure. Dès lors, Massey distingue l'espace du lieu («place»), ce dernier étant créé par les particularités d'interactions sociales dans une localité précise (Massey, 1994, pp.168-169). Ce lieu est donc une partie de l'espace social où chacun vit quotidiennement et il peut être appréhendé par les individus qui y participent, contrairement à l'espace social. Ainsi, un ensemble complexe de relations sociales construit les lieux, mais ces relations sociales ne sont pas toutes contenues et limitées par ces lieux, car elles permettent de relier ces lieux et de former les espaces sociaux (Massey et Allen, 1995, pp.55-56). En ne faisant pas correspondre la notion de lieu à une communauté politique spécifique, cette perspective nous permet de comprendre comment il est impossible d'établir des frontières strictes entre différents lieux. En effet, il est possible de développer un sentiment d'appartenance ou une allégeance à plusieurs lieux à la fois et ce, même s'ils impliquent différents territoires nationaux. Dans cette optique, le lieu reste, comme la notion d'espace social, un endroit dynamique d'échanges qui ne s'ancre pas nécessairement dans un territoire précis, mais il reste unique, car il constitue une localité précise (déterritorialisée ou non) où une combinaison unique de relations sociales se retrouve et où se constituent des rapports de force particuliers (Massey, 1994, pp.153-155).

Une telle conception du lieu nous amène alors plus facilement à traiter de l'espace comme un site actif de rapports de force (Massey, 1992, pp.83-84). En effet, le contrôle de certains espaces, voire le contrôle de la mobilité dans certains espaces, constitue un pouvoir important souligné par plusieurs. Massey développe entre autres la notion de géométrie de pouvoir («power geometry») qui nous permet de rendre compte du pouvoir que constitue le contrôle de certains groupes sociaux sur la mobilité des personnes, biens, argent, information et autres, dans un espace précis (Massey, 1994, p.149). Exprimant bien la polarisation existante dans une communauté migrante par exemple, la géométrie de pouvoir soutient que chaque groupe social possède un rapport particulier à sa propre mobilité, souvent contrainte par d'autres groupes sociaux exerçant ce pouvoir, ou vice versa (Massey, 1994, pp.149-151). De ce fait, nous devons comprendre que le rapport à l'espace sera socialement déterminé, car chacun expérimente cet espace à travers ses caractéristiques sociales et son positionnement dans les relations sociales construisant cet espace (Massey, 1994, pp.161-164). Le développement d'un sentiment identitaire lié à un espace, voire même à un lieu précis, devient alors une question personnelle et le seul élément commun dans cet attachement ne pourra être défini que par défaut, soit à travers la perception et les rapports développés avec l'extérieur de cet espace (Massey, 1994, p.169).

Au-delà du rapport individualisé à l'espace, est-ce néanmoins possible de comprendre comment les relations sociales construisent les espaces sociaux? Si nous nous devons d'identifier, par exemple, des formes de transnationalité associées à la diaspora chinoise, par quels critères pourrions-nous les juger comment étant des relations sociales supportant l'existence d'un espace transnational? Pour ce faire, nous devons comprendre

les formes de transnationalité à travers la notion de «pratiques spatiales» de David Harvey. Étant constitué de relations sociales historiquement façonnées, un espace s'associe à un mode d'organisation sociale particulier. Dans cette optique, les formes de transnationalité, en tant que relations sociales, contribueront à la reproduction de cet espace, que l'auteur comprend comme un «ordre social» distinct (Harvey, 1989, pp.216-217). Ces pratiques spatiales possèdent quatre dimensions essentielles et indissociables, qui nous permettront également d'identifier, dans les faits, des formes de transnationalité crédibles. En premier lieu, les pratiques spatiales font référence à un rapport paradoxal à la distance : «Distance is both a barrier to, and a defence against, human interaction» (Harvey, 1989, pp.219, 222). Les pratiques spatiales sont donc constituées d'un processus de distanciation qui établit un équilibre pour accommoder au mieux un ensemble d'interactions sociales dans un lieu donné. Il va sans dire que dans le cas de formes de transnationalité, ce processus de distanciation devra opérer, tant au niveau économique, que culturel et identitaire, sans tenir compte des frontières politiques existantes. En second, les pratiques spatiales impliquent nécessairement un processus d'appropriation de l'espace physique. En effet, même dans le cas de réseaux transnationaux, il est possible d'attribuer aux sujets transnationaux des biens et des sommes d'argent physiquement localisées et ce, peu importe le degré de déterritorialisation des relations sociales qui ont permis cette appropriation. Les formes de transnationalité choisies doivent donc démontrer des processus d'ancrage dans différents territoires nationaux. Troisièmement, certains groupes sociaux et individus vont dominer et organiser les relations sociales propres à l'espace en question. Au-delà de la géométrie de pouvoir de Massey, chaque espace constitue pour Harvey un ordre social et donc, il est constitué d'une hiérarchie de groupes sociaux largement produite et reproduite par les

pratiques spatiales privilégiées. Ainsi, les formes de transnationalité répertoriées devront présenter des rapports de force transnationaux précis entre différents groupes sociaux et, de ce fait, contribuer à une hiérarchisation relative de ces groupes. Il devient évident, quatrième, que ces pratiques spatiales vont consolider un ensemble de mécanismes qui permettront de soutenir l'ordre social créé. En ce sens, les formes de transnationalité choisies doivent permettre d'identifier de tels mécanismes, reproduisant un espace social transnational. Notons, en exemple, comment certaines législations nationales, tout comme l'organisation territoriale de moyens de communication et de transport ainsi que les nouvelles technologies de l'information, permettent de soutenir l'existence d'ordres sociaux précis (Harvey, 1989, pp.219-222).

Dès lors, est-il possible d'appréhender l'existence de plusieurs ordres sociaux à la fois? Il est évident que les derniers exemples démontrent qu'on peut concevoir que certaines législations nationales permettront de préserver l'existence d'ordres sociaux nationaux, alors que les nouvelles technologies de l'information peuvent contribuer à la formation d'ordres sociaux déterritorialisés, comme par exemple une *société-monde* (Durand et al., 1993, p.189) Pour ce faire, nous pouvons nous en remettre aux réflexions de John Agnew ainsi que celles de Durand et ses collaborateurs. Ces auteurs soutiennent, en effet, qu'il existe quatre modèles distincts de spatialisation du pouvoir politique, pouvant chacun produire des espaces sociaux, car ils utilisent de manière différente la distance :

L'espace apparaît comme un outil irremplaçable pour approcher dans un même mouvement la distance comme séparateur des sociétés les unes par rapport aux autres et comme principe d'organisation de leur vie intérieure; cela se prête donc bien à l'analyse de ce qui, dans le monde d'aujourd'hui, relève de l'inter- et de l'intra-sociétal (Durand et al., 1993, p.21).

Pour conceptualiser le monde, les auteurs ont donc recours à ces quatre modèles qui coexistent et qui reproduisent la complexité de notre monde, proposant donc quatre types qualitativement différents d'ordres sociaux. Évoluant dans le temps selon le développement des sociétés, notamment aux niveaux technique et technologique, certains modèles peuvent être utilisés plus que d'autres. (Agnew, 1999, p.503). Notons par exemple que le modèle *ensemble de mondes* traduit une réalité sociale où il existe des sociétés complètement séparées les unes des autres. Il va sans dire que ce modèle est de moins en moins répandu avec la révolution informationnelle ainsi que les processus économiques associés à la mondialisation. Pour l'époque actuelle (soit de 1848 à 1991 dans leur géosociologie), le modèle interétatique, soit le *champ de forces*, devient un mode moins privilégié, alors que le modèle des *réseaux hiérarchisés* entre actuellement dans sa phase dominante (Durand et al., 1993, pp.21-27). Notons que le modèle interétatique a tout de même été dominant pendant longtemps et il a construit, à l'instar du raisonnement de Harvey, des mécanismes de reproduction qui sont toujours actifs sur la scène internationale. En associant l'activité transnationale des communautés migrantes ou des firmes multinationales au troisième modèle, soit celui des *réseaux hiérarchisés*, il est évident que leurs actions nécessitent un positionnement particulier par rapport à l'ordre social précédemment dominant.²¹ Bien que l'utilisation faites par les communautés migrantes d'un espace transnational contribue à la formation d'un nouvel ordre social, ce dernier n'est pas nécessairement construit dans un rapport d'opposition à l'ordre social du modèle

²¹ Nous dénotons ici une différence primordiale entre l'interprétation de John Agnew des modèles de spatialisation politique de Durand et ses collaborateurs. À l'instar d'Agnew, nous soutenons que le modèle des *réseaux hiérarchisés* peut inclure d'autres phénomènes sociaux que ceux se rapportant au développement économique capitaliste. Il nous apparaît, en effet, que ce modèle dérive de la nouvelle structure spatiale de l'économie mondiale, mais il produit et reproduit des mécanismes pouvant être utilisés, par exemple, par des communautés migrantes pour des préoccupations culturelles ou identitaires (Agnew, 1999, p.506).

interétatique (Agnew, 1999, pp.505-506). En effet, il devient évident que toutes pratiques transnationales restent soumises aux autorités qui possèdent juridiction sur les territoires, si ce n'est que pour l'appropriation de l'espace physique. Dès lors, ces pratiques doivent respecter, du moins formellement, les politiques des États impliqués (Guarnizo et M.P.Smith, 1998, p.10).

La structure parallèle de pouvoir : rattacher les formes de transnationalité à l'espace

Ainsi, il devient central, pour notre analyse, d'examiner les rapports établis entre deux types d'ordre social précis, soit les sphères nationales et l'espace transnational. Tandis qu'il est évident que l'organisation spatiale du modèle interétatique repose sur les États, nous avons développé la notion de forme de transnationalité pour tenter de décrire les différents types de recours à la transnationalité que peuvent utiliser les communautés migrantes, mais il nous est toujours impossible, par manque d'outils conceptuels, d'appréhender l'organisation spatiale de cet espace transnational. Ces formes de transnationalité contribuent certes à la production et à la reproduction d'un espace social transnational, mais nous devons nous en remettre à la notion de *structure parallèle de pouvoir*, telle que comprise par S.Mahler, L.Goldring et R.Smith, afin d'appréhender cette organisation spatiale.

La structure parallèle de pouvoir est une structure sociale transnationale composée de plusieurs formes de transnationalité organisées entre elles, ayant généralement racines dans une communauté migrante. Elle permet donc à cette communauté migrante de valoriser son propre statut social, en utilisant la mobilité qu'offre l'espace transnational

pour renforcer et multiplier les médiums entre la société d'origine, la société d'accueil et les autres communautés migrantes de la même origine. La structure parallèle de pouvoir dépasse donc l'ensemble des formes de transnationalité qui la compose, étant une organisation sociale transnationale qui permet le développement d'une communauté de sens ainsi que d'espaces sociaux d'action et de discussion par lesquels certains rapports de force consolident une hiérarchie de pouvoir entre les groupes sociaux qui y participent (Goldring, 1998, pp.166-168). Il va sans dire qu'il existe plusieurs structures parallèles de pouvoir au sein d'un espace social transnational, parce que chacune d'entre elles constitue un site stratégique où se construisent et s'organisent les intérêts ainsi que les aspirations des communautés migrantes, en fonction de leurs liens avec la société d'origine, les autres communautés en diaspora ainsi que les conditions sociales propres à leur contexte d'accueil. Notons également que les structures parallèles de pouvoir peuvent être étroitement liées entre elles, car elles peuvent être constituées des mêmes formes de transnationalité.

Une structure parallèle de pouvoir est néanmoins indépendante des structures sociales nationales, car elle chevauche plus d'une sphère nationale : «people engage in these transnational negotiations, creating and/or maintaining transnational social fields, because transnational social spaces and the locality of origin in particular, offer a special context for claiming and valorizing status» (Goldring, 1998, p.173). Ainsi, la structure parallèle de pouvoir devient elle-même un contexte d'actions, voire un mode d'organisation spatiale, où la consolidation de différents réseaux ainsi que les revendications des membres

auprès des autorités nationales recherchent à reproduire la structure et à valoriser son statut par rapport aux sphères étatiques (Goldring, 1998, p.175).

Or, les réactions étatiques vont varier selon le positionnement de l'État dans l'économie mondiale. Pour Robert Smith, les structures parallèles de pouvoir doivent retrouver une quelconque reconnaissance des sphères nationales pour être réellement effectives, car les États peuvent toujours tenter de les déconstruire (R.Smith, 1998, p.203, 227-228). Il dénote, en effet, qu'un État développé tentera premièrement de fermer ses frontières aux structures parallèles de pouvoir, car elles sont perçues comme constituant des menaces à la communauté politique nationale ainsi qu'à la prospérité du pays. En effet, si les pratiques transnationales d'une communauté migrante visent majoritairement à aider la société d'origine, il y a des chances qu'une redistribution des ressources soit faite au détriment du contexte d'accueil. En ce sens, l'État en développement cherchera à les utiliser à son avantage, notamment en institutionnalisant les pratiques transnationales. Pour ces États, il est avantageux de contribuer à une culture de la migration et de considérer ces migrants comme des citoyens à part entière, ce que certains auteurs appelleront l'État-nation déterritorialisé (R.Smith, 1998, pp.230-231. Basch et al., 1995, pp.50-51). À travers l'ampleur des systèmes de remises d'argent par exemple, il devient évident que les structures parallèles de pouvoir possèdent un rôle important pour les sociétés d'origine et leurs budgets (Mahler, 1998, p.89).

De surcroît, il est intéressant de noter que les liens entre les États et les structures parallèles de pouvoir sont souvent plus importants qu'on le considère et ce, même pour les

sociétés d'accueil. En effet, les structures parallèles de pouvoir possèdent des impacts réels, entre autres, sur les gouvernements locaux des États d'accueil, car elles contribuent à la reproduction et au renforcement de certaines communautés migrantes sur les plans économique, démographique et social (Goldring, 1998, pp.184-185). Est-ce à dire que les structures parallèles de pouvoir sont justement l'extension et l'intrusion de certains États exportateurs de migrants dans les États les plus développés? Comme nous l'avons précédemment énoncé, une structure parallèle de pouvoir établit une distance importante entre la communauté migrante et sa société d'origine. En ce sens, ces structures parallèles de pouvoir ne semblent pas vouloir effacer les structures étatiques de pouvoir, mais tentent plutôt de s'en servir pour renforcer leur position (Glick Schiller et Fouron, 1998, pp.152-156). Que ce soit par rapport à la société d'accueil ou la société d'origine, ces structures tirent avantage des divisions interétatiques pour valoriser leur statut et les intérêts de leurs membres dans l'une ou l'autre des sociétés impliquées. Leur agenda politique passe par la mobilité qu'elles offrent à leurs populations entre les États ainsi que par une plus grande marge de manœuvre sur la mobilité du capital et des biens. En ce sens, les groupes de pression représentant les communautés migrantes ont réussi à pousser certains États, surtout ceux d'origine, à modifier leurs législations en faveur des intérêts transmigrants (R.Smith, 1998, pp.227-228). Que ce soit en permettant la citoyenneté multiple ou la protection du droit de propriété transmigrant, ces législations sont peu de choses pour les élites nationales qui, si elles ne sont pas membres de la population transmigrante, savent qu'il est essentiel, au plan du développement économique national, de préserver les intérêts de cette population et leur allégeance à la société d'origine (Mahler, pp.88-90). Même les politiques des sociétés d'accueil sont parfois modifiées, si ce n'est par exemple la

législation américaine ayant naturalisé les immigrants *chicanos* illégaux (R.Smith, 1998, pp.202-203).

De l'autre côté, notons néanmoins qu'il est important de souligner l'impact que possède le contexte national sur la définition des structures parallèles de pouvoir des migrants ainsi que sur l'emploi que ceux-ci en feront. Étant donné que les migrants participent activement dans les deux ordres sociaux, il est faux de croire que l'espace transnational est nécessairement plus important dans la définition même des actions de ces migrants et que les motivations de ces actions transcendent les conditions de vie des contextes sociaux d'accueil. Les structures parallèles de pouvoir permettent, en ce sens, le développement d'allégeances multiples et d'intérêts territorialement séparés, d'où découlent les fondements de la différence existante entre ceux qui participent à ces structures et ceux qui ne le font pas (Van Hear, 1998, p.249). Comme le souligne R.Koopmans et P.Statham, la signification des pratiques transnationales ne peut pas se comprendre uniquement au sein de l'ordre social transnational, mais s'ancre également dans les contextes d'opportunités et de contraintes des sociétés nationales (Koopmans et Statham, 2001, p.94). Lorsqu'un État, par exemple, interdit certaines pratiques transnationales, il influence directement la solidité de la structure parallèle de pouvoir existante et, en ce sens, les sphères nationales peuvent directement influencer son développement (Soguk et Whitehall, 1999, pp.678-679). De surcroît, les sphères nationales influencent directement la perception d'une communauté migrante de ses possibilités d'actions transnationales. Au-delà des interdictions et de l'institutionnalisation de certains réseaux transnationaux, le contexte social de l'État d'accueil possède une influence énorme

sur l'emploi de l'espace transnational par une communauté migrante, surtout lorsqu'il s'agit de migrants de deuxième ou troisième génération, car il inculque, dans une certaine mesure, la perception de ce qui est réalisable et prescrit les moyens qui doivent être pris.

Formes d'utilisation de la diaspora chinoise en Malaisie et en Californie

Nous sommes maintenant en mesure d'observer les différentes formes de transnationalité dans des contextes nationaux précis et ce, afin de rendre compte de la complexité de la diaspora chinoise à partir de l'expérience migrante et transmigrante. En plus des spécificités nationales, nous chercherons donc l'ensemble des facteurs qui entraînent l'utilisation de l'espace social transnational par chaque communauté. Dans un premier temps, nous examinerons donc le contexte national dans lequel la communauté chinoise malaise s'est développée avant la période étudiée. Par la suite, nous présenterons les cas les plus pertinents de formes de transnationalité propres à cette communauté en ce qui a trait à leur mode de distribution sociale, leurs canaux de mobilité et leur logique d'appartenance, ce qui nous permettra d'établir des liens essentiels entre ces formes de transnationalité et les dynamiques existantes dans cette communauté, la société d'accueil, les sociétés d'origine ainsi que les autres communautés chinoises vivant à l'étranger. Dans cette optique, nous utiliserons le même processus pour observer les dynamiques existantes au sein de la communauté chinoise de Californie.

La communauté chinoise de Malaisie

Dynamiques existantes dans la société d'accueil

Il est vrai, tout d'abord, que la communauté chinoise en Malaisie apparaît pour certains chercheurs comme une des communautés de la diaspora chinoise qui semble des plus cohésives et des plus actives, car elle est essentiellement formée de membres au statut socio-économique semblable (Freedman, 2000, pp.11-12; Schlosstein, 1991, p.21). Bien que cette communauté chinoise constitue 30% de la population nationale malaise, elle

possède des clivages internes importants.²² Originaires en majorité des provinces du Sud de la Chine ainsi que de Taïwan, les Chinois vivant en Malaisie possèdent des racines qui remontent au commerce impérial de la dynastie Ming. Or, ce sont les flux migratoires du milieu du XIXe siècle qui contribuèrent le plus à la formation des dynamiques inter-ethniques actives tout au long du XXe siècle en Malaisie (Songprasert, 2002, p.1; Chinese Ink in SE Asia, 2002). Sous le colonialisme britannique en effet, la communauté chinoise s'est vue accordée le contrôle des leviers économiques de cette Fédération, notamment dans le domaine commercial, alors que les peuples malais, les *Bumiputeras*, reçurent le contrôle des institutions politiques (Bun, 2000, pp.180-181, 210-211). Or, le gouvernement de coalition²³, formé à l'indépendance en 1957, ne put résorber les tensions ethniques créées par cette séparation des élites. Tandis que l'élite économique chinoise pouvait protéger ses intérêts à travers les actions du *Malaysian Chinese Association* (MCA), ce gouvernement ne pouvait pas satisfaire les aspirations *bumiputeras* en matière de contrôle des leviers économiques nationaux (Crouch, 1996, pp.17-22). Plusieurs événements et raisons peuvent être retracés pour expliquer comment ces divisions ethniques dégénérent au cours des années 1960 et entraînèrent l'instigation d'une Nouvelle Politique

²² À travers de nombreux groupes claniques et linguistiques, la communauté chinoise malaise présente certes une homogénéité lorsqu'elle interagit avec différents groupes ethniques, mais il nous est possible de mieux cerner ses activités en fonction de ces séparations qui servent de facteurs structurants importants (Trolliet, 1994, pp.3-4, 27-32). Il n'est qu'à noter, en ce sens, que les Hokchiu, les Hakka, les Hokkien et les Teochew sont les groupes linguistiques dominants dans la communauté chinoise malaise et qu'ils se retrouvent relativement concentrés dans des régions géographiques précises (Chinese Ink in SE Asia, 2002). Bien que les Hakka, Hokkien et Cantonais sont les groupes chinois les plus nombreux dans cette communauté, composant respectivement 25% de la communauté chinoise, 30% et 25%, il est possible d'observer des concentrations importantes, notamment dans l'État de Sabah, où les Hakka, Hokkien et Teochew sont majoritaires, et dans l'État de Sarawak où les Hakka et les Hokchiu constituent 65.4% de la communauté chinoise (Trolliet, 1994, pp.44-45, Chinese Ink in SE Asia, 2002).

²³ Ce gouvernement de coalition représentait la réalité multiculturelle de cette Fédération à l'indépendance et ce, à la demande de l'empire colonial. Il était formé de deux partis politiques nationaux importants, soit le *United Malays National Organization* (UMNO) et le *Barisan Nasional* où sont représentés le *Malaysian Chinese Association* (MCA) et le *Malaysian Indians Congress* (MIC) (Crouch, 1996, pp.14-18).

Économique (NPE) en 1970.²⁴ Par celle-ci, le gouvernement majoritairement *bumiputera* abandonnait le laissez-faire économique et prévoyait des politiques nationalistes assurant une augmentation de la proportion du capital local appartenant aux peuples *bumiputeras*, pour qu'il passe de 1,9% en 1970 à 30% en 1997 (Gomez, 1994, pp.1-4). Notons, à cet effet, que les activités économiques de la communauté chinoise malaise étaient directement visées, accaparant 22,5% du capital local, tout comme celles des Européens, constituant 60,7% du capital local (Gomez, 1994, p.3). Par conséquent, les années 1970 furent caractérisées par une restructuration économique et sociale très importante pour cette communauté, ce qui aura des impacts directs sur les liens maintenus et créés avec la diaspora chinoise et ce, variant en fonction des différents groupes sociaux composant cette communauté.

Mentionnons, tout d'abord, que des grandes familles chinoises, majoritairement de dialecte hokkien, contrôlaient depuis longtemps des parties importantes de l'économie malaise, notamment dans les domaines du commerce, de la construction, du transport ainsi que des finances.²⁵ Elles avaient déjà des réseaux économiques transnationaux importants, leur permettant d'agir à l'échelle de l'Asie de l'Est et du sud-est (Gomez, 1994, p.3).

²⁴ En plus des nombreuses questions sur l'allégeance politique de la communauté chinoise dans le contexte de la Guerre froide, l'agrandissement de la Fédération de Malaisie en 1963 provoqua une augmentation considérable de la communauté chinoise, ce qui fut perçue comme une menace par les *Bumiputeras* et ce qui déclencha différents affrontements civils nationalistes dirigés contre la communauté chinoise malaise. Notons, par exemple, que quelques manifestations à Singapour (alors que cette ville faisait toujours partie de la Fédération de Malaisie entre 1963 et 1965) ont provoqué la mort d'une trentaine de Chinois en 1964 et qu'en 1967, 23 furent tués au Penang dans le même type de manifestation. Ainsi, ces manifestations violentes contre les Chinois furent menées partout en Malaisie au début des années 1960, aboutissant à la manifestation du 13 mai 1969 à Kuala Lumpur, à la veille des élections nationales (Crouch, 1996, pp.22-23).

²⁵ La famille Lee (cantonaise), de *Lee Pineapple* et *Lee Biscuits*, la famille Kwek (hokkien), de *Hong Leong Group*, la famille Ching (teochew) de *Lion Group*, ainsi que la famille Kuok (foochow), de *Kuok Brothers*, représentent des entreprises transnationales dont l'étendue du marché malais ainsi que leurs connections claniques et linguistiques avaient amenées la transnationalisation de leurs activités économiques sous forme de multinationalisation bien avant les années 1970 (McVey, 1992, pp.110-111, 128-129; Mak et Kung, 1999, p.14; AsiaFeatures.com, 2002; Keong, 2001).

Ainsi, le nationalisme économique malais les poussa tout simplement à intensifier cette multinationalisation, de trois différentes façons, soit la fusion entre entreprises familiales chinoises de clans et de dialectes différents, l'intensification des activités dans le reste de l'Asie de l'Est et du sud-est et le développement de liens importants avec les sphères politiques et bureaucratiques malaises, sous forme de patronage.²⁶

Or, ces grandes entreprises chinoises ne constituent pas le modèle de l'ensemble des entreprises chinoises en Malaisie et pour les autres entrepreneurs chinois, dont les activités étaient majoritairement locales avant la NPE, un regroupement interne fut nécessaire. En effet, plusieurs associations de petits et moyens entrepreneurs ainsi que de coopératives régionales chinoises, telles que *Koperatif Serbaguna Malaysia* regroupant près de 250 000 membres, se sont formés pour contrer les nouvelles politiques malaises. En utilisant l'influence du MCA pour établir en 1975 la *Multi-Purpose Holdings Bhd*, ces associations formèrent ainsi une société d'investissements dont les activités se sont rapidement transnationalisées.²⁷ Par conséquent, soulignons que la réaction plus ou moins générale des entrepreneurs chinois envers la NPE a été d'accentuer leurs activités économiques à l'extérieur des frontières malaises. En plus du fait que la NPE cherche à diminuer le capital

²⁶ Notons, tout d'abord, que le mouvement de corporatisation des entreprises familiales chinoises entre elles peut être représenté par l'association des familles Chan et Teh (hokkiens) à la famille Kuok en formant *Selangor Dredging Berhad*. De plus, *Kuok Brothers* sert d'exemple parfait d'entreprise familiale intensifiant ses activités à l'extérieur de la Malaisie, changeant son siège social de Kuala Lumpur à Singapour et puis à Hong Kong au cours des années 1970. Pour assurer le bon fonctionnement de leurs activités en Malaisie, ces familles, comme les Kuok, se tournèrent, enfin, vers les sphères politiques et bureaucratiques malaises. *Genting Bhd* est un exemple frappant où une des plus importantes corporations chinoises de l'industrie touristique et de l'agriculture en Malaisie dont le conseil d'administration, au cours des années 1970, s'est enrichi de membres du Parlement, d'anciens ministres du MCA ainsi que du procureur général (McVey, 1992, pp.109-111).

²⁷ Mentionnons que ce conglomérat, regroupant différentes entreprises des domaines de l'agriculture, du commerce international, des matériaux de construction, des produits chimiques et de l'assurance, a pu transnationaliser ses activités à la fin des années 1970 et au début des années 1980 par l'achat de firmes multinationales régionales, telles que *Mulpha International Trading Corporation Bhd* (McVey, 1992, pp.110-111; Kuala Lumpur Stock Exchange, 2002; Gale, 1985, pp.52-59).

local chinois, il faut mentionner, en effet, que la structure sociale de la communauté chinoise elle-même en Malaisie favorise le développement de la transnationalité de ces entreprises, si ce n'est que par la proximité des marchés étrangers et la séparation géographique interne de cette communauté en Malaisie (McVey, 1992, pp.127-129).

Or, la réorientation des entreprises familiales vers des réseaux sociaux non-traditionnels implique une restructuration sociale importante dans la communauté chinoise malaise, notamment parce qu'à la NPE s'est jointe des politiques sociales défavorisant les Chinois. En effet, les politiques en matière d'éducation favorisent, à partir des années 1970, l'instruction des *Bumiputeras*.²⁸ Ayant des impacts directs sur les perspectives d'emploi des Chinois en Malaisie ainsi que sur la préservation de la culture chinoise au sein de cette communauté, les années 1970 sont caractérisées par une activité importante de restructuration des associations communautaires chinoises, aux niveaux local et régional (H.Liu, 1998, pp.582-584). Axées sur le développement d'activités communautaires ainsi que sur l'entraide économique, ces associations suivent habituellement l'organisation traditionnelle chinoise, soit à travers des distinctions territoriales (les membres appartenant à un même district en RPC), claniques ou linguistiques, mais peuvent également prendre la forme d'associations économiques comme les chambres de commerce (Mak et Kung, 1999, pp.2-7). Ces associations s'institutionnalisent progressivement en Malaisie au cours des années 1970, notamment à travers la fusion de différentes associations claniques et

²⁸ Notons que l'emploi du mandarin ou toutes autres dialectes chinois est interdit dans les institutions d'éducation publique et que les Chinois sont exclus, dans les faits, des programmes gouvernementaux de bourses d'étude (Freedman, 2000, p.58). Malgré les nombreuses requêtes de cette communauté envers le gouvernement malais, mentionnons, de plus, que les quotas ethniques d'admission universitaire assurent, à partir de la NPE, que 80% des étudiants admis chaque années dans les universités malaises soient *Bumiputeras*. Ainsi, sur les 40,000 étudiants malais inscrits dans des universités étrangères, deux tiers sont chinois et ils doivent le faire sans le recours aux programmes de bourses d'études à l'étranger (Schlossstein, 1991, p.245).

linguistiques, et elles permettent la formation d'un support communautaire plus important, que ce soit en termes de protection sociale ou financière (Sooi, 1975, pp.81-86).²⁹ Dès lors, ce type de réseau communautaire aura tendance à transnationaliser ses activités et son support sur des bases plus formelles, afin de permettre par exemple aux Chinois d'aller étudier à l'étranger.³⁰ En bref, avec la NPE, ces organisations se sont vues dans l'obligation de renforcer les liens sociaux transnationaux déjà existants, que ce soit pour des raisons économiques ou communautaires (Liu, 1998, p.590; McVey, 1992, p.131).

Examen des formes de transnationalité utilisées depuis 1978

Il nous semble, dès lors, évident que les nouvelles politiques de reconnaissance de la RPC envers sa diaspora, dès 1978, ne seront pas instigatrices de l'ensemble des réseaux transnationaux utilisés par la communauté chinoise de Malaisie au cours de la période étudiée. Or, cette ouverture permet une extension importante de ces réseaux transnationaux, notamment pour les entreprises multinationales qui ont désormais accès à un nouveau marché. À travers les nouvelles exigences nationalistes de l'économie malaise et l'ouverture de la RPC, il est possible d'observer, à l'aide du premier tableau, l'intensification ainsi que la création de différentes formes de transnationalité en lien direct avec la communauté chinoise de Malaisie, que ce soit au niveau économique, humanitaire ou communautaire. Un examen plus détaillé de certaines de ces formes de transnationalité

²⁹ Notons, par exemple, qu'en 1970, les associations de district *Eng Pow* et *Eng Teng* (tous deux étant situés dans la province de Fukien) actives à Alor Star (Malaisie) ont rassemblé leurs activités sous le même toit et sous le même président (Sooi, 1975, p.84).

³⁰ Ainsi, plusieurs chinois malais allaient étudier dans une université de Taïwan, permettant de faire leurs études dans la langue de leur choix. Comme le démontre l'annexe 1, les Chinois de Malaisie constituent le groupe chinois d'Asie du sud-est étudiant le plus à Taïwan et ce, dès les années 1960, où les tensions inter-linguistiques en matière d'éducation s'exacerbèrent. Aussi, on remarque que depuis les années 1990, il y a une diminution de ces flux, notamment en raison des nouvelles politiques en matière d'éducation moins radicales par rapport aux Chinois (Mak et Kung, 1999, pp.9-10).

nous permettra d'explorer plus directement l'importance des types de recours à la transnationalité répertoriés pour cette communauté depuis 1978.

Formes économiques

En retraçant les activités économiques de *Kuok Brothers* à l'aide du deuxième tableau, mentionnons tout d'abord que ce conglomérat inclut plusieurs entreprises multinationales, telles que *Kerry Group* et *Shangri-La Hotels and Resorts*. Bien que développé avant la période étudiée, *Kuok Brothers* approfondira la régionalisation de ses activités à partir de 1979, notamment en étendant ses hôtels cinq étoiles à l'ensemble de l'Asie de l'Est et du sud-est ainsi qu'en RPC.³¹ Récemment, notons la consolidation des activités de *Kuok Brothers* en Australie via *Village Docklands*, un projet de tours commerciales et résidentielles à Melbourne, dans lequel sera entre autres installé un *Shangri-La Hotel* (Victorian Major Projects; Age). En ce sens, plusieurs réseaux transnationaux permettent les transferts de biens, de capitaux et de personnel au sein de ce conglomérat. Dès lors, la logique d'appartenance dégagée réside dans le rapport salarial ainsi que, pour les sphères dirigeantes, à travers une loyauté particulière à la famille Kuok.³² Bien que le mode de distribution sociale semble se centrer sur les rapports employeur – employés ainsi que sur les projets de développement, il existe des activités locales de charité menées sous *Kuok Brothers*, comme les donations faites au *Ibrahim Hussein's*

³¹ Que ce soit les Shangri-La de Bangkok, Beijing, Jakarta ou Manille, cette compagnie a étendu au cours des années 1980 et 1990 ces activités au-delà la côte malaise (Singapour, Kuala Lumpur et Penang) afin de créer différentes catégories d'hôtels au sein de la même région, tels que *Traders Hotels* : une compagnie d'hôtels quatre étoiles (Fo(u)r hoteliers news resource).

³² C'est à travers les différents emplois que possèdent et qu'accumulent les membres des sphères dirigeantes de cette multinationale qu'il nous est possible d'observer ce sentiment d'appartenance, notamment lorsque ces emplois impliquent le déplacement des employés entre différents États.

Tableau 1 : Formes de transnationalité actives au sein de la communauté chinoise de Malaisie depuis 1978*

Forme de transnationalité économique	Forme de transnationalité humanitaire	Forme de transnationalité communautaire
-Malaysia-China Business Council -The Associated Chinese Chambers of Commerce and Industry of Malaysia -Overseas Chinese Affairs Commission in Taiwan -Oriental Holdings Berhad (DRB-Oriental-Honda Sdn Bhd)** -The Malayan United Industries Group -Technology Resources Industries Berhad (Roxy Electrics Industries)** -Lion Group (William Cheng)*** -Hong Leong Group (Tan Sri Quek Leng Chan)*** -Grand United Holdings -See Hoy Chan Snd Bhd -Genting Berhad (Tan Sri Goh Tong)*** -Kuok Brothers (Perlis Plantation, Shangri-La Hotels, South China Morning Post)** -Allgreen Properties Limited -Malayan Flour Mills bhd -Yeo Hiap Seng Malaysia Group -Lee Biscuits Ltd -Overseas Chinese Banking Corporation (Sime Darby Group)** -YLT Corporation (Francis Yeh Sock Ping)*** -Selangor Dredging Berhad -Rimbunan Hijau Group (Tiong Hiew King) *** -UNICO Holdings Berhad -Multi-Purpose Holdings Berhad (Mulpha International)**	-SUARAM -Campagnes «Free Tian Chua» et «Free Lim Guan Eng» -Foguangshan -Ciji Gongdehui -Falun Dafa -Kuok Foundation -Lee Foundation -Rimbunan Hijau Foundation -Malaysian Humanitarian Foundation -Sunshine Malaysia	-Second Fujianese World Convention -Third Guangxi World Convention -Malaysian Selangor Anxi Association -Selangor and Federal Territory Kwong Siew Association -Selangor Hokkien Association -Federation of Teochew Associations of Malaysia -Federation of Foochow Associations in Malaysia -Federation of Hakka Associations in Malaysia -Koe Yang Tong Society -Malaysian Students Associations in Taiwan -Federation of Alumni Association of Taiwan Universities and Colleges in Malaysia

* : Nous avons décidé de présenter les formes de transnationalité dans leur version anglaise, car il s'agit de la langue dans laquelle ces formes de transnationalité ont été retrouvées et nous n'avons pas voulu enlever la signification de ces formes de transnationalité ou tout simplement traduire des noms de compagnies.

** : Pour faciliter la compréhension de ces formes de transnationalité, il a été ajouté, entre parenthèses, le nom d'entreprises multinationales faisant partie de ces conglomérats.

*** : Nous pouvons retrouver, entre parenthèses, le nom du chef de l'entreprise nommée, appartenant à la communauté chinoise de Malaisie.

--Ces données ont été compilées par l'auteur de cette recherche et leurs sources se retrouvent en bibliographie.

Tableau 2 : L'empire économique Kuok*

Par secteurs	Par géographie	Géré par
Hôtels et propriétés -Kerry Properties -Shangri-La Asia -Pelang -Shangri-La Singapore -Shangri-La Malaysia -Shangri-La Thailand -Kuok Philippines Properties -Abbey Woods Development Commodités -PPB Oil Palms -Perlis Plantations -Federal Flour Mills Médias -South China Morning Post Transport -Pacific Carriers Assurance -Jerneh Asia	Hong Kong (Commodités, hôtels, médias, immobilier) Malaisie (Hôtels, cinémas, commodités, immobilier, vente et manufacture, transport et assurance) Philippines (Hôtels et immobilier) Singapour (Hôtels, immobilier, commodités, vente, transport) Indonésie (Commodités, plantations, hôtels et manufactures) Canada (Hôtels et immobilier) Myanmar (Hôtels, commodités, immobilier) France (Commodités) Thaïlande (Hôtels et commodités) République Populaire de Chine (Hôtels, commodités, immobilier, infrastructure et entreprises à risques) Fiji (Hôtels) Corée du Sud (Hôtels) Australie (Actions dans Coca-Cola Australia et dans Village Docklands) Inde (Commodités) Vietnam (Commodités)	Tan Sri Robert Kuok -chef de l'entreprise dans son ensemble Kuok Khoon Chen (Beau) -premier fils de Robert Kuok -dirige Shangri-La Hotels Kuok Koon Ean (Ean) -fils de Robert Kuok -dirige le South Morning China Post et les activités du Kuok Group en Malaisie et à Singapour Kuok Khoon Ho (Chye) -neveu de Robert Kuok et premier fils de Philip Kuok -dirige les réseaux télévisés et les activités du Kuok Group aux Philippines Kuok Khoon Loong (Edward) -neveu de Robert Kuok -dirige Kerry Properties Liu Tai Fung (Richard) -neveu par alliance de Robert Kuok -dirige Kerry Trading et Kerry Beverages

* : Nous avons trouvé utile de franciser ce tableau, sans toutefois traduire les noms des compagnies, car il est ainsi plus facile de retrouver leurs activités si nécessaire.

--Source : D'après *The Star* (août 1997), reproduit dans l'article de Neil Khor Jin Kheong, «Kuok – The Quintessential Asian Tycoon», <http://thestar.com.my/list.asp?file=/2001/6/4/business/04bmkuok>, du 4 juin 2001 et sources plus récentes placées en bibliographie.

Museum and Cultural Foundation de Malaisie (Ibrahim Hussein's Museum and Cultural Foundation).³³

³³ Il existe également une fondation propre à la famille Kuok, la *Kuok Foundation*, mais nous avons décidé d'en traiter sous la rubrique humanitaire, car les donations de cette fondation sont distinctes des donations des

Dans la même optique, il est possible d'examiner les réseaux intra-firmes de la *Overseas Chinese Banking Corporation* (OCBC) qui sont de nature transnationale, car les activités de cette entreprise, notamment à travers les activités du *Sime Darby Group* qu'elle contrôle, unissent la Malaisie et Singapour.³⁴ En effet, il est possible de retracer, par les dirigeants et propriétaires du *Sime Darby Group* que sont les membres de la famille Lee, différentes entreprises transnationales actives en Asie de l'Est et du sud-est (Lim et Gosling, 1983, pp.287-288). Cependant, il est essentiel de noter que la logique d'appartenance de cette multinationale semble beaucoup moins concentrée sur la famille Lee, comme pouvait l'être le sentiment des sphères dirigeantes au sein de *Kuok Brothers*.³⁵ Dès lors, cette logique d'appartenance, basée sur le rapport salarial, laisse présager un mode de distribution sociale essentiellement similaire. Or, nous pouvons observer différentes activités de charité menées sous l'égide d'OCBC et des entreprises de la famille Lee, telles que des tournois de golf, qui permettent à ces entreprises multinationales d'aider et de réinvestir dans les sociétés où elles sont ancrées.³⁶ Par conséquent, il nous apparaît que ces

compagnies appartenant à *Kuok Brothers* (World Wide Fund Malaysia; National University of Singapore (a) et (b), 2002).

³⁴ Constituant la banque la plus importante de la péninsule malaise avec ses avoirs, en 1976, de 4,3 milliards de dollars américains, la OCBC possède également, via le *Sime Darby Group*, des activités dans les domaines minier, hôtelier, immobilier ainsi que commercial (Lim et Gosling, 1983, pp.285-289). Or, il est très important de souligner aussi que le volet bancaire de cette multinationale nous permet d'illustrer le plus les liens symbiotiques qui existent entre la Malaisie et Singapour, notamment avec l'échange constant de personnel. Il existe, en effet, plusieurs échanges sur une base régulière et nous pouvons, par exemple, nommer le cas de Albert Yeoh Beow Tit qui, entre 1998 et 2001, a changé d'emploi, au sein de la OCBC à quatre reprises, deux fois en Malaisie, deux fois à Singapour (*Overseas Chinese Banking Corporation*, « OCBC announces Promotion of Senior Executive », 2002).

³⁵ Il est possible d'observer, par exemple, qu'une telle situation peut s'expliquer du fait que la famille Lee semble moins dominante dans son conglomérat que peut l'être la famille Kuok au sein de *Kuok Brothers*. En ce sens, les activités de l'OCBC se sont étendues, au cours des années 1980, à travers le développement de succursales ouvertes par différents employés, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en RPC, en plus des succursales formées en Asie du sud-est (OCBC, « ... worldwide connection », 2002).

³⁶ En ce sens, OCBC a tendance à redonner à plusieurs organisations sans but lucratif de la Malaisie et d'autres États de l'Asie du sud-est. Notons, de plus, que OCBC contribuera financièrement aux activités de différentes organisations non-gouvernementales internationales (ONGI), comme *The Afghan Refugee Aid*

exemples de multinationalisme créent des réseaux transnationaux puissants fondés sur la recherche du profit et, de ces réseaux, une logique d'appartenance semble dépasser le rapport salarial, afin de venir en aide, jusqu'à un certain point, aux communautés qui les supportent.

Or, le multinationalisme n'est certes pas la seule forme de transnationalité économique visible au sein de la communauté chinoise de Malaisie au cours de cette période. On peut même observer l'épanouissement transnational des activités du *Associated Chinese Chambers of Commerce and Industry of Malaysia* (ACCCIM) ainsi que la création du *Malaysia-China Business Council* (MCBC). Ces forums d'entrepreneurs dépassent largement les intérêts économiques d'une seule firme multinationale et visent à développer, pour les entrepreneurs chinois, des opportunités économiques à l'extérieur de la Malaisie, notamment par le réseautage et les relations sociales informelles. Comme nous l'avons déjà présenté, nous référerons à ce type de forme de transnationalité économique en tant qu'associative, car ces organisations ont pour but d'aider au développement général de la communauté chinoise malaise, via un renforcement local et transnational des entreprises appartenant à leurs membres. Représentant maintenant 24 000 entreprises chinoises de Malaisie, l'ACCCIM fut créée en 1947 et regroupe actuellement 17 chambres de commerce recouvrant en entier le territoire malais (ACCCIM, «Main Page», 2002). Il semble alors important d'observer comment cette organisation, contrairement aux réseaux des multinationales, utilise l'espace transnational, surtout à partir des années 1980 (McKeown, 2000, p.349). En examinant les activités de l'ACCCIM au cours des années 2001 et 2002,

(OCBC, « OCBC Treasury Charity Golf Tournament... », 2002), ainsi qu'aux activités du *Ibrahim Hussein's Museum and Cultural Foundation* de Malaisie (Ibrahim Hussein's Museum and Cultural Foundation, 2002).

nous pouvons dire qu'elle fait appel à différents types de canaux de mobilité pour construire cet espace transnational. En effet, l'ACCCIM ne peut pas, contrairement au multinationalisme, acheter des entreprises ou des propriétés dans des États différents et bâtir ses réseaux transnationaux sur cette base; elle fonctionne plutôt à l'aide de rencontres officielles ou informelles avec différents groupes.³⁷ Ces rencontres permettent ainsi à l'ACCCIM de représenter les intérêts des petits et moyens entrepreneurs chinois de Malaisie et peut, éventuellement, entraîner la signature d'ententes bilatérales ou multilatérales favorables à cette communauté d'entrepreneurs.³⁸ En ce sens, il est important de souligner la participation de l'ACCCIM à l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE) ainsi que l'organisation, par l'ACCCIM, de différents forums pour ses membres sur l'orientation de leurs investissements à l'étranger, notamment pour qu'ils atteignent de nouveaux marchés, comme la RPC et Silicon Valley (ACCCIM, «Review of Activities...», section 42, 2002).³⁹ Dès lors, il est difficile d'observer concrètement un mode de distribution sociale transnational ou une logique d'appartenance transnationale. Cependant,

³⁷ Dans un premier temps, nous pouvons souligner la rencontre de l'ACCCIM avec la Présidente des Philippines lors de laquelle différentes ententes bilatérales furent signées pour faciliter les échanges ainsi que les investissements entre les entreprises philippines et la communauté chinoise malaise. En plus des rencontres à travers le *Malaysia-Philippines Business Council*, il est possible d'identifier des rencontres officielles entre l'ACCCIM et des institutions à vocation commerciale de différents États, telles que *The Hong Kong Chinese General Chamber of Commerce* et *The Dhaka Chamber of Commerce and Industry* (Bangladesh), permettant d'intensifier les relations entre entrepreneurs et associations d'entrepreneurs. En ce sens, il est possible de retracer des rencontres avec des représentants de l'Union Européenne ainsi que de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) afin de, respectivement, faciliter les échanges et favoriser la coopération dans le développement de certains secteurs d'industrie, telle que la foresterie (ACCCIM, «Review of Activities...», sections 40-42, 44, 46, 2002).

³⁸ En assurant la création ainsi que le maintien de liens avec des délégations ainsi que des instances internationales reconnues, l'ACCCIM permet à ses membres de cultiver les opportunités ainsi que les contacts pour étendre leurs activités, du Sri Lanka au Ghana, en passant par les forums de l'*Asian Pacific Economic Cooperation* (APEC) et les délégations des chambres de commerce municipales d'Espagne (ACCCIM, «Review of Activities...», section 45, 2002).

³⁹ L'ACCCIM s'est vue ainsi offert un rôle important au sein des conseils d'entreprises du triangle de croissance Indonésie – Malaisie – Thaïlande ainsi que du *Brunei Darussalam – Indonesia – Malaysia – Philippine East ASEAN Growth Area* (BIMP – EAGA), afin d'augmenter la coopération des secteurs privés de chaque État, notamment à travers le réseautage ainsi que la formulation de recommandations ainsi que de domaines de coopération et de développement précis (ACCCIM, «Review of Activities...», section 45, 2002).

notons que l'ACCCIM a créé en 1981 *Unico Holdings Berhad*, une société multinationale d'investissements fondée sur les principes des coopératives et dont les recettes sont redistribuées aux actionnaires, soit les membres de l'ACCCIM (ACCCIM, «Unico Holdings Berhad», 2002). Bien que constituant une forme de multinationalisme, le mode de distribution sociale d'Unico ainsi que la logique d'appartenance que les actionnaires en dégagent ont des impacts directs sur leur appartenance à l'ACCCIM, si ce n'est que ses ententes facilitent l'extension internationale des activités d'Unico (Unico, 2002).

Dans la même optique, le MCBC, constitué à la suite d'ententes entre la RPC et l'ANASE en 2001, a pour but d'accroître la coopération économique entre la RPC et la Malaisie, étant ainsi une forme de transnationalité économique associative utilisée par certaines entreprises chinoises malaises (MCBC, «Foundation», 2002). Par exemple, le *Rimbunan Hijau Group*, dirigé par Tiong Hiew King, a réussi à accroître ses activités en RPC, dans le domaine du bois d'œuvre et de la fibre optique, via le réseautage créé par le MCBC (MCBC, «Corporate Profile», 2002). De surcroît, par l'utilisation de canaux officiels ainsi que de rencontres diplomatiques, ce type de transnationalité économique crée néanmoins divers liens symboliques entre différents entrepreneurs et investisseurs des secteurs public et privé qui peuvent, dans certains cas, se traduire par des opportunités économiques aux niveaux local et transnational (MCBC, «Organization and Activities», 2003).

Formes humanitaires

Bien que les membres de la communauté chinoise de Malaisie semblent utiliser généralement les réseaux transnationaux chinois pour servir leurs intérêts économiques, il est important de souligner que nous avons répertorié également certaines activités transnationales humanitaires. Sans compter l'action des canaux mondiaux d'aide humanitaire s'étant installés en Malaisie, tels que *Amnesty International* et *World Wide Fund*, il semble que l'aide humanitaire prend plusieurs autres formes (World Wide Fund Malaysia, 2000; Amnesty International (a), 2001, et (b), 1996). Il existe, dans un premier temps, SUARAM, une ONGI de droits humains active en Asie du sud-est qui s'est penchée à plusieurs reprises sur le sort de prisonniers politiques chinois en Malaisie, depuis sa création à la suite de l'opération Lalang (SUARAM (a), 2002; Saravanamuttu (b), 1988).⁴⁰ Or, au-delà de l'implication des associations chinoises en matière d'éducation dans des manifestations locales, nous ne retraçons pas d'appui collectif, spécifique à la communauté chinoise malaise, lors de campagnes internationales visant à protéger les prisonniers politiques chinois de Malaisie. Ainsi, la participation d'*Amnesty International* dans la libération de certains prisonniers politiques chinois de Malaisie, comme ce fut le cas avec

⁴⁰ Cette opération policière tenue en 1987 en Malaisie avait pour but de disperser les luttes inter- raciales provoquées par les nouvelles politiques nationalistes en matière d'éducation primaire dans les écoles chinoises (Saravanamuttu (a), 2000, p.11). À la suite de la nomination de dirigeants anglophones à la tête des écoles chinoises primaires de Malaisie, plusieurs associations chinoises ainsi que représentants de partis politiques d'opposition se sont rassemblés pour manifester (environ 2000), créant par le fait même un mouvement réactionnaire au sein des associations *bumiputeras*, notamment la section jeunesse de l'UMNO (dont le rassemblement atteignait 10 000 manifestants). En cherchant à disperser les foules, les forces policières ont tué 2 Chinois et 1 Malais, sans compter les arrestations et les emprisonnements qui suivirent (Siang, 2000; Saravanamuttu (a), 2000, pp.8-11). Sous le *Internal Security Act*, les forces policières ont arrêté 106 manifestants, activistes et chefs de partis d'opposition, et ont détenu pour plus de deux ans, une quarantaine d'entre eux, notamment Lim Kit Siang, président du *Democratic Action Party* et d'origine chinoise (Saravanamuttu (a), 2000, pp.8-9; Amnesty International (b), 1998).

Tian Chua Chang et Lim Guan Eng⁴¹, ne répond pas à des demandes de la communauté chinoise malaise.⁴² Tandis que certaines firmes multinationales chinoises de Malaisie vont même supporter financièrement des ONGI environnementales⁴³, les activités de ces dernières via divers forums internationaux ainsi que par différents médias n'entraînent pas la participation formelle ou le développement direct d'une logique d'appartenance transnationale propre à la communauté chinoise malaise. Il va sans dire que ces ONGI ont développé des canaux de mobilité qui dépassent la communauté chinoise malaise, car leur mode de distribution sociale et la logique d'appartenance visée rejoignent des valeurs universelles cosmopolites.

Dans un second temps, nous pouvons identifier les associations chinoises bouddhistes en tant que formes de transnationalité humanitaires. Que ce soit les activités de *Foguangshan*, de *Ciji Gongdehui* ou de *Falun Dafa*, il est important de remarquer que ces associations sont avant tout des organisations religieuses et bien qu'elles soient à

⁴¹ Tian Chua Chang est un activiste chinois de Malaisie associé à plusieurs mouvements de protestation sociale cherchant la modification du régime politique malais. En raison de son implication dans ces mouvements, il fut emprisonné environ une dizaine de fois, mais il a toujours cherché à dissocier ces actions individuelles de son ethnicité chinoise. Il fut, néanmoins, l'objet de différentes campagnes internationales de libération, notamment avec *Amnesty International* en 2001, auxquelles aucune réponse sociale collective de la part de la communauté chinoise malaise ou d'associations s'y rattachant (Netto, 2000; Amnesty International (a), 2001). Il est intéressant de noter, en ce sens, que les préoccupations d'*Amnesty International* pour les dissidents politiques en Malaisie ne remontent pas avant les années 1990, car l'Opération Lalang et l'emprisonnement de Lim Lit Siang, n'ont pas fait l'objet de campagnes internationales, alors que le fils de Lim Kit Siang, Lim Guan Eng, en fut l'objet, non pas pour ses emprisonnements au cours des années 1980, mais ceux à partir de 1995 (Amnesty International (c), 1996).

⁴² Que ce soit par peur de représailles ou par apathie, nous remarquons, bien au contraire, que ce sont habituellement ces organisations mêmes qui chercheront l'appui de la communauté chinoise de Malaisie pour solidifier leurs actions ainsi que leurs requêtes dans d'autres forums internationaux, notamment dans le cas de prisonniers politiques. En ce sens, le rapport sur les droits humains en Malaisie de 2000 ne rapporte pas, dans le section des groupes manifestants contre l'oppression sociale, un groupe s'associant à la communauté ou à l'identité chinoise. Il semble, en effet, que ces activistes ne soient pas appuyés formellement par des organisations, si ce n'est les partis politiques d'opposition existants et ce, comme on le retrouve pour les dissidents malais et *bumiputeras* (Saravanamuttu (a), 2000, pp.14-19).

⁴³ Notons, par exemple, que dans le rapport annuel du *World Wide Fund* de Malaisie, il est possible de trouver, parmi les donateurs, *Kuok Brothers*, *Kuok Foundation*, *Lee Foundation* ainsi que *Shangri-La Golden Sands Resort* (World Wide Fund Malaysia, 2000).

vocation universelle, elles sont largement constituées de Chinois, du moins pour le *Foguangshan* et le *Ciji Gongdehui* (Huang, 2001, pp.273-274; Chandler, 2000, pp.308-313).⁴⁴ Ces associations proviennent de sociétés d'origine chinoise, soit Taïwan pour *Foguangshan* ainsi que pour *Ciji Gongdehui* et la RPC pour *Falun Dafa*. Elles se séparent, néanmoins, en chapitres nationaux, possédant par exemple plusieurs activités communautaires au niveau local. Bien qu'elles aient comme fondement commun l'action humanitaire en tant que réalisation de croyances religieuses, *Foguangshan* et *Ciji Gongdehui* semblent utiliser l'espace transnational de manière différente selon les contextes nationaux et ce, toujours afin de venir en aide à des populations victimes de désastres naturels ainsi que pour défendre certaines causes sociales (Nagata, 1999, p.239). Suivant les grandes missions que sont l'aide médicale, l'aide à l'éducation, la culture et la charité, *Ciji Gongdehui* a par exemple créé, depuis son ouverture officielle en Malaisie en 1993, un centre culturel ainsi qu'un centre médical, accessibles à tous (Huang, 2001, pp.65, 282-284; Tzu Chi Foundation). En ce sens, la logique d'appartenance dégagée par cette forme de transnationalité humanitaire est très particulière, car elle dépasse la simple appartenance à l'ensemble des populations chinoises pour être universelle, mais elle est réalisée de différentes façons selon les contextes nationaux où elle est installée. *Ciji Gongdehui* (Malaisie) a ainsi développé ses propres pratiques transnationales humanitaires, notamment pour aider les populations victimes de désastres naturels au Vietnam et en Indonésie (Huang, 2001, pp.305-306). De manière plus récente, *Ciji Gongdehui* (Malaisie) a envoyé

⁴⁴ Dans une étude plus importante des formes de transnationalité de la communauté chinoise de Malaisie et de Californie, nous aurions classifié ces associations chinoises bouddhistes en tant que formes de transnationalité religieuses ou spirituelles, arborant des caractéristiques très distinctives, tel qu'un mode de distribution sociale basé sur le renforcement constant du mouvement religieux. Cette notion n'a pas été développée dans ce présent travail en raison des limites qu'il représente et nous avons décidé de nous en remettre, plus concrètement, aux activités transnationales disponibles et recensées au sein de ces associations, afin de les qualifier de formes de transnationalité humanitaires ou communautaires selon les cas.

des bénévoles à la suite de la tragédie du 11 septembre 2001 à New York et a amassé, en collaboration avec CARE France, plus de 700 000 dollars américains pour aider à la reconstruction de villages en Inde, à la suite des tremblements de terre de 2001 (Cheang). Ainsi, ces associations bouddhistes semblent utiliser plusieurs canaux de mobilité différents pour distribuer leur aide, car elles possèdent leurs propres réseaux internes, via une structure internationale où est transféré biens, argent et bénévoles, mais elles utilisent également des ONGI reconnues. Notons, néanmoins, que contrairement aux ONGI, les associations chinoises bouddhistes répertoriées en Malaisie, à l'exception du *Falun Dafa*⁴⁵, évitent de se positionner sur le plan politique des États où ils s'installent et ce, bien qu'elles soient reconnues pour généralement appuyer la question des droits humains (Huang, 2001, p.278; Chandler, 2000, p.174).

Enfin, nous avons décelé des formes de transnationalité humanitaires très différentes à celles jusqu'à présent répertoriées, car essentiellement restreintes et développées en Malaisie en raison des politiques nationales en matière d'éducation. En effet, il existe différentes fondations, telles que la *Kuok Foundation*, qui cherchent à améliorer le sort des Chinois malais, en offrant la possibilité à ses membres d'aller étudier à l'extérieur de la Malaisie, comme à Singapour et en Angleterre, à des coûts moindres (University of Bristol, 2002; Ngee Ann Polytechnic, 2002).⁴⁶ Ainsi, il semble important de souligner que ce type

⁴⁵ L'association *Falun Dafa* (Malaisie) s'est nécessairement opposée, à l'instar du mouvement international *Falun Dafa*, contre les récentes politiques de la RPC concernant son existence. En ce sens, elle demande la libération de plusieurs membres du *Falun Dafa* persécutés en RPC, notamment parce que certains membres de leur familles sont des membres du *Falun Dafa* (Malaisie) (Falun Dafa (b); Falun Dafa Information Center).

⁴⁶ Bien que sûrement reliés à des politiques de recrutement interne des firmes multinationales du même nom, ces fondations offrent ainsi des programmes de prêts et de bourses, des logements sur les campus universitaires et ils initient des réseaux transnationaux entre étudiants internationaux (National University of Singapore (a) et (b), 2002; Tunku Abdul Rahman College, 2002). Nécessairement lié aux restrictions nationales de la Malaisie en matière d'éducation, voire même d'emploi, ce type de fondation apparaît comme

de fondation est une forme de transnationalité humanitaire, parce que ses réseaux transnationaux, essentiellement privés et correspondant jusqu'à un certain point aux activités transnationales des multinationales du même nom ou de leurs dirigeants, offrent une aide particulière ouverte à l'ensemble de la population chinoise étudiante, sans engagement formel futur envers l'entreprise. En ce sens, la logique d'appartenance n'est pas déplacée de la population chinoise en général à cette multinationale, car le mode de distribution sociale est essentiellement un transfert, à l'échelle planétaire, de ressources afin d'aider l'éducation des populations chinoises.

Formes communautaires

Les formes de transnationalité humanitaires se rapportant plus directement aux activités de la communauté chinoise malaise ne sont néanmoins pas toujours visibles, car elles peuvent également s'inscrire au sein de formes de transnationalité communautaires. Nous remarquons, en effet, qu'à partir des années 1980, les associations communautaires chinoises en Malaisie participeront à des rassemblements mondiaux, sous forme de conventions et de forums internationaux se tenant annuellement.⁴⁷ Nous pouvons, plus particulièrement, observer que la Malaisie fut l'hôte du *Third Guangxi World Convention*

une des solutions proposées par la communauté chinoise de Malaisie et ce, bien que l'activité de telles fondations viennent également en aide à des Chinois dans d'autres pays, notamment en RPC.

⁴⁷ Ces associations mondialisées, s'inscrivant dans les cadres traditionnels d'associations volontaires par districts, par dialectes ou par clans, concentrent leurs activités sur l'Asie du sud-est pour une bonne part, notamment en raison de la proportion de Chinois vivant à l'étranger qu'on y retrouve, et elles recherchent à maintenir ainsi qu'à augmenter les liens et les réseaux entre elles, pour des raisons culturelles, sociales ainsi qu'économiques. Permettant d'augmenter la solidarité entre Chinois vivant à l'étranger ainsi que d'augmenter, parfois, le sentiment d'appartenance envers la RPC, les activités de ces associations sont peu modifiées au niveau local, malgré une nouvelle attention marquée pour des enjeux économiques, comme représentant de prospérité et bien-être communautaire. Cette formalisation et cette institutionnalisation reflètent pour certains une baisse d'influence au niveau local de ces associations, mais elles traduisent certes un changement communautaire important qui se déroule au cours des années 1980 en consolidant et en étendant les espaces sociaux transnationaux existants (H.Liu, 1998, pp.601-605).

en 1987 à Kuala Lumpur où mille délégués représentaient autant d'associations nationales ainsi que de la *Second Fujian World Convention* en 1996 à Langkawi où 2500 représentants ont été recensés (H.Liu, 1998, p.586).⁴⁸ Ces «conventions de shetuans»⁴⁹ présentent donc clairement la nature de la logique d'appartenance utilisée. Contrairement aux autres formes de transnationalité, ce «communautarisme transnational» utilise la totalité des canaux de mobilité existants.⁵⁰ Fondées sur le principe du réseautage ainsi que sur différentes procédures d'organisation régionale ou transnationale, ces conventions possèdent un mode de distribution sociale centré sur des collectivités précises.⁵¹ Il est important de noter, alors, l'impact direct de ces conventions sur les associations communautaires locales. Le *Selangor and Federal Territory Kwong Siew Association* par exemple constitue une association traditionnelle chinoise fondée sur l'appartenance au même district de la RPC, soit les préfectures de GuangZhou et Zhaoqing (Kwong Siew Association, 2002).⁵² Depuis les années 1980, les tâches de cette association ont été

⁴⁸ Peu d'information primaire a été récupérée sur ces conventions, notamment en raison de la langue utilisée lors de celles-ci. Nous avons donc utilisé majoritairement des sources secondaires.

⁴⁹ À l'instar de H.Liu, il semble approprié de parler de *conventions de shetuans* ou du processus d'*internationalisation des shetuans* pour identifier les regroupements internationaux d'associations communautaires chinoises locales et ce, même si *shetuans* signifie simplement *sociétés* (H.Liu, 1998, pp.604-605). En effet, il nous apparaît que les activités transnationales de ces *conventions de shetuans* diffèrent de celles des associations communautaires chinoises locales et l'utilisation de ce type d'expression nous permet plus clairement de faire la distinction.

⁵⁰ En effet, nous pouvons retracer, à travers la centaine de *conventions de shetuans* chinois répertoriée depuis 1980, le financement ainsi que l'implication direct de différents représentants chinois de multinationales malaises, tels que Tiong Hiew King et Robert Kuok. Notons également que la participation des dirigeants politiques, notamment dans le cas de la Malaisie, laisse présager l'utilisation de déclarations formelles ainsi que des canaux multilatéraux pour augmenter l'activité ainsi que l'efficacité de ces conventions. Dr Ling Liong Sik, dirigeant membre du MCA et ministre des Transports de la Malaisie, affirme en effet la nécessité pour la diaspora chinoise d'utiliser la solidarité chinoise pour tirer avantage de la mondialisation et développer un maximum d'opportunités commerciales (H.Liu, 1998, pp.587-588).

⁵¹ Que ce soit selon l'appartenance à une province de la RPC, un dialecte commun ou la réunion internationale d'un clan chinois, le regroupement international de ces associations volontaires visent une meilleure protection sociale par une intensification des opportunités socio-économiques des communautés chinoises outre-mer via l'utilisation de la diaspora chinoise comme espace social transnational.

⁵² Active depuis la fin du XIXe siècle, cette association volontaire a veillé au développement des membres de sa communauté, notamment afin de maintenir l'identité chinoise ainsi que les institutions importantes à la

modifiées pour rendre compte de la restructuration des associations communautaires ainsi que de l'arrivée des nouvelles technologies de communication. En plus des tâches plus traditionnelles, telles que les rénovations d'un temple local en 1994, cette association se concentre maintenant sur le développement de liens transnationaux, tels que les programmes d'échanges pour étudiants ainsi que les voyages à vocation culturelle. Permettant à ses membres d'ouvrir leurs horizons et leur offrant de nouvelles opportunités, cette association locale cherche progressivement à développer des liens plus durables avec d'autres associations chinoises volontaires situées à l'extérieur de la Malaisie et ce, notamment avec un nouveau projet, soit la publication d'un journal pour informer de ses activités, les Chinois de Malaisie et d'ailleurs (Kwong Siew Association, 2002). Ainsi, cette association locale, dont le mode de distribution sociale ne dépasse pas les frontières nationales, cherche tout de même à utiliser des canaux de mobilité proprement transnationaux, afin de s'inscrire, à la demande de ses membres, dans le cadre d'une logique générale d'appartenance à la diaspora chinoise.

Il existe également des formes de transnationalité communautaires plus précises entre la communauté chinoise malaise et une autre communauté chinoise. À travers les activités des associations universitaires d'anciens, on perçoit directement l'impact des politiques malaises en matière d'éducation sur les flux qui se développent et qui s'institutionnalisent au cours des années 1980. En effet, les fédérations étudiantes entre la Malaisie et Taïwan permettent de maintenir des ponts transnationaux très importants, notamment pour la *Overseas Chinese Affairs Commission* qui utilise les listes de ces

communauté, telles que d'offrir aux membres de sa communauté des cours gratuits à l'école de la communauté ainsi qu'une librairie (Kwong Siew Association, 2002).

fédérations pour trouver des investisseurs potentiels. Notons, par exemple, les activités de la *Federation of Alumni Associations* créée en 1974 et comptant 5000 membres actifs en 1999 (Mak et Kung, 1999, p.12). À l'instar de ses activités de promotion de la culture ainsi que de l'éducation, cette fédération dépasse la simple recherche d'investisseurs pour rejoindre le bien-être de ses membres et de leurs familles, que ce soit par la construction de contacts d'affaires ou d'activités sociales. Or, avec les flux importants d'investissements de Taïwan en Malaisie au cours des années 1980, la fédération a développé un rôle central dans le recrutement d'investisseurs chinois, autant pour la Malaisie que pour Taïwan. De plus, certaines firmes taiwanaises utiliseront les contacts de cette fédération pour recruter des employés. Ces fonctions sont également répertoriées au sein d'une seconde fédération étudiante transnationale, soit la *Malaysian Students Association in Taiwan* (Mak et Kung, 1999, pp.11-14). Il va sans dire, alors, que la logique d'appartenance de cette forme de transnationalité communautaire s'ancre dans une expérience sociale très particulière, soit l'éducation universitaire à Taïwan. Or, les canaux de mobilité utilisés sont très nombreux et les activités de ces organisations semblent être influencées de plusieurs façons, que ce soit à travers la volonté de certains membres ou celle d'instances gouvernementales. Dès lors, le mode de distribution sociale est caractérisé par un groupe très restreint qui multiplie des liens transnationaux divers, comme des formes de réseautage sociales ou économiques. À l'instar des formes de transnationalité économiques associatives, nous nous retrouvons donc avec un groupe social très lié par des réseaux transnationaux, où les déplacements trans-frontaliers matériels importants n'apparaissent que comme des conséquences du maintien et du renforcement de liens transnationaux plus symboliques.

La communauté chinoise de Californie

Dynamiques existantes dans la société d'accueil

En se penchant, maintenant, sur la communauté chinoise de Californie, soulignons tout d'abord, que nous devons situer les actions de cette communauté dans un double contexte d'accueil, soit l'État de Californie et les États-Unis. Notons premièrement que cette communauté chinoise fut constituée de flux migratoires plus récents que ceux ayant formé la communauté chinoise en Malaisie et qu'elle fut formée de Chinois provenant essentiellement des provinces chinoises du Guangdong et de Fukien, immigrant aux États-Unis au milieu du XIXe siècle afin de trouver un travail, que ce soit dans l'industrie minière ou ferroviaire.⁵³ En 1851, on recensait 25 000 Chinois en Californie et dès 1875, cette population dépassait les 105 000 membres (Freedman, 2000, pp.119-120). La croissance démographique rapide de cette communauté provoqua une réaction sociale importante aux États-Unis, entraînant la création du *Chinese Exclusion Act* en 1882.⁵⁴ Or, avec la récession de la fin du XIXe siècle, plusieurs migrations internes entraînèrent l'appauvrissement des Chinois de Californie, dont les emplois furent donnés en premier lieu aux travailleurs de race blanche : contexte dans lequel on verra apparaître les *chinatowns*.⁵⁵ Provoquant les débuts de l'organisation sociale interne de cette communauté, le développement des *chinatowns* fut joint à plusieurs tentatives de faire reconnaître les

⁵³ En plus de la croissance économique énorme de la Californie dans les années 1850 et 1860 en raison de la ruée vers l'or, ces Chinois délaissent également la Chine pour plusieurs raisons internes, notamment le manque de nourriture ainsi que l'instabilité politique de cette société aux prises avec les Guerres de l'opium ainsi que la rébellion Tai Ping (Freedman, 2000, pp.119-120).

⁵⁴ Cette loi empêchait l'entrée aux États-Unis de travailleurs chinois pour une période de 10 ans, mais comme les différentes lois passées, à la même époque, pour interdire la participation des Chinois à la vie politique et publique américaine, elle fut renouvelée constamment et ce n'est qu'à partir des années 1960 que des changements légaux importants se sont formés (Freedman, 2000, p.120).

⁵⁵ Il est à noter que c'est à cette période que les migrations de Chinois vers l'Est des États-Unis débutèrent. En 1880, 83% des Chinois habitaient la Californie, un chiffre qui diminua à 55% en 1920 (Freedman, 2000, p.121).

droits des Chinois dans ce contexte social discriminant.⁵⁶ À partir de 1965 néanmoins, de nouvelles politiques en matière d'immigration éliminèrent progressivement les différentes lois discriminatoires envers la population chinoise et ce, en fonction de deux critères, soit la réunification familiale et les qualifications professionnelles des immigrants.⁵⁷ Dès lors, la communauté de Californie recevra plusieurs migrants de Hong Kong et de Taiwan favorisés par le second critère, ce qui transforma énormément les dynamiques inhérentes à la communauté chinoise de Californie (Trollet, 1994, pp.54-55). Affectant la composition sociologique de la population chinoise aux États-Unis en général, ces nouvelles politiques eurent des impacts directs sur la restructuration des communautés chinoises américaines, approfondissant les différences entre elles, notamment entre celle de Californie et celle de New York.⁵⁸

⁵⁶ Or, ces tentatives se résoudre par des jugements de la Cour Suprême des États-Unis contribuant à leur marginalisation sociale et politique ainsi qu'à l'institutionnalisation de leur exclusion. Nous faisons référence, par exemple, aux jugements de la Cour Suprême dans les affaires *Fong Yue-Ting vs United States of America* (1892) ainsi que *Ozawa vs United States* (1922), où cette instance décida, respectivement, de normaliser la déportation des Chinois comme un procédure administrative, non plus criminelle, pouvant être utilisée contre les agitateurs sociaux ainsi que d'interdire la naturalisation des immigrants asiatiques. Pour certains auteurs comme Amy Freedman, ces jugements auront un grand impact sur la perception actuelle de la communauté chinoise envers la capacité d'action de ses membres et leur participation dans la vie politique américaine et ce, bien que l'ensemble de ces précédents légaux discriminatoires ont été modifiés à partir des années 1960 (Freedman, 2000, p.121).

⁵⁷ En effet, les nouvelles politiques d'immigration permettent l'entrée de 20 000 immigrants de chaque pays extérieur de l'Occident. Suite à l'amélioration des relations entre les États-Unis et la RPC, cette même règle s'appliquera à la RPC dès 1979 (Trollet, 1994, p.54).

⁵⁸ En ce sens, il est important de noter que la communauté chinoise de Californie diffère énormément de la communauté chinoise de New York, si ce n'est qu'elle ne fait pas appel aux mêmes flux migratoires en termes du lieu d'origine, du niveau d'éducation, de la richesse, voire même des réseaux transnationaux utilisés (Waldinger et Tseng, 1992, p.93). Comme nous le laisse sous-entendre la seconde annexe, ces communautés possèdent un mode de vie très différent (Freedman, 2000, p.9). Alors que la communauté chinoise de New York est urbaine et essentiellement centrée sur l'activité sociale du *chinatown*, la communauté chinoise de Californie s'est organisée depuis plus de 25 ans par une distanciation des grandes villes ainsi que la formation de communautés chinoises de banlieues. Divisée en fonction des clivages linguistiques, la communauté ethnique californienne est composée majoritairement de Chinois d'origine taïwanaise et de Hong Kong qui se sont installés dans les banlieues et qui ont développé certaines tensions face aux membres d'origine chinoise installés depuis plusieurs générations et centrées sur les activités des *chinatowns* (Waldinger et Tseng, 1992, pp.94-103).

Il va sans dire, alors, que l'organisation de la communauté chinoise de Californie prend des caractéristiques uniques à partir des années 1970. Non attirés par les *chinatowns* urbains, tels que celui de Los Angeles, les Chinois professionnels provenant de Hong Kong et de Taïwan se dirigèrent plutôt vers les banlieues, telles de Monterey Park et autres municipalités de la vallée San Gabriel (Fong, 1994, pp.26-34; Tseng, 1994, pp.171-172).⁵⁹ Ce gonflement soudain de la communauté chinoise californienne provoqua plusieurs tensions inter-raciales dans la seconde moitié des années 1970 avec les résidents de longue date (Fong, 1994, p.4).⁶⁰ Contrairement à la restructuration sociale de la communauté chinoise de Malaisie dans les années 1970, la communauté chinoise de Californie subit plusieurs changements qui augmentent l'importance de son rôle dans le contexte d'accueil, servant de noyau central aux flux migratoires chinois en Amérique du Nord ainsi que dans l'économie ethnique chinoise des États-Unis (Tseng, 1994, 169-171). À travers la prospérité économique de la communauté chinoise californienne⁶¹, il est également possible d'identifier des flux transnationaux importants de capital ainsi que de personnes, qui s'associent à la formation de réseaux de firmes multinationales propres à cette communauté chinoise.⁶²

⁵⁹ Alors que les Chinois n'étaient pas partie de la population de Monterey Park en 1960, ils s'y installent graduellement par après, formant 4,4% de cette municipalité en 1970, 14,2% en 1980 et 36,2% en 1990 (Freedman, 2000, p.146).

⁶⁰ À l'instar de Timothy Fong, nous pouvons par exemple présenter qu'à Monterey Park, la population asiatique (chinoise, japonaise, koréenne et philippine essentiellement) constituait 30,1% de la population en 1970 pour passer à 65,6% en 1980 (Fong, p.40). Notons, de plus, que les pourcentages d'augmentation de la population chinoise dans la région de Los Angeles atteignaient des taux aussi élevés que 210,3% en 1970, 229,8% en 1980 et 265% en 1990 (Zhou et Tseng, 2001, p.138).

⁶¹ Soulignons, en effet, une augmentation importante du nombre de firmes appartenant à des Chinois dans la région de Los Angeles, soutenant une moyenne de 222,3% entre 1972 et 1977, tandis que le revenu annuel de ces firmes augmenta de 264,5% pour la même période (Zhou et Tseng, 2001, p.139).

⁶² Avec les problèmes de déficit du commerce extérieur américain au début des années 1970 ainsi que la croissance économique de Hong Kong et Taïwan et ce, malgré leur instabilité politique, les activités transnationales des migrants en Californie ne sont pas les seules activités économiques transnationales, car nous pouvons observer un «transfert géographique» d'investissements importants aux États-Unis (Lin, 1992,

Pour le reste de ses activités sociales, cependant, il apparaît que la communauté chinoise de Californie reste largement centrée sur son développement et l'épanouissement de ses membres dans ce nouvel environnement. Nous observons, en effet, la création de l'Organisation des Chinois Américains (OCA) en 1973 et plus particulièrement en Californie de *Chinese for Affirmative Action* (CAA) en 1973 et de l'*Asian Pacific Policy and Planning Council* dès 1975 (A3PCON, 2002). Ces organisations nationales sans but lucratif et non partisans cherchent essentiellement une meilleure intégration et une plus grande participation des Chinois dans la société d'accueil. En plus de chercher à maintenir leur héritage culturel, ces organisations visent l'élimination de différentes formes de discrimination sociale ainsi que d'une meilleure égalité dans les conditions d'opportunités des Chinois aux États-Unis par rapport aux autres ethnies (OCA, «OCA Mission Statement», 2002; Skeldon, 1994, pp.249-250). CAA et A3PCON constituent des organisations dirigées par des Chinois qui cherchent, au milieu des années 1970, des solutions concrètes à des problèmes d'intégration sérieux, s'appliquant à l'ensemble des membres de leur communauté. En ce sens, ces organisations ont été les premières associations chinoises locales à avoir des impacts concrets et positifs sur le développement de la communauté chinoise de Californie en général (A3PCON, «A3PCON History and Timeline», 2002).⁶³ En représentant ainsi les préoccupations des Chinois américains, du moins de certains groupes sociaux, ces associations locales se sont constituées, au cours des années 1980, comme des forces sociales de mieux et mieux organisées. Ainsi, leur

p.78). Nous remarquons, en ce sens, que différents liens transnationaux, en matière de commerce international, se construisent et se développent au cours des années 1970 à partir de la communauté chinoise de Californie (Zhou et Tseng, 2001, p.147).

⁶³ CAA a ainsi développé à la fin des années 1970 une série de programmes pour assurer l'éducation ainsi que de l'assistance en recherche d'emploi. A3PCON, quant à elle, est une association dont les activités ont permis l'extension plus formelle du bilinguisme au sein de la communauté ainsi que le développement de programmes d'assistance financière pour les Chinois atteints de maladies graves. (CAA, 2002; A3PCON, «A3PCON : History and Timeline», 2002).

représentation politique deviendra de plus en plus importante, surtout au cours des années 1990, lorsqu'elles réussissent concrètement à influencer des décisions municipales ainsi que celles de commissions scolaires (A3PCON, «A3PCON History and Timeline», 2002; CAA, 2002; Skeldon, 1994, pp,249-250).

Tandis que les préoccupations humanitaires ne dépassent pas vraiment les frontières nationales avant la période étudiée, notons que la communauté chinoise de Californie restait largement centrée sur l'organisation de ses propres services ainsi que la nécessité de structurer ses relations avec la société d'accueil. Ce sont à travers les *chinatowns* que sont organisés la majorité des services communautaires disponibles aux membres de la communauté, notamment pour les plus démunis et les nouveaux immigrants, mais il semble difficile d'observer des liens associatifs concrets entre les *chinatowns* de différents États.⁶⁴ Malgré les activités communautaires des *chinatowns*, il est important de souligner que ceux-ci ont tendance à avoir un statut de moins en moins important pour la communauté chinoise de Californie, car les nouveaux immigrants sont plus aisés et ils délaissent les grandes villes pour s'installer dans les banlieues, où émergeront de nouvelles formes d'activités communautaires locales, distinctes de celles de *chinatowns* urbains (Skeldon, 1994, p.82; Fong, 1994, pp.25-28). En bref, nous pouvons affirmer que ces flux récents et abondants de migrants de couches sociales plus élevées laissent présager un potentiel énorme pour le développement d'activités transnationales, alors qu'ils commencent, au

⁶⁴ Les *chinatowns* constituent, en effet, le centre d'activités communautaire par excellence pour toutes communautés chinoises en Californie. En plus de pouvoir trouver des biens et des marchandises telles que disponibles en RPC ou à Taïwan et ce, dans leur langue maternelle, les Chinois y retrouvent des centres d'activités pour tous les âges, comme des clubs de danse, ainsi que des services propres à cette communauté, comme des temples et des médias proprement chinois. Notons, également, qu'on y retrouve des centres d'entraide communautaire, au niveau de l'apprentissage de l'anglais ou de gardiennage par exemple. Or, ces *chinatowns* ne sont pas très liés entre eux au-delà des liens économiques formés (Gudykunst, 2001, pp.61-62).

cours des années 1970, à maintenir des liens sociaux transnationaux, quoiqu'essentiellement économiques.

Examen des formes de transnationalité utilisées depuis 1978

Soulignons, maintenant, qu'au même titre que les politiques d'immigration américaines des années 1960, les nouvelles politiques chinoises de reconnaissance envers sa diaspora créèrent de nouvelles opportunités pour l'utilisation d'espaces sociaux transnationaux par la communauté chinoise californienne, si ce n'est qu'elles permirent une augmentation ainsi qu'une intensification des flux migratoires et des relations sociales significatives maintenues. Comme nous le présente le troisième tableau, ces opportunités se concrétisent à travers différentes formes de transnationalité que nous avons répertoriées et dont leur utilisation par les membres de la communauté doit se comprendre, en partie, à travers la réalité sociale du contexte d'accueil. En ce sens, notons que le développement des activités transnationales de cette communauté, notamment au niveau humanitaire, se fait en parallèle à plusieurs luttes sociales dans le contexte d'accueil, qui se résoudreont à l'aube des années 1990.⁶⁵

Formes économiques

Nous remarquons, dans un premier temps, que les nombreux investissements transnationaux en provenance de Chinois d'Asie de l'Est et du sud-est se concrétisent par

⁶⁵ En effet, les années 1980 sont caractérisées par plusieurs débats sur la scène publique entre la communauté chinoise et les autres membres de race blanche. Il existe, par exemple, plusieurs débats au conseil municipal de Monterey Park en 1986 et 1987 quant à l'usage de l'anglais et du mandarin dans la communauté. Or, à partir de 1990, ces disputes seront largement réglées, notamment avec l'élection de membres de la communauté chinoise au sein du conseil municipal (Waldinger et Tseng, 1992, pp.108-110; Tseng, 1994, pp.183-186).

des activités économiques plus visibles de la part de firmes multinationales chinoises de Californie, notamment par l'achat de biens immobiliers.⁶⁶ Tandis que les investissements provenant de Hong Kong et se réalisant dans l'État de Californie pour la période de 1974 à 1988 se chiffrent au-delà de 1,2 milliards de dollars américains, notons par exemple que le capital transnational chinois dans le *chinatown* de San Francisco se retrouve, au début des années 1990, dans les activités de 18 banques et caisses d'épargne, de différentes

Tableau 3 : Formes de transnationalité actives au sein de la communauté chinoise de Californie depuis 1978*

<u>Forme de transnationalité économique</u>	<u>Forme de transnationalité humanitaire</u>	<u>Forme de transnationalité communautaire</u>
<ul style="list-style-type: none"> -The United States-China Business Council (dont le U.S. – China Legal Cooperation Fund) -Hong Kong Economic and Trade Office in San Francisco -Chamber of Commerce of Alhambra -Chamber of Commerce of Monterey Park -Chinese Chamber of Commerce of Los Angeles -Chinese Information and Networking Association -Organization of Chinese Entrepreneurial Advisory Networks -Monte Jade Science and Technology Association -Chinese American Aerospace Engineers Association -NBI Chinese American Computer Conference -Chinese Computer Industry Association -Chinese Enterprise Association 	<ul style="list-style-type: none"> -World Huaren Federation -Silicon Valley for Democracy in China -Chinese Democratic Education Foundation -Alliance for Preserving the Truth of Sino-Japanese War -China Foundation -Tiananmen Generation Association -Federation of Overseas Democracy Chinese Movement -Bay Area China Flood Relief Committee -AnnHua Rainbow Project (initié par le Chinese School Association aux États-Unis) -Association of Chinese Students and Scholars at Stanford -North American Chinese Educational Foundation -Ciji Gongdehui -Falun Dafa -Friends of Falun Gong – USA 	<ul style="list-style-type: none"> -Overseas Chinese Student Association (situé à l'université d'État de Californie à Los Angeles) -Hong Kong Association of Southern California -Chinese Consolidated Benevolent Association (connu aussi sous le nom de The Six Companies) -Families with Children from China (situé à San Diego) -HuayiNet.org -Foguanshan -CNetwork -First Cantonese World Convention -American Chinese Zhi-Qing Association -Guangzhou Alumni Association (situé à Los Angeles) -Hong Kong Schools Alumni Federation

⁶⁶ Que ce soit le *Flair Business Park* à El Monte, le *Temple City Square* ou le *China Basin Building* acheté par Li Ka-Shing, nous pouvons observer un phénomène particulier à cette communauté à la fin des années 1980, soit de regrouper les activités économiques chinoises dans les mêmes endroits physiques et dans des endroits reconnus pour être des centres économiques importants dans la société d'accueil (Tseng, 1994, p.182; Lin, 1992, p.84).

-Silicon Valley Chinese Engineer Association -Silicon Valley Chinese Overseas Business Association -e-China Forum 2001 Silicon Valley -China Basin Building (Li Ka-Shing)** -Temple City Square -Flair Business Park (situé à El Monte) -Four Seas Corporation -Hong Kong and Shanghai Banking Corporation -e21corp -MeetChina.com -Ezonics -Ma Laboratories		
---	--	--

* : Nous avons décidé de présenter les formes de transnationalité dans leur version anglaise, car il s'agit de la langue dans laquelle ces formes de transnationalité ont été retrouvées et nous n'avons pas voulu enlever la signification de ces formes de transnationalité ou tout simplement traduire les noms de compagnies.

** : Nous pouvons retrouver, entre parenthèses, le nom du chef de l'entreprise nommée, associée aux activités transnationales de la communauté chinoise de Californie.

-- Ces données ont été compilées par l'auteur de cette recherche, via les sources placées en bibliographie.

corporations possédant des immeubles ainsi que de chaînes hôtelières (Lin, 1992, pp.82-84).⁶⁷ Nous devons, alors, souligner l'absence, comparativement aux activités économiques de la communauté chinoise de Malaisie, de grandes firmes multinationales chinoises, dont les activités émergent plus tôt au courant du XXe siècle.⁶⁸

⁶⁷ Ainsi, nous devons souligner l'ampleur que prennent les nombreuses banques chinoises en Californie, telle que la *Hong Kong and Shanghai Banking Corporation* ainsi que les différents bureaux de la *Overseas Chinese Banking Corporation*. Notons, par exemple, que dans les limites de Monterey Park, on compte, à la fin des années 1980, quelques 38 banques de taille modeste pour la plupart, disposant en tout de 1,5 milliards de dollars américains en avoirs (Lin, 1992, pp.82-85).

⁶⁸ En effet, la majorité de ce type de multinationales dont les activités sont répertoriées en Californie, sont des firmes chinoises étrangères qui étendent leurs activités en Californie, telles que le *Four Seas Corporation*, une société contrôlée par Supasit Mahagana, un Chinois thaïlandais, ou les activités de Li Ka-Shing, le milliardaire de Hong Kong habitant Vancouver (Lin, 1992, p.84).

Cependant, il existe, depuis les années 1980, plusieurs firmes multinationales chinoises de Californie dans le domaine de la haute-technologie qui se sont particulièrement intéressées, au cours des années 1990, aux marchés de la RPC.⁶⁹ Mentionnons, par exemple, les activités de e21corp, une firme multinationale de Silicon Valley fondée par Joseph Sun en 1989 et spécialisée dans le domaine de la publicité, du développement médiatique électronique et des relations publiques pour les industries de haute-technologie (e21corp (a), 2000, et (b), 2001). Centrée sur l'ouverture de la RPC, e21corp est l'instigatrice d'un forum international reliant les entreprises du e-commerce de Silicon Valley aux marchés chinois (e21corp (a), 2000, et (b), 2001). Bien que ses réseaux sont récents, cette firme a développé un ensemble de réseaux transnationaux intra-firmes et inter-firmes qui assurent son succès.⁷⁰ En ce sens, son mode de distribution sociale est purement contractuel et la logique d'appartenance qu'elle peut développer, bien qu'utilisant ses affinités chinoises pour avoir accès aux marchés chinois, ne dépasse pas les termes de contrats et la recherche de profit (e21corp (a), 2000, et (c), 2003).

Dans cette optique, nous pouvons identifier l'activité importante de plusieurs petites et moyennes entreprises appartenant à des Chinois vivant en Californie, via la prolifération d'organisations privées centrées sur le développement du réseautage local et transnational. Ces associations professionnelles, comme l'*Organization of Chinese Entrepreneurial*

⁶⁹ Or, notons que la part de capital transnational des firmes multinationales importantes ainsi que celle des Chinois des couches sociales plus riches sont parfois sur-représentées par rapport aux activités économiques transnationales de plusieurs couches sociales moins privilégiées et notamment en raison du fait que leurs activités ne sont pas nécessairement déclarées, voire passent inaperçues aux yeux de plusieurs chercheurs.

⁷⁰ Contrairement aux firmes malaises, ces réseaux impliquent un échange de biens, capital et personnel entre différentes entreprises multinationales, chinoises ou non. Notons, entre autres, que l'ensemble des dirigeants de cette entreprise proviennent de firmes multinationales reconnues, comme Digital et Mitsubishi. De plus, ils possèdent tous soit des expériences directes à Taiwan ou en Californie, étant de plus d'origine ethnique chinoise (e21corp (c), 2003).

Advisory Network (OCEAN) et la *Monte Jade Science and Technology Association* sont des formes de transnationalité économiques associatives dont le but premier est très clair : assurer une meilleure coopération entre les entreprises chinoises, pour développer de meilleures opportunités transnationales et pour qu'en bénéficient les entreprises chinoises de Californie. OCEAN, par exemple, est une organisation sans but lucratif servant de groupe consultant pour les entreprises du domaine de la haute-technologie à Los Angeles.⁷¹ Ainsi, cette organisation facilite les investissements transnationaux et le réseautage inter-firmes en se servant des réseaux transnationaux sociaux existants, notamment au niveau des fédérations étudiantes ainsi que des anciens collègues de travail (Zhou et Tseng, 2001, p.145). La *Monte Jade Science and Technology Association*, créée en 1990 par des Taïwanais cherchant une plus grande coopération entre Taïwan et Silicon Valley en matière de haute-technologie, fonctionne également par réseautage, mais plus directement en maintenant en contact régulier ses membres lors de conférences, de séminaires de perfectionnement, d'événements sociaux familiaux ainsi que de repas mensuels (Saxenian et Edulbham, 1998, p.45). Il est essentiel de noter, alors, que le mode de distribution sociale possède peu d'impacts mesurables concrètement, comme des flux transnationaux d'argent, car ce type d'organisation cherche avant tout à établir des contacts pouvant entraîner la signature éventuelle de contrats ou d'ententes de coopération et, par le fait même, de réseaux transnationaux plus concrets.⁷² Enfin, nous devons souligner que la logique d'appartenance est essentiellement fondée sur des liens professionnels, impliquant

⁷¹ À travers un examen des flux migratoires, OCEAN a déterminé que la majorité des Taïwanais impliqués dans le secteur privé en Californie (dans le district de Los Angeles) sont des scientifiques, professionnels et ingénieurs (Zhou et Tseng, 2001, p.145).

⁷² Notons, néanmoins, qu'au-delà des rencontres informelles servant de canal de mobilité privilégié, ces organisations tiennent également des conférences plus formelles, où participent plusieurs personnalités de firmes multinationales (Zhou et Tseng, 2001, p.145).

d'anciens collègues de travail ainsi que d'anciens collègues de classe et ce, bien que ce type d'organisation peut provoquer le développement de différents liens sociaux transnationaux plus profonds.⁷³

À l'instar de l'ACCCIM, il est également possible d'associer l'activité des chambres de commerces municipales de Californie à des formes de transnationalité économiques utilisées par la communauté chinoise californienne. Les chambres de commerce des municipalités de Monterey Park et Alhambra possèdent, par exemple, des commissions de commerce extérieur, assurant la participation de différentes entreprises chinoises étrangères ainsi que d'investisseurs chinois étrangers dans l'économie de leur municipalité (Tseng, 1994, p.182). Contrairement à l'ACCCIM néanmoins, ces chambres de commerce cherchent le développement économique durable de leur municipalité, en utilisant l'ensemble de leurs ressources, que ce soit le capital chinois local, le capital chinois transnational ou le capital d'autres citoyens.⁷⁴ Ainsi, ces chambres de commerce constituent des formes de transnationalité économiques incitatives, car elles utilisent l'espace transnational afin de rejoindre des entrepreneurs chinois et de ce fait, atteindre leur propre agenda. À un autre niveau maintenant, nous pouvons considérer les activités du *US*

⁷³ En ce sens, il est intéressant de souligner comment le *Monte Jade Association* cherche à maintenir et à intensifier la logique d'appartenance. En admettant des membres dans les universités américaines avant qu'ils retournent travailler à Taïwan ainsi qu'avec la remise annuelle de prix parmi leurs membres, ils contribuent au maintien d'un sentiment d'appartenance sur une base régulière. Mentionnons, par exemple, la publication chaque mois du *Monte Jade Monthly Newspaper* et sa distribution à Silicon Valley ainsi que dans le parc industriel Hsinchu à l'extérieur de Taipei, où sont réunis plus de deux cents membres de cette association californienne (Saxenian et Edulbahram, 1998, pp.45-46).

⁷⁴ Ces chambres de commerce utiliseront même leurs contacts afin de promouvoir leur ville à l'étranger, cherchant à inciter certains types spécifiques de Chinois, tels que des professionnels (Tseng, 1994, p.182). Notons, par exemple, que ces chambres de commerce municipales possèdent un second volet à leurs activités qui dépassent grandement les investissements étrangers, en cherchant à inciter la coopération entre les firmes américaines et les firmes chinoises, préférablement si cette coopération possède des impacts directs au sein de la municipalité.

– *China Legal Cooperation Fund*, une branche du *United States – China Business Council*, comme une organisation servant également à développer des ponts transnationaux pour la communauté chinoise californienne, sans que ce soit ses aspirations premières. Le *US – China Legal Cooperation Fund* est en effet un programme fondé en 1998, à la suite des ententes de 1997 entre les présidents américain et chinois, et il vise à instaurer des projets américains en RPC, servant à l’insertion de la RPC dans l’ordre économique mondial actuel (US – China Legal Cooperation Fund, 2002).⁷⁵ En ce sens, le *US – China Legal Cooperation Fund* constitue une forme de transnationalité économique incitative, car il utilise les canaux légaux pour augmenter la mobilité des capitaux et faciliter le commerce entre la RPC et les États-Unis, à l’instar des ententes politiques conclues entre ces États (US – China Legal Cooperation Fund). Il va sans dire, alors, que le mode de distribution sociale, tout comme la logique d’appartenance, dégagés des activités transnationales de ce type de forum, ne sont pas mesurables concrètement et directement, car il agit, par son rôle de normalisateur légal, sur les conditions permettant l’essor d’activités économiques transnationales de la communauté chinoise de Californie, si ce n’est qu’en préparant le terrain à la libre-entreprise par la réduction des contraintes politiques sur les marchés.

Formes humanitaires

Au-delà de ces formes de transnationalité économiques, nous pouvons observer que la communauté chinoise de Californie développe, au cours des années 1980, plusieurs

⁷⁵ En offrant des bourses d’aide allant de 2000 dollars à 25 000 dollars américains jusqu’à concurrence de 20% du projet proposé, ce fond de coopération cherche à normaliser les sphères légales de la RPC en fonction de l’environnement économique international dicté par l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC) notamment en permettant la création de projets dans les domaines des droits humains, de l’aide légale aux plus démunis ainsi que la formation de juges et d’avocats dans le cadre des nouvelles règles internationales de l’OMC (US – China Legal Cooperation Fund, 2002).

projets ainsi qu'organisations sans but lucratif, voués à la promotion de certaines valeurs universelles et en réaction à certaines injustices sociales touchant différents groupes de l'ensemble des populations chinoises. Les activités de *Silicon Valley for Democracy in China* (SVDC) et *World Huaren Federation* présentent ces caractéristiques, que nous associons plus directement à des formes de transnationalité humanitaires. Dans un premier temps, nous pouvons dire que l'organisation SVDC, créée en 1989 à la suite de l'incident de Tian'anmen, cherche à promouvoir la démocratie ainsi que la protection des droits humains en RPC, via la conscientisation des populations civiles ainsi que de projets d'aide organisés à partir de la Californie (*Silicon Valley for Democracy in China*, 2002).⁷⁶ SVDC utilise plusieurs canaux de mobilité de nature différente pour rejoindre l'opinion publique, les dirigeants politiques ainsi que pour participer financièrement aux campagnes promulguées.⁷⁷ Il va sans dire, alors, que les actions de SVDC dépassent la question des prisonniers politiques en RPC pour s'étendre à d'autres pays de l'Asie du sud-est, telle que l'Indonésie, et à d'autres causes, comme l'aide financière qu'elle a apportée suite aux inondations en RPC en 1998 (SVDC, 2002). En ce sens, il est intéressant de noter que ce

⁷⁶ En identifiant une liste des prisonniers politiques et en surveillant les conditions de leur emprisonnement, SVDC utilise différents canaux pour éduquer et promouvoir les valeurs démocratiques au sein de la population de la RPC, ainsi que pour aider les dissidents en RPC. En effet, SVDC aide plus particulièrement les dissidents politiques par un support financier et légal, ainsi qu'en offrant les fonds nécessaires pour que ceux-ci s'installent aux États-Unis et reçoivent une attention médiatique particulière. Le meilleur exemple reste Harry Wu, un activiste universitaire chinois emprisonné à l'été 1995 en RPC qui utilisa les services de SVDC pour s'installer aux États-Unis ainsi que pour partager ses idées et son expérience (SVDC, «Recent Projects and Past Achievements», 2002).

⁷⁷ Afin d'atteindre les dirigeants politiques ainsi que l'opinion publique, SVDC utilisera, entre autres, les institutions politiques américaines, la Commission des Nations Unies pour les droits humains, l'Union Européenne et ce, en plus des médias. De plus, pour rejoindre et mobiliser plus directement les populations chinoises, SVDC possède différentes alliances avec d'autres d'organisations privées propres aux Chinois vivant à l'étranger, comme le *Federation of Overseas Democracy Chinese Movement*, *Tiananmen Generation Association* et le journal new yorkais *Beijing Spring Magazine*. Pour envoyer de l'aide financière et légale aux dissidents politiques emprisonnés et à leur famille, enfin, SVDC possède des campagnes de financement, avec une vente annuelle de cartes de Noël entre autres, lui permettant de soutenir ces activités transnationales, des revendications aux manifestations (SVDC, 2002).

genre de dédoublement et de chevauchement de mandats est caractéristique des organisations à vocation humanitaire de cette communauté.

Une des plus importantes en Californie est, sans nul doute, la *World Huaren Federation* qui, créée à San Francisco vers la fin des années 1990, vise la protection des communautés chinoises et des droits humains de leurs membres à l'échelle mondiale. Formée en réaction à la montée de l'extrême-droite en Asie et au retour de sentiments xénophobes contre les populations chinoises, notamment en Australie, au Japon et en Indonésie, *World Huaren Federation* a regroupé différentes associations à vocation humanitaire, afin d'organiser le support accordé aux membres et aux communautés de la diaspora chinoise, que ce soit par un réseau d'échanges via internet ou des actions plus concrètes auprès d'instances gouvernementales comme celles des États-Unis (*World Huaren Federation*, 2002; Paris, 1998). Comme nous pouvons alors le comprendre, ces organisations à vocation humanitaire cherchent une justice sociale plus importante pour les populations chinoises de la planète et ce, en réaction à différents événements précis. Il va sans dire, alors, que le mode de distribution sociale est constitué de deux parties. D'une part, un transfert de ressources, notamment de capital, est effectué vers les populations touchées. D'autre part, différents forums de débats sont formés, permettant l'échange d'information et la mobilisation de la communauté envers ces enjeux. Ainsi, les réseaux formés, à partir de la communauté chinoise de Californie, utilisent tous les canaux de mobilité utiles, publics ou privés, non spécifiques aux populations chinoises. En ce sens, la logique d'appartenance fait appel, dans certains cas, à l'origine ethnique des Chinois ainsi qu'à leur histoire propre, mais elle s'attache, de manière plus générale, à des valeurs

cosmopolites, que nous ne retrouvons pas au sein des communautés chinoises d'Asie du sud-est (Skeldon, 1994, p.82).

Dans cette optique, nous pouvons aussi retracer les activités transnationales de *Ciji Gongdehui* et du *Falun Dafa* au sein de la communauté chinoise californienne. Également centrées sur des valeurs universelles, ces associations chinoises bouddhistes se sont développées au sein de cette communauté au début des années 1990 et ont construit une logique d'appartenance qui permet aux membres des associations nationales de se positionner au sein de la vision bouddhiste universelle, en priorisant au niveau local les activités humanitaires à déployer (Nagata, 1999, pp.241-244). D'une part, la communauté chinoise californienne a reçu, par l'entremise des structures internationales de ces associations religieuses, une aide importante pour améliorer les conditions de vie au niveau local, notamment via la création, par le *Ciji Gongdehui*, de cliniques médicales gratuites, d'écoles pour les plus démunis ainsi qu'une clinique spécialisée sur les transplantations et les donneurs de sang (Huang, 2001, pp.65, 279-280). D'autre part, la communauté chinoise californienne a largement contribué financièrement et en termes de bénévoles, via ses associations religieuses, pour venir en aide aux populations dans le besoin et ce, à travers la planète (Huang, 2001, pp.279-281). Notons, par exemple, l'aide apportée au projet *China Project Hope*, un projet d'aide à l'éducation pour les populations de la RPC, ainsi que celle apportée aux populations taïwanaises victimes de tremblements de terre en 1999 (Tzu Chi Foundation (a) et (b)). En ce sens, ces formes de transnationalité semblent mobiliser énormément de ressources pour le transfert d'aide à des populations diverses. Ce faisant, elles utilisent, au-delà de leurs propres réseaux transnationaux (comme des chaînes de

télévision et des magazines leur appartenant), des canaux de mobilité plus officiels, telles que les ONGI (Tzu Chi Foundation (a) et (b)). À cet effet, notons comment le *Falun Dafa*, notamment via les activités du *Friends of Falun Gong – USA*, utilise tout autant de nombreuses ONGI reconnues, comme *Physicians for Human Rights* et *World Organization Against Torture*, que des pressions auprès de divers gouvernements, afin de venir en aide à ses membres persécutés en RPC (*Friends of Falun Gong – USA*; *Falun Dafa Information Center*).

Il existe, néanmoins, certaines organisations propres à la communauté chinoise de Californie, qui dérivent d'un projet à vocation humanitaire beaucoup plus restreint. En ce sens, le *North American Chinese Educational Foundation* (NACEF) a été fondé pour étendre en Amérique du Nord le projet humanitaire *China Project Hope*.⁷⁸ Ce projet humanitaire a pour but de créer les conditions permettant l'éducation de base aux jeunes chinois en RPC (CYDF).⁷⁹ Il faut mentionner que les activités de NACEF, et même celles du *China Project Hope*, dépassent l'aide accordée en matière d'éducation aux populations de la RPC. Cependant, NACEF supporte, au sein de la communauté chinoise californienne, le *China Project Hope* et ce, en fonction de ce type précis d'aide.⁸⁰ Il s'agit d'un

⁷⁸ Plus particulièrement, NACEF découle de l'implantation par l'*Association of Chinese Students and Scholars at Stanford* en 1998 du *China Project Hope* en Amérique du Nord, par la mobilisation de la communauté chinoise universitaire américaine (NACEF, « NACEF Endorse China Project Hope », « NACEF Profile»). Ce programme a, quant à lui, été créé par le *Chinese Youth Development Foundation* (CYDF), membre des fondations publiques *International Youth Foundation* en RPC en 1989 (CYDF, 2002).

⁷⁹ Les levées de fonds de 1998 et 1999 ont permis à plus de deux millions de jeunes chinois de retourner à l'école primaire. Ils ont aussi assuré la construction de plus de 7000 écoles de l'espoir entre 1998 et 1999 ainsi que l'envoi régulier de matériel scolaire et d'aide aux plus pauvres en matière d'éducation (NACEF, « NACEF Endorse China Hope Project », 2002).

⁸⁰ De manière secondaire, NACEF assure également la tenue de programmes d'échanges étudiants et d'échanges à vocation culturelle, tout en facilitant le développement de bourses par les multinationales américaines vouées aux Chinois de la RPC (NACEF, « Recent Achievements of NACEF », « International Student Exchange Program », 2002).

programme d'aide humanitaire supporté par plusieurs ONGI ainsi que par le secteur privé.⁸¹ Alors, on perçoit que la participation de la communauté chinoise de Californie à un projet transnational d'aide humanitaire déjà existant constitue également une forme de transnationalité humanitaire possible et effective, reliant cette communauté à la diaspora chinoise via l'utilisation d'une logique d'appartenance faisant appel aux origines ethniques communes ainsi qu'à des valeurs cosmopolites en général. Dans le cas présent, le mode de distribution sociale est essentiellement un transfert de capitaux, mais les activités de NACEF dépassent ce transfert et permettent d'élargir le mode de distribution sociale ainsi que d'approfondir la logique d'appartenance, par la formation de réseaux sociaux plus durables.

Formes communautaires

De plus, nous avons regroupé également différentes formes de transnationalité communautaires qui relient la communauté chinoise californienne à la diaspora chinoise et ce, de manière différente que la communauté chinoise malaise, où l'activité communautaire est essentiellement centrée sur *l'internationalisation des shetuans*. Bien que la communauté chinoise de Californie a reçu la *First Cantonese World Convention* à Los

⁸¹ Notons, par exemple, l'implication de Motorola ainsi que de Coca-Cola dans ce programme. Motorola, entre autres, participe à *China Project Hope* depuis 1994 et a offert, à lui seul, une assistance financière complète pour plus de 9000 jeunes chinois, a construit 40 écoles primaires, a formé plus de 500 instituteurs et a créé plus de 30 librairies de l'espoir. Coca-Cola, dans la même optique, a donné depuis 1993 plus de deux millions de dollars américains pour la construction de 50 écoles primaires ainsi que pour l'approvisionnement de quelques 100 librairies de l'espoir en matériel. Notons, de plus, que l'ouverture officielle des levées de fonds aux États-Unis concordent avec une augmentation du partenariat de Coca-Cola avec ce programme, notamment à la suite de la reconnaissance par la première dame américaine de leur support (Motorola, 2002; Coca-Cola China Ltd, 1999).

Angeles en 1993⁸², la majorité des associations chinoises à vocation communautaire répertoriées en Californie, à l'exception de *Foguangshan*, sont des associations dont la nature et le succès des activités locales les ont amenées à s'étendre dans des espaces sociaux transnationaux, comme ce fut le cas pour la *Overseas Chinese Student Association of California State University of LA* (OCSA) et *CNetwork* (Liu, p.586). Notons, dans un premier temps, que OCSA est une association créée au courant des années 1990 pour les étudiants d'origine chinoise admis à l'Université d'État de Californie à Los Angeles. Tandis que les activités de base sont essentiellement des activités sociales ainsi que des échanges entre étudiants pour aider la réussite scolaire, cette association s'inscrit dans des flux migratoires réguliers d'étudiants, car le bassin de nouveaux membres est de plus en plus constitué de Chinois vivant à l'extérieur des États-Unis (OCSA, 2002).⁸³. Dès lors, elle a développé graduellement des activités transnationales via internet, pour entrer en communication avec les futurs admis, notamment pour préparer leur arrivée, et pour garder contact avec les étudiants retournés (OCSA, 2002).⁸⁴ En ce sens, les priorités de ce type d'association diffèrent énormément de celles des *conventions de shetuans*, car elles se concentrent sur leur dimension intégrative et ce, sans prendre en compte les divisions

⁸² Il est intéressant de noter que cette première convention pour les associations communautaires cantonaises se tient à Los Angeles, où la langue cantonaise a largement diminué en influence depuis les années 1970 au profit du mandarin (Waldinger et Tseng, 1992, pp.102-103).

⁸³ En effet, il est essentiel de souligner l'importance des flux migratoires d'étudiants chinois provenant de l'Asie et allant étudier en Californie avant de retourner dans leur société d'origine. Notons, par exemple, que 13 000 visas sont accordés aux étudiants en provenance de la RPC chaque année et qu'en raison de la popularité des universités californiennes pour les étudiants étrangers admis aux États-Unis de 1997 à 1998, on peut attribuer au moins 15% de ces étudiants chinois aux universités californiennes (Migration News, 1999). Ainsi, il va sans dire que les activités de OCSA se sont adaptées aux nouveaux membres, impliquant des services gratuits aux aéroports ainsi que leur intégration.

⁸⁴ L'ensemble des activités sociales de l'OCSA démontre qu'elle se concentre sur l'intégration des nouveaux membres à l'environnement universitaire (aide au logement et service d'orientation), à la communauté chinoise californienne (rencontres mensuelles) ainsi qu'au contexte d'accueil plus général (activités sociales ouvertes à tous ainsi que des ateliers de carrières donnés par des anciens membres installés en Californie) (OCSA, 2002).

sociales chinoises classiques.⁸⁵ En effet, l'OCSA n'exclut pas *a priori* certaines populations chinoises sur la base de différences linguistiques ou claniques et elle privilégie, comme langue commune, l'anglais (OCSA, 2002).

Un second exemple important de forme de transnationalité communautaire se retrouve dans les activités de *CNetwork*, une organisation sans but lucratif se disant au service de tous les Chinois vivant à l'étranger, mais dont la majorité des activités se tient à San Francisco (Xie, «CNetwork Weekly Newsletter» du mois de novembre 2002). Afin d'aider au développement de la communauté chinoise de Californie ainsi qu'aux intérêts de ses membres, cette association, formée en 1996 par des professionnels et universitaires, a rapidement transnationalisé ses activités, car ses membres, étant majoritairement nés en Asie, ont utilisé ce forum pour maintenir et intensifier les liens sociaux transnationaux existants (CNetwork, «About CNetwork», 2002). Avec ses 2660 membres en date de novembre 2002, *CNetwork* constitue une association centrale pour les nouveaux migrants, car elle permet de les intégrer à la communauté chinoise californienne, via des activités mensuelles sportives, culturelles et sociales, tout comme elle leur permet de s'identifier à la

⁸⁵ Nous pouvons noter que ces deux types d'organisations ne possèdent pas le même fondement reliant les membres et elles n'impliquent pas un mode de distribution sociale aussi important et aussi bien organisé. En effet, la logique d'appartenance de cette organisation se développe en fonction de l'expérience très particulière d'être un étudiant chinois à l'université d'État de Californie à Los Angeles et, bien que cette association offre des services facilitant l'intégration des nouveaux membres dans le contexte social californien, elle ne supporte pas, comme peut le faire les associations communautaires chinoises, financièrement ses membres, car les préoccupations ne sont pas les mêmes. En effet, un examen des flux d'étudiants chinois en Californie démontre qu'ils ont besoin d'un minimum de 19 000 dollars américains pour compléter un certificat universitaire et que seulement 10% de ces étudiants chinois retournent, immédiatement après être diplômé, dans leur pays d'origine (Migration News, 1999). En ce sens, il va sans dire que ces Chinois font partie des couches sociales assez aisées, réorientant alors les priorités d'activités transnationales de l'association. Notons, également, que cette association ne possède pas de réseaux transnationaux formels, car elle est active dans une communauté locale physiquement déterminée, mais elle devient un catalyseur et un orienteur des flux migratoires existants et ce, bien qu'elle crée elle-même des liens sociaux transnationaux lorsque ses membres retournent dans leur société d'origine et entretiennent des relations sociales transnationales.

diaspora chinoise en s'investissant dans des activités transnationales, telles que l'aide apportée aux victimes des inondations en RPC en 1998 (Xie, «CNetwork Weekly Newsletter» du mois de novembre 2002, «CNetwork Special Announcement», 2002; CNetwork, «China Flood Relief», 2002). Or, il est intéressant de noter que les partenaires transnationaux de cette organisation ne se limitent pas au domaine humanitaire, car elle participe activement au développement d'opportunités économiques pour ses membres.⁸⁶ Alors que la logique d'appartenance dépasse toujours les divisions sociales chinoises classiques pour se concentrer, d'une part, sur l'ethnie chinoise peu importe sa localisation et, d'autre part, sur l'expérience unique d'être un membre de la communauté chinoise californienne, les canaux de mobilité utilisés sont largement locaux, sauf lorsqu'ils recoupent les autres formes de transnationalité répertoriées.⁸⁷ En effet, le mode de distribution sociale est essentiellement limité à la communauté chinoise californienne, car cette organisation utilise le capital, économique ou social, pour subvenir, dans un premier temps, aux besoins et aux intérêts de ses membres et, dans un second temps, à la population chinoise en général, sans perdre de vue les bénéfices que peuvent en retirer ses membres.

⁸⁶ CNetwork possède tout d'abord une série de partenaires dans les domaines humanitaire et communautaire, tels que ACSSS, organisme fondateur de NACEF, ainsi que *Alumni Association of Peking University*. De plus, cette organisation entretient des liens, plus économiques, avec le *Chinese Entrepreneurs Association*. Dès lors, CNetwork incite aussi ses membres intéressés à participer à différentes rencontres dont le but est principalement le réseautage à des fins d'opportunités économiques et commerciales. En effet, cette association participe à l'organisation de rencontres entre les membres de la communauté chinoise californienne et les délégations chinoises en matière de développement de la haute-technologie. Il existe, en ce sens, des séminaires organisés pour les membres en matière de commerce international et d'investissements possibles en RPC, préparant même des délégations au nom des Chinois outre-mer de Silicon Valley en RPC (CNetwork, «China Flood Relief», 2002; Xie, «CNetwork Weekly Newspaper», «CNetwork Special Announcement», 2002).

⁸⁷ En ce sens, une telle organisation à vocation communautaire utilisera l'espace social transnational pour l'aide humanitaire ainsi que les opportunités économiques, sans par exemple fournir une aide transnationale communautaire classique, telle qu'organisée par les *conventions de shetuans*.

Notons, enfin, les activités transnationales communautaires de *Foguangshan* présente en Californie dès 1988. Contrairement aux autres associations chinoises bouddhistes, le chapitre californien de *Foguangshan* n'a pas simplement développé des activités communautaires locales et des pratiques transnationales humanitaires, car nous avons répertorié, sous son égide, un ensemble de pratiques transnationales très différentes. En plus de sa participation dans des camps scout d'une ampleur internationale ainsi que de conférences internationales pour la jeunesse bouddhiste, *Foguangshan* a développé plusieurs canaux de mobilité. Notamment via les activités du temple *Hsi Lai* et de la *Hsi Lai University*, *Foguangshan* a établi des réseaux à long terme et s'incline vers certaines populations, si ce n'est avec les publications des presses universitaires *Hsi Lai* spécialisées dans la traduction en anglais d'ouvrages religieux (*Hsi Lai University*; *Buddha's Light International Association*; Chandler, 2000, p.292). Fondée sur certaines valeurs universelles, la logique d'appartenance est à caractère religieux, voire même ethnique, *Foguangshan* se présentant comme un protecteur de la culture chinoise en Californie (Chandler, 2000, p.313). Au-delà de ses pratiques transnationales humanitaires, *Foguangshan* a développé un mode de distribution sociale qui dépasse néanmoins le simple transfert univoque de ressources pour inclure une circulation transnationale importante.⁸⁸

⁸⁸ Bien qu'il s'agit d'une association religieuse bouddhiste que nous avons associé aux formes de transnationalité humanitaires dans le cas de la communauté chinoise de Malaisie, nous avons retrouvé une implication directe du chapitre de Californie dans des activités transnationales dépassant l'aide humanitaire et ce, depuis son installation à la fin des années 1980. Ce faisant, le chapitre de Californie a dépassé le cadre des activités transnationales humanitaires, en utilisant les réseaux transnationaux propres à *Foguangshan* pour aider sa communauté. Notons, en effet, que le temple *Hsi Lai* reçoit plusieurs donations en provenance de Taïwan et qu'il existe différents regroupements internationaux, comme la tenue de la *International Monastic Conference* en 1993, qui permettent aux membres de créer des liens de différent ordre, notamment en termes d'opportunités économiques. De plus, le chapitre local de *Foguangshan* a développé des liens importants avec les chambres de commerce locales et se retrouve au centre de rapports transnationaux importants entre Taïwan et les hautes sphères politiques américaines. Enfin, notons que le système financier développé au sein de *Foguangshan* est basé sur des comptes bancaires monastiques individuels, ce qui a le profil de pratiques transnationales communautaires (Chandler, 2000, pp.321-334; Chandler, 1999, pp.36-42, 48-50).

Entre le global et le local : Inscrire les formes de transnationalité au sein de la diaspora chinoise

L'ensemble des formes de transnationalité répertoriées pour chacune des communautés chinoises examinées nous permet, sans aucun doute, d'observer la complexité ainsi que l'étendue des réseaux transnationaux qui se rattachent à la diaspora chinoise. Néanmoins, il devient très ardu de dégager, de cette recherche empirique, une idée plus générale de ce que constitue la diaspora chinoise. Dès lors, nous trouvons essentiel de replacer notre étude des formes de transnationalité répertoriées dans une discussion plus précise sur la structure parallèle de pouvoir construite dans chaque communauté. À l'aide d'un bref examen des formes de transnationalité plus globales et plus larges également présentes dans chaque communauté, nous chercherons donc à établir quelques caractéristiques propres aux structures parallèles de pouvoir étudiées, afin d'en déduire un portrait plus juste de ce que constitue la diaspora chinoise pour ces communautés.

Saisir ce que constitue la diaspora chinoise pour les communautés choisies

Il est donc essentiel de s'en remettre à l'évolution des activités transnationales des communautés choisies, afin de comprendre le signification de la diaspora chinoise pour chacune d'entre elles. En mettant en perspective les transformations que nous avons perçues depuis 1978 au niveau des formes de transnationalité employées ainsi que celles que nous observerons maintenant à l'aide d'un examen des formes de transnationalité plus globales et plus larges également utilisées au sein de chaque communauté choisie, nous tenterons de comprendre comment l'ensemble de celles-ci aident à construire ainsi qu'à supporter l'évolution d'une structure parallèle de pouvoir propre à chaque communauté.

En effet, il nous semble essentiel d'observer, bien que brièvement, comment certaines formes de transnationalité plus larges s'incorporent aux activités transnationales de chaque communauté, non pas pour nous permettre d'expliquer le recours à la transnationalité, mais plutôt pour nous aider à aborder différentes facettes des structures parallèles de pouvoir existantes ainsi que pour observer certaines transformations au sein de celles-ci.

En ce sens, nous explorerons rapidement l'utilisation faites par les communautés choisies de formes de transnationalité qui n'ont pas été initiées au sein de ladite communauté et qui ne constituent pas nécessairement des réseaux exclusifs à la diaspora chinoise et/ou aux communautés choisies. En tant que formes de transnationalité plus larges et plus globales, nous avons identifié, dans un premier temps, des organisations non-gouvernementales privées développées au sein de certaines communautés chinoises et qui possèdent des vocations très précises, recherchant une plus grande influence ainsi que de meilleures opportunités pour leurs membres dans l'extension mondiale de leurs activités. Que ce soit les *conventions de shetuans* telles que précédemment examinées ou des réseaux privés d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs, ces organisations à vocation mondiale sont formées au sein de la diaspora chinoise et se distinguent, d'une part, d'organisations gérées par les sociétés d'origine pour avoir accès aux ressources des membres de leur diaspora et, d'autre part, d'organisations internationales privées ou publiques, à vocation régionale ou universelle, qui dépassent les activités des populations chinoises, mais auxquelles celles-ci peuvent participer. Dans cette dernière catégorie, nous retrouvons par exemple les activités d'organisations inter-gouvernementales comme l'ANASE et l'*Asia – Pacific Economic*

Cooperation (APEC), mais également celles d'ONGI comme *Amnesty International* et *World Wide Fund for Nature*.

Le signification de la diaspora chinoise pour la communauté de Malaisie

En dressant un portrait général du recours à la transnationalité que représente la diaspora chinoise depuis 1978 pour la communauté chinoise de Malaisie, nous pouvons, en effet, observer des transformations dans l'expérience transnationale et ce, notamment en regardant dans quelles formes de transnationalité plus globales cette communauté a participé récemment, ce qui est présenté au quatrième tableau.

Les fondements économiques de la structure parallèle de pouvoir

Notons, dans un premier temps, que le recours à la transnationalité, pour les membres de la communauté chinoise de Malaisie, dépasse grandement la période étudiée, car cette communauté a développé une appartenance à la diaspora chinoise fondée sur une

Tableau 4 : La communauté chinoise de Malaisie et les réseaux plus globaux*

<u>Forme de transnationalité économique</u>	<u>Forme de transnationalité humanitaire</u>	<u>Forme de transnationalité communautaire</u>
<ul style="list-style-type: none"> -California-Asia Business Council -Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) -Association des Nations d'Asie du sud-est (ANASE) -Triangle de croissance Indonésie – Malaisie – Thaïlande -BIMP – EAGA -Asian Strategy and Leadership Institute -CNUCED et PNUD (dont les ateliers de formation sur nouvelles règles économiques internationales) 	<ul style="list-style-type: none"> -Red Cross Society -World Wide Fund -Amnesty International -Consumers International -International Movement for a Just World -Pesticide Action Network -Sustainable Transport Action Network for Asia and the Pacific (connu sous le nom de Sustran) -Third World Network -Wetlands International -The Afghan Refugee Aid -Foguangshan -Ciji Gongdehui -Falun Dafa 	<ul style="list-style-type: none"> -International Teochew Convention (incluant The International Teochew Youth Convention) -World Anxi Convention -World Guan Clan Association -World Longgang Association -International Federation of Fuqing Clans -International Zhang Clan Associations -International Association of Fuzhou Association (Tiong Hiew King)** -Yongchun World Convention -Fujian World Convention -Cantonese World Convention

-Federation of Industry and Commerce of China -China Council for the Promotion of International Trade -Overseas Chinese Affairs Commission (situé à Taiwan et en RPC) -Hong Kong Development Council -World Chinese Entrepreneurs Convention -World Chinese Business Network -New China Hong Kong Group		-Hainan World Convention -Guangxi World Convention (International Guangxi Corporation)*** -Fengshun World Convention (Fengshun Holdings Company)*** -Hakka International Reunion -Tongan International Association -Overseas Shandong Association -Union of Jinjiang Societies -World Kho Family Association -Language Study Program for Overseas Chinese -China Education Association for International Exchange
---	--	--

- * : Nous avons décidé de présenter les formes de transnationalité dans leur version anglaise, car il s'agit de la langue dans laquelle ces formes de transnationalité ont été retrouvées et nous n'avons pas voulu enlever la signification de ces formes de transnationalité ou tout simplement traduire des noms de compagnies.
- ** : Nous pouvons retrouver, entre parenthèses, le nom d'un chef d'entreprise reconnu au sein de la communauté chinoise de Malaisie.
- *** : Il s'agit du nom des entreprises qui ont été formées par ces conventions de *shetuans* au cours de leur existence.

-- Ces données ont été compilées par l'auteur de cette recherche et leurs sources se retrouvent en bibliographie.

expérience transmigrante régionale bien avant 1978.⁸⁹ En effet, il y eut le développement d'une structure parallèle de pouvoir à cette échelle, inscrivant les activités transnationales de la communauté chinoise de Malaisie dans le contexte plus général des communautés chinoises d'Asie de l'Est et du sud-est. En ce sens, nous pouvons identifier, dans la période examinée, plusieurs activités transnationales qui, au niveau de la diaspora comme expérience transmigrante, démontrent l'organisation régionale de ces activités. Que ce soit à travers l'ensemble des firmes multinationales chinoises de Malaisie ainsi qu'à travers des associations d'entrepreneurs comme l'ACCCIM, la majorité des formes de transnationalité économiques exprime la nécessité de régionaliser les activités économiques et ce,

⁸⁹ Comme le démontre Phuwadol Songprasert, il existe par exemple une structure importante de rapports de force entre le sud de la Thaïlande et la région du Penang en Malaisie grâce à l'activité économique des Chinois du Penang. Ce groupe s'est institué en élite économique et politique de la région depuis plus d'un siècle, en raison de leurs activités commerciales ainsi que de leurs investissements dans le développement minier de la région (Songprasert, 2002, pp.6-8, 16-17).

notamment en réaction à la NPE malaise (McVey, 1992, p.127). Nous pouvons observer, dès lors, la construction de nouvelles firmes multinationales et la réorientation de plusieurs firmes déjà existantes vers un modèle de conglomérat régional, initiant aussi beaucoup plus d'activités à travers des réseaux extérieurs à la diaspora chinoise. Le multinationalisme devient une forme de transnationalité de plus en plus privilégiée par les entrepreneurs chinois de Malaisie, car il leur permet de consolider leur force économique dans un environnement relativement proche et en accord avec les exigences de la NPE. Même les entrepreneurs chinois de petites et moyennes entreprises tenteront de profiter du multinationalisme régional, en créant des coopératives multinationales comme Unico.

De surcroît, il existe une corrélation intéressante entre la situation géographique de l'intensification de ces activités économiques à une échelle régionale au cours des années 1980 et 1990 et la période de croissance économique importante de l'Asie du sud-est.⁹⁰ Bien que cette tendance peut être considérée comme faisant partie d'une tentative générale de renforcer la régionalisation de ces économies en réaction aux *forteresses* européenne et nord-américaine en construction ainsi que d'augmenter leurs chances de profiter au maximum de l'ouverture progressive des marchés de la RPC, soulignons comment la communauté chinoise de Malaisie s'est inscrite sans difficulté dans cette intensification de

⁹⁰ En plus d'un accès privilégié au Japon émergeant à la même époque comme un *leader* économique ainsi qu'à la restructuration économique progressive de la RPC faisant de ce pays la plus importante économie nationale, ces pays à industrialisation récente deviennent des terrains fertiles pour l'investissement étranger, recevant 6,8 milliards de dollars américains entre 1984 et 1985 et près de 23 milliards en 1995. Ces pays à industrialisation récente développent un rôle important dans l'économie internationale, car ils s'ouvrent de plus en plus aux marchés étrangers, si ce n'est que tous ces pays (à l'exception de Singapour) vont au moins doubler leur ratio d'exportations de biens et de services par rapport à leur PNB. En renforçant de plus leur commerce intrarégional, passant de 50,7% de leur commerce total en 1980 à 56% en 1990 et formant par le fait même des marchés plus importants, ces pays à industrialisation récente se présentent comme des économies où les conditions de mise en valeur du capital sont très intéressantes (Bergsten et Noland, 1993, pp.3-5, 18-37, 50-55 ; Houtart, 1998, pp.7-9 ; Acharya et Stubbs, 1995, pp.146-147).

relations transnationales régionales, si ce n'est que les réseaux étaient déjà en place et étaient largement développés (Acharya et Stubbs, 1995, pp.153-155 ; Bergsten et Noland, 1993, pp.3-5). Ainsi, il est important de souligner que la communauté chinoise de Malaisie a réussi à maintenir un statut économique enviable dans la société malaise ainsi qu'un taux d'éducation universitaire élevé, car elle put s'en remettre à des réseaux transnationaux régionaux solides.⁹¹

En raison de la force économique grandissante des entrepreneurs de cette communauté, les formes de transnationalité économiques associatives développent une influence de plus en plus importante au sein de la structure parallèle de pouvoir en place. Cette transformation de la diaspora chinoise en tant qu'expérience transmigrante pour la communauté chinoise de Malaisie se perçoit ainsi à travers la formation et la solidification de groupes de pression transnationaux auprès de différentes instances gouvernementales et de délégations, comme l'ACCCIM. La structure parallèle de pouvoir en place possède donc un poids économique de plus en plus important qui l'amène à développer des liens transnationaux avec certains États, ceux-ci cherchant à profiter économiquement de cette communauté. Différents programmes de la RPC et de Taïwan démontrent implicitement

⁹¹ Malgré la NPE et les politiques discriminantes en matière d'éducation, on remarque en effet que la communauté chinoise de Malaisie a amélioré sa situation économique et sociale entre 1970 et les années 1990. En termes de pauvreté, le gouvernement malais recense que les 26% de la communauté chinoise en 1970 passent à 5,7% en 1990. En termes du pourcentage de capital local appartenant à la communauté chinoise en Malaisie, cette communauté a également amélioré sa situation, dépassant le 27,2% de 1970, pour atteindre 45,5% en 1990 et 37,9% en 1999. Enfin, au niveau des emplois occupés, le gouvernement démontre que les Chinois de Malaisie constituent le groupe ethnique le plus dominant dans les secteurs des ventes et de l'administration, sans oublier qu'en fonction des données de 1998, ses membres constituent 77,9% des comptables malais, 58% des architectes, 51,6% des ingénieurs, 44,8% des dentistes et 42% des avocats, proportions dominant celles des autres groupes ethniques en Malaisie (Indian – Malaysian Online, 2002).

cet agenda politique.⁹² Il existe, par exemple, une représentation de plus en plus importante de la communauté chinoise de Malaisie auprès de plusieurs entités politiques de la région. En effet, notons l'activité de l'ACCIM au sein de l'ANASE et du BIMP-EAGA, qui tente de créer, d'une perspective plus économique, des conditions favorables au renforcement des réseaux chinois en Asie du sud-est.

Cependant, mentionnons que plusieurs entrepreneurs de la communauté chinoise de Malaisie vont également inscrire leurs pratiques transnationales, au cours des années 1990, dans des formes de transnationalité plus larges, permettant à plusieurs d'étendre leurs activités au-delà de l'Asie. Il existe, en effet, des cercles mondiaux informels pour les entrepreneurs chinois de petites et moyennes entreprises, tels que le *World Chinese Entrepreneurs Convention* (WCEC) et son avatar : le *World Chinese Business Network* (WCBN). Ces cercles informels servent essentiellement de lieu de réseautage où les entrepreneurs peuvent construire leurs propres réseaux transnationaux et ouvrir leur production à de nouveaux marchés.⁹³ Comme nous le présente le programme de la septième convention tenue à Kuala Lumpur en 2003, le WCEC cherche à inciter le

⁹² À travers différentes délégations économiques et le ministère des affaires des Chinois outre-mer, ces sociétés d'origine, notamment en RPC où le contrôle des leviers économiques reste largement dans la sphère publique, possèdent des institutions politiques dont le mandat est d'inciter les investissements étrangers et ce, notamment via le *Industrial and Commercial Federation* et le *China Council for the Promotion of International Trade* (Nevitt, 1996, p.26; MCBC (b), «Foundation», 2003). De plus, ce type de fédération et d'instance gouvernementale possède le pouvoir nécessaire pour raviver les activités économiques du secteur privé, notamment en traitant individuellement avec les communautés chinoises outre-mer ainsi que leur État d'accueil, via les différents *Business Council* par exemple (US – China Legal Cooperation Fund; Unger, 1996, pp.811-815).

⁹³ Créé par la *Singapore Chinese Chamber of Commerce and Industry* en 1991 en collaboration avec la majorité des chambres de commerce chinoises de Thaïlande et de Hong Kong, le WCEC comptait 800 délégués de quelques 75 villes et provenant de 30 pays différents dès la première rencontre (WCEC). Se rencontrant à chaque deux ans, cette convention s'est tenue à Hong Kong (1993), Bangkok (1995), Vancouver (1997), Melbourne (1999), Nanjing (2001), et elle regroupe des entrepreneurs chinois des cinq continents pour qui elle offre également des ateliers de formation sur les nouvelles tendances de l'économie mondiale (7th WCEC, «Background», 2002).

réseautage au sein de la diaspora chinoise pour des fins économiques. Notons par exemple que le titre de cette convention est : «Unity and Integrity for Global Growth and Prosperity» (7th WCEC, «Background», 2002). C'est au sein de cette organisation, et plus particulièrement lors de la seconde convention de WCEC, que fut créé un réseau planétaire d'information, via internet, pour les entrepreneurs chinois. De ce projet naîtra en 1995 WCBN, démontrant de manière plus concrète et plus régulière les liens sociaux transnationaux existants et leur utilité en termes économiques pour les entrepreneurs chinois (WCBN, « About WCBN », 2002). Par conséquent, on observe une intensification intéressante des réseaux transnationaux à vocation économique par les pratiques des membres de la communauté chinoise de Malaisie, notamment en raison d'une participation plus importante des petits et moyens entrepreneurs de cette communauté ainsi que par la juxtaposition, aux réseaux construits à une échelle régionale, de réseaux pensés à une échelle mondiale.

L'évolution des pratiques d'aide humanitaire

Contrairement aux pratiques économiques, il est vrai que peu de pratiques transnationales proprement humanitaires ont été retracées au sein de la communauté chinoise de Malaisie, au début de la période étudiée. Nous avons tout de même décelé le développement graduel des fondations de firmes multinationales chinoises de Malaisie qui présentent une importance particulière, parce qu'elles brisent l'utilisation plus conventionnelle de la diaspora chinoise en tant qu'espace transnational. Bien qu'elles renforcent la caractéristique régionale de la structure parallèle de pouvoir en priorisant la circulation des personnes à cette échelle, ces fondations ne revêtent pas les critères faisant

référence aux divisions sociales classiques de l'organisation des communautés chinoises vivant à l'étranger⁹⁴ et elles se présentent beaucoup plus comme des formes d'aide humanitaire occidentales. L'accroissement de leurs activités ne fait pas seulement référence aux conditions nationales malaises discriminatoires envers les Chinois ou aux avantages créés à long terme pour les firmes instigatrices, au niveau du recrutement de main d'œuvre qualifiée par exemple. Cet accroissement se joint également à une transformation qualitative de la perception du rôle de la diaspora chinoise en tant qu'expérience transmigrante, car l'activité humanitaire était essentiellement véhiculée au sein de formes de transnationalité communautaires au cours des années 1980.

Dans cette optique, nous avons également répertorié les activités transnationales des associations religieuses bouddhistes, comme *Ciji Gongdehui* et *Foguangshan*, ainsi que *Falun Dafa*, qui se sont installées au sein de la communauté chinoise de Malaisie dès le début des années 1990. En plus des pratiques transnationales développées au sein des chapitres locaux, ces associations constituent des formes de transnationalité plus larges, car elles possèdent des structures internationales très importantes qui apportent, depuis les années 1990, une aide humanitaire impressionnante et ce, à travers la planète. Que ce soit pour aider les victimes de raz-de-marées aux Philippines en 1994 ou supporter à plus d'un demi million de dollars américains les efforts de *Médecins du Monde* en Éthiopie, ces associations ne livrent pas leur aide en fonction de l'appartenance ethnique des victimes (Huang, 2001, p.279). Tandis que ces actions transnationales semblent permettre aux membres de réaliser leurs croyances bouddhistes, ces mêmes croyances semblent imposer

⁹⁴ Rappelons simplement que les divisions sociales classiques dans l'organisation des communautés chinoises vivant à l'étranger font généralement référence aux divisions fondées sur les différents clans, territoires/districts d'origine ainsi que les différentes langues utilisés par les membres de ces communautés.

une vision du monde cosmopolite et de ce fait, peu des frontières peuvent être érigées quant aux critères d'adhésion à de telles associations ou quant aux populations possiblement secourues par de telles activités (Chandler, 2000, pp.318-319). Or, il n'en reste pas moins que ces associations sont principalement composées de Chinois vivant à l'étranger et qu'elles fonctionnent, voire évoluent, en fonction des liens sociaux locaux et familiaux (*guangxi*) (Huang, 2001, p.274; Ting, 1997, pp.158-162, 322). Dès lors, l'activité transnationale de ces associations religieuses peut également trouver écho dans la structure parallèle de pouvoir choisie, car les chapitres locaux possèdent une certaine marge de manœuvre quant à leurs pratiques d'aide humanitaire. Notons, par exemple, qu'en juillet 2003, les chapitres locaux du *Falun Dafa* de Malaisie, Singapour et d'Indonésie organisent leur première conférence commune (Falun Dafa (b)). En ce sens, il nous apparaît que les pratiques transnationales proprement humanitaires se multiplient au cours de la période étudiée et qu'elles s'inscrivent au sein de la structure parallèle de pouvoir, via l'activité d'associations avec des finalités très précises, comme des firmes multinationales et des associations religieuses.

L'évolution du «communautarisme transnational»

Alors qu'il est possible d'observer des structures locales et internationales quant à l'activité transnationale des associations religieuses bouddhistes, nous pouvons en faire de même pour les associations communautaires locales, se modifiant, au cours de la période étudiée, pour développer une structure internationale, soit les *conventions de shetuan*. Cependant, ce processus semble plutôt traduire une diminution de l'influence, au niveau local, de ces associations communautaires, parce qu'elles doivent s'adapter

progressivement à une nouvelle donnée dans la diaspora chinoise comme expérience migrante à partir de 1978 (H.Liu, 1998, pp.588-591). L'activité transnationale conventionnelle des associations communautaires locales a certes été bouleversée par l'ouverture de la RPC envers la diaspora chinoise, car la revitalisation et la reconstruction officielles des liens entre cette société d'origine et les populations chinoises vivant à l'étranger semblent avoir activé, ou du moins facilité, l'organisation mondiale de ces associations, si ce n'est que dans leurs obligations envers les populations de la RPC.⁹⁵ En ce sens, l'*internationalisation des shetuans* provoque une transformation de l'activité transnationale communautaire, car les activités transnationales humanitaires se multiplieront à grande échelle au sein de ces *conventions de shetuans*, notamment pour venir en aide aux populations chinoises de la RPC. Nous observons, en effet, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, plusieurs activités humanitaires initiées par ces conventions, comme la *12th Hakka International Reunion* qui a mobilisé 8,1 millions de dollars américains en 1994 pour contribuer au développement social et d'infrastructures en RPC (H.Liu, 1998, p.601).

Afin de permettre ce type de mobilisation de ressources, il va sans dire que ces conventions prendront, au début des années 1990, des orientations très différentes de celles des associations communautaires locales. Ne se présentant pas nécessairement comme un ensemble de réseaux transnationaux communautaires tout autant qu'un réseautage d'entrepreneurs chinois, ces *conventions de shetuans* délaissent la région d'Asie pour se

⁹⁵ Notons, en effet, que les premières activités transnationales de ce type de conventions furent concentrées sur le rétablissement des communications avec les populations de la RPC. Par des activités touristiques entre autres, ces conventions permirent de raviver, au sein des populations outre-mer, un sentiment d'appartenance envers la RPC. Celui-ci se traduira rapidement en aide financière et humanitaire (Sinn, 1997, pp.391-393).

mondialiser et ce, sans pour autant détruire les divisions sociales chinoises classiques dans lesquelles elles ont été construites (H.Liu, 1998, pp.598-600). En effet, ces conventions s'orientent vers des activités essentiellement économiques et vont même fonder des sociétés multinationales, comme la *International Guangxi Corporation* au sein du *Guangxi World Convention* ainsi que la *Fengshun Holdings Company* appartenant au *Fengshun World Convention*, qui peuvent entre autres supporter les activités humanitaires des conventions (H.Liu, 1998, p.601). Dès lors, l'ensemble des activités de ces conventions a tendance à créer une logique d'appartenance et un mode de distribution sociale distincts de l'activité des associations communautaires locales, inscrivant les membres de plus en plus directement dans divers projets aux échelles régionale et internationale. Soulignons, à cet effet, une transformation intéressante opérée au sein de la structure parallèle de pouvoir, où les formes de transnationalité communautaires possèdent des activités s'associant de plus en plus à des formes de transnationalité économiques.

Orientations de la structure parallèle de pouvoir

Cette brève description de l'évolution des formes de transnationalité au sein de la communauté chinoise de Malaisie nous permet, maintenant, de cerner plus directement les liens qui se tissent entre les différentes formes de transnationalité répertoriées et ce, afin de mieux saisir la structure parallèle de pouvoir qui s'en dégage. En effet, nous pouvons observer une transformation de la signification de la diaspora chinoise pour les membres de la communauté chinoise de Malaisie en regardant, de manière plus générale, l'évolution de la structure parallèle de pouvoir en place. Notons, tout d'abord, une transformation de l'expérience migrante au niveau de l'importance que prend le volet économique dans le

recours à la transnationalité pour cette communauté, à la fin des années 1980 et au cours des années 1990. En effet, notons que les formes de transnationalité économiques associatives, comme l'ACCCIM, ont passé du statut d'associations représentant les petits et moyens entrepreneurs au statut de groupes de pression transnationaux et régionaux, dont le pouvoir émane de la force économique de leurs membres. Cette force économique semble, à cet effet, être la base de la structure parallèle de pouvoir, car c'est en fonction de celle-ci que les membres de la communauté chinoise de Malaisie obtiennent un statut privilégié lors des forums et des négociations d'organisations comme l'ANASE et l'APEC.

De plus, il semble s'opérer, au cours de la période examinée, un rapprochement important entre les formes de transnationalité économiques et les formes de transnationalité communautaires. Autrement dit, il est possible de retracer plusieurs liens entre ces différents types de formes de transnationalité et ce, en raison d'une attention particulière accordée aux préoccupations économiques. En effet, les associations communautaires délaissent leur organisation locale pour construire des réseaux transnationaux régionaux et mondiaux, servant de plus en plus de cercles informels pour entrepreneurs. Il est possible, en ce sens, d'observer les activités de chefs chinois malais de firmes multinationales, comme Tiong Hiew King, qui possèdent leur propre fondation à vocation humanitaire et font partie des dirigeants des *conventions de shetuans*, comme la *International Association of Fuzhou Corporation* (MCBC, «Personal Profile of Tan Sri Datuk Tiong Hiew King», 2002). Il est plus facile de comprendre, alors, que le pouvoir relatif de la structure parallèle de pouvoir examinée repose sur son caractère régional et sur ses activités économiques, deux aspects difficilement séparables.

Bien que notre examen des fondations des firmes multinationales supporte le rôle central que nous accordons aux caractères économique et régional de la présente structure parallèle de pouvoir, il nous apparaît que les pratiques transnationales des associations religieuses bouddhistes peuvent également se joindre au portrait. Soulignons, dans un premier temps, que le développement de ces activités humanitaires transnationales concorde avec les nouvelles orientations des formes de transnationalité communautaires, au début des années 1990. Tandis que les associations communautaires semblent perdre de l'importance au niveau local à la fin des années 1980, on voit l'implantation de ces associations religieuses, qui offrent un support communautaire important au niveau local et ce, à la demande des Chinois de Malaisie (Huang, 2001, p.306). En second lieu, notons que l'accroissement des pratiques transnationales humanitaires s'inscrit dans une amélioration des conditions de vie locales ainsi que régionales et ce faisant, les associations religieuses bouddhistes offrent une vision des modes d'organisation sociale à adopter qui correspond aux nouvelles aspirations mondiales des activités économiques de cette communauté. Bien qu'elles soient associées au renouveau des mouvements religieux au cours des années 1990, l'activité de ces associations vient miner l'importance des divisions sociales classiques dans l'organisation de la communauté et dans son utilisation de l'espace transnational. Ainsi, il nous apparaît que de telles formes de transnationalité humanitaires s'inscrivent dans la transformation de la structure parallèle de pouvoir, car elles permettent aux membres de cette communauté de développer des réseaux d'aide et une logique d'appartenance dépassant le bassin régional et ce, sans le remettre en question.

Dès lors, la structure parallèle de pouvoir se transforme au cours de la période étudiée et même s'il n'est pas possible de lier toutes les formes de transnationalité entre elles, nous pouvons extraire quelques tendances nous permettant d'expliquer certaines modifications à l'expérience transmigrante. Dans un premier temps, il semble que les formes de transnationalité évoluent vers des modes de distribution sociale basés soit sur un rapport contractuel, soit sur une activité charitable. Les logiques d'appartenance dominantes tendent à se modifier conséquemment, dépassant les réseaux exclusifs à la diaspora pour se lier à certaines entreprises ou à des causes universelles. Ainsi, la réorientation des *conventions de shetuans* en associations d'entrepreneurs contribue à la réduction de la présence de modes de distribution sociale ainsi que de logiques d'appartenance propres aux formes de transnationalité communautaires. Plus loin en ce sens, les canaux de mobilité seront également transformés, comme le démontre la baisse d'importance des divisions sociales classiques dans l'organisation des activités transnationales de cette communauté. Ces divisions deviennent alors des vestiges, car il se développe des formes de transnationalité plus larges, comme la WCEC et *Ciji Gongdehui*, dans lesquelles les membres de cette communauté peuvent inscrire leurs pratiques transnationales avec moins de contraintes.

Par conséquent, il semble s'opérer une transformation dans l'expérience transmigrante pour les membres de cette communauté, car la structure parallèle de pouvoir réduit les «champs d'activités sociales» touchés, se limitant graduellement à des préoccupations d'entrepreneurs et d'humanistes, beaucoup plus qu'à celles d'une communauté précise. En ce sens, certains groupes sociaux semblent émerger comme étant

les principaux organisateurs et bénéficiaires de ces transformations. Par leur force économique, les hautes sphères des firmes multinationales constituent le groupe dominant, notamment en raison des positions privilégiées de leurs membres dans la majorité des formes de transnationalité répertoriées. Au cours de la période étudiée néanmoins, un second groupe émerge, traduisant une expérience transmigrante qui est sans doute plus commune. À travers les activités des forums associatifs d'entrepreneurs, des associations religieuses bouddhistes et des *conventions de shetuans*, un groupe social de professionnels et d'entrepreneurs développe une mobilité qualitativement différente, notamment en termes d'aide humanitaire et d'opportunités économiques. Malgré l'importance des fondements régionaux des réseaux transnationaux, ces deux groupes relativement dominants semblent développer, depuis le début des années 1990, un rapport à la transnationalité qui dépasse la région de l'Asie de l'Est et du sud-est, en réorganisant les réseaux transnationaux sur la base de leurs intérêts économiques ainsi que de leurs aspirations philanthropiques, voire religieuses.

Le signification de la diaspora chinoise pour la communauté de Californie

Sans aucun doute, la diaspora chinoise, en tant qu'expérience transmigrante, est très différente pour les membres de la communauté chinoise de Californie, car en plus des conditions sociales distinctes du contexte d'accueil, l'évolution de l'expérience transmigrante varie distinctement au cours de la période étudiée. De plus, les réseaux plus larges dans lesquels les membres de la communauté chinoise de Californie s'inscrivent semblent supporter cette idée, tel que nous le présente le cinquième tableau.

Tableau 5 : La communauté chinoise de Californie et les réseaux plus globaux*

<u>Forme de transnationalité économique</u>	<u>Forme de transnationalité humanitaire</u>	<u>Forme de transnationalité communautaire</u>
-California-Asia Business Council -Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) -Association des Nations d'Asie du sud-est (ANASE) -Federation of Industry and Commerce of China -China Council for the Promotion of International Trade -Overseas Chinese Affairs Commission (situé à Taiwan et en RPC) -Hong Kong Economic and Trade Office -6th China International Fair for Investment and Trade (tenu en 2002) -World Chinese Entrepreneurs Convention -World Chinese Business Network -World Wide Chinese Association -New China Hong Kong Group	-China Youth Development Foundation --China Project Hope --«Make a Connection» China Program -China Overseas Exchange Association -Red Cross Society -Amnesty International -Ciji Gongdehui -Falun Dafa -The Asia Foundation	-First Cantonese World Convention -International Jinjiang Convention -Hakka Global Network -Language Study Program for Overseas Chinese -China Education Association for International Exchange -Overseas Chinese Physics Association -Foguangshan -China Center of Adoption Affairs

* : Nous avons décidé de présenter les formes de transnationalité dans leur version anglaise, car il s'agit de la langue dans laquelle ces formes de transnationalité ont été retrouvées et nous n'avons pas voulu enlever la signification de ces formes de transnationalité ou tout simplement traduire des noms de compagnies.

-- Ces données ont été compilées par l'auteur de cette recherche et leurs sources se retrouvent en bibliographie.

Les fondements d'une «nouvelle» structure parallèle de pouvoir

Notons, tout d'abord, que la transformation des flux migratoires d'origine chinoise en Californie au cours des années 1970 a entraîné des problèmes de cohésion sociale au sein de cette communauté et a redéfini les liens existants entre la communauté chinoise de Californie et le contexte social d'accueil (Freedman, 2000, p.122). Contrairement à la communauté chinoise de Malaisie, celle de Californie ne repose donc pas sur une structure parallèle de pouvoir relativement cohésive et développée bien avant la période examinée. En ce sens, ce changement a contribué à la formation d'une nouvelle structure parallèle de

pouvoir qui se consolide depuis la fin des années 1970 à travers les activités transnationales de membres plus aisés et éduqués de la communauté chinoise californienne. Ces derniers vivent en banlieues et possèdent un style de vie très différent des membres de cette communauté centrés sur les activités des *chinatowns* urbains. En effet, le nouveau profil sociologique de la communauté chinoise de Californie lui permet d'avoir un des statuts économiques de communauté ethnique minoritaire des plus aisés dans sa société d'accueil et ce, notamment en raison de son utilisation de réseaux transnationaux significatifs (Zhou, 1998, pp.232-236).⁹⁶

D'une perspective économique, la fin des années 1970 et le début des années 1980 symbolisent, en premier lieu, des investissements importants de la part de membres de la diaspora chinoise, principalement en provenance de Hong Kong, au sein de la communauté chinoise de Californie, en termes immobiliers et bancaires entre autres. À cet effet, notons que c'est essentiellement à la fin des années 1980 que nous avons répertorié une activité grandissante de firmes multinationales dirigées et conçues par des Chinois américains, notamment dans le domaine de la haute-technologie. À la même période, nous pouvons répertorier la création de nombreuses formes de transnationalité économiques associatives

⁹⁶ En observant l'évolution du profil économique de Monterey Park en corrélation avec l'arrivée des Chinois dans cette communauté, nous pouvons observer le poids économique progressivement plus important de cette communauté. On remarque, en effet, la domination économique de la communauté chinoise de cette municipalité, avec son revenu moyen en 1980, de 30 119\$ américains, pour 16 364\$ pour les Noirs, 21 595\$ pour les Hispanophones et 28 242 pour les Blancs non hispaniques (Fong, 1994, p.36). Notons également que pour la même municipalité, l'arrivée en grand nombre de Chinois au cours des années 1980, se joint une activité bancaire incroyable, alors que le total des dépôts bancaires constituaient 459 096\$ en 1981 et passe, pour 1989, à près de deux millions de dollars (Fong, 1994, p.49). D'après l'examen de Tseng, de surcroît, près de 60% des entrepreneurs chinois dans le district de Los Angeles utilise du capital directement lié à leur société d'origine, expliquant leur importance économique dans la vallée San Gabriel, que ce soit les 800 millions de dollars investis en 1989 dans les domaines de l'immobilier et des produits manufacturés ou le fait que cette communauté possède 50%, en 1991, du secteur immobilier de cette vallée (Tseng, 1994, pp.176, 179). D'après l'auteur, le contrôle de secteurs clés de l'industrie californienne, comme en informatique et en transport, contribue à la construction du poids économique de cette communauté sur les réseaux transnationaux (Tseng, 1994, pp.175-176, 180-182).

séparées par secteur professionnel, phénomène largement présent et en croissance tout au cours des années 1990. Sans aucun doute, la croissance de l'activité transnationale économique de la part des entrepreneurs chinois de Californie peut rejoindre logiquement la fin de la récession économique des années 1980, l'ouverture progressive des marchés de la RPC ainsi que la période importante de croissance économique en Asie du sud-est auxquels les entrepreneurs de cette communauté et de cette société d'accueil en général cherchaient à tirer profit.⁹⁷ Néanmoins, l'importance de l'organisation transnationale des activités économiques de cette communauté à partir de la fin des années 1980 peut également correspondre à la fin de l'adaptation des nouveaux migrants arrivés avec les flux migratoires des années 1970 au contexte d'accueil et à la communauté chinoise en place. Soulignons, en effet, que la réorganisation sociale de cette communauté est représentée, au cours des années 1980, par des luttes et des revendications sociales et politiques aux niveaux local et national. Ainsi, l'organisation transnationale des activités économiques de cette communauté correspond relativement au règlement de plusieurs conflits sociaux actifs dans le contexte d'accueil.

Par contre, nous ne remettons pas en question l'existence de plusieurs formes de transnationalité économiques avant la fin des années 1980, car nous en avons répertorié, mais il nous semble essentiel de noter que l'expérience transmigrante est largement modifiée à la fin des années 1980 par une organisation massive et une institutionnalisation

⁹⁷ Notons, en effet, qu'à partir de 1987, la croissance économique de l'ensemble des pays membres de l'ANASE rejoint celle des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) grâce à une phase d'industrialisation rapide, où ces pays d'Asie de l'Est et du sud-est ont triplés leur part du revenu mondial et du commerce international, en maintenant un taux de croissance plus important que 9% jusqu'à la fin des années 1980 et début des années 1990, dans une période où l'économie américaine subit une récession économique, entraînant la nécessité pour les entreprises américaines d'augmenter l'activité de leurs filiales (Bergsten et Noland, 1993, pp.3-5, 18-37, 50-55 ; Houtart, 1998, pp.7-9 ; Acharya et Stubbs, 1995, pp.146-147).

plus formelle du recours à la transnationalité. Notons, par exemple, que la communauté chinoise de Californie participe activement à des cercles mondiaux informels existants pour les entrepreneurs chinois de petites et moyennes entreprises, telles que le WCEC et le WCBN (WCBN, «About WCBN», 2002). À la même période, la communauté chinoise de Californie sera également intégrée aux formes de transnationalité économiques instiguées par les sociétés d'origine, surtout avec le succès de ses firmes multinationales spécialisées en haute-technologie. À travers les activités du *US-China Business Group*, il est possible d'observer différentes tentatives de la communauté chinoise de Californie de profiter de l'ouverture de ces marchés, tout comme la RPC et Taïwan cherchent à profiter d'investissements potentiels. C'est plus directement dans les années 1990, que la communauté chinoise de Californie pourra chercher à se tailler une place dans des organisations internationales à vocation régionale, comme l'APEC. Or, cette communauté ne possède pas la même influence auprès du gouvernement américain que celle de la communauté chinoise malaise envers la Fédération de Malaisie, elle ne cherche qu'à en retirer, de manière assez passive, des opportunités économiques.

Le volet humanitaire et la création d'un sentiment d'appartenance

Les pratiques transnationales humanitaires développées au sein de cette communauté sont également très intéressantes, car elles concordent avec certaines caractéristiques de la structure parallèle de pouvoir telle que conçue à travers les formes de transnationalité économiques. En effet, nous remarquons que les formes de transnationalité humanitaires développées au sein de la communauté s'inscrivent et s'associent presque toujours à des formes de transnationalité humanitaires plus larges déjà existantes. Que ce

soit les campagnes de *China Project Hope*, celles d'*Amnesty International* et celles de la Croix-Rouge, nous avons déjà répertorié plusieurs organisations locales à vocation humanitaire qui les supportent (NACEF, «NACEF Endorse China Hope Project», 2002; SVDC, 2002; World Huaren Federation, 2002).⁹⁸

En ce sens, notons que les formes de transnationalité humanitaires plus larges prennent une ampleur impressionnante au sein de cette communauté, notamment parce qu'elles sont véhiculées par des organisations locales qui possèdent leur propre agenda. En premier lieu, il est important de mentionner que ces associations à vocation humanitaire prennent modèle sur les ONGI reconnues, tant dans leurs manières de s'organiser que de revendiquer. L'organisation du chapitre local du *Falun Dafa* par exemple, devient indissociable, au sein de cette communauté, de pratiques transnationales humanitaires se servant des canaux médiatiques, légaux et politiques, afin de mettre de l'avant ses intérêts et ce, en collaboration avec *Amnesty International*, *Freedom House* et *Physicians for Human Rights* (Friends of Falun Gong – USA). Il nous apparaît ainsi propice d'appuyer la thèse de Ronald Skeldon démontrant que les associations volontaires chinoises ont tendance, dans les sociétés occidentales, à prendre les allures des associations volontaires de ce contexte d'accueil, un phénomène peu répertorié en Asie du sud-est. Il semble, en effet, que l'implication publique et politique de ce type d'association aux États-Unis les amène à adopter les mêmes valeurs que celles de la société d'accueil (par ricochet, celles

⁹⁸ À travers ses campagnes de mobilisation et de conscientisation, *Amnesty International* a rejoint les activités de plusieurs organisations volontaires chinoises dans les États riches, comme SVDC et *World Huaren Federation*. Dans la même optique, la Croix-Rouge fut un des canaux privilégiés par des organisations chinoises californiennes comme *CNetwork* et NACEF pour transférer des capitaux, en aide aux victimes des inondations de 1998. En ce sens, la communauté chinoise de Californie participe énormément aux différentes campagnes internationales impliquant la population chinoise et ce, à travers des organisations et des forums internationaux qui ne sont pas proprement chinois.

des ONGI occidentales), afin d'utiliser ces valeurs pour renforcer leur position sociale au niveau local. Cette situation diffère énormément des communautés en Asie du sud-est par exemple, où la culture politique a empêché le développement de ces mêmes valeurs collectives et de ce type d'organisation publique, entraînant ces organisations à reproduire les valeurs et principes propres à leur contexte d'accueil (Skeldon, 1994, p.82).

En second, ces activités transnationales, certes promulguées dans des cadres humanitaires, présentent néanmoins la création de réseaux transnationaux à moyen et long termes, ce qui les distingue des activités transnationales humanitaires plus conventionnelles, centrées sur une aide massive de courte durée. Ce caractère reflète une évolution particulière de l'expérience transnationale de la communauté chinoise de Californie, car il représente une volonté de créer et de maintenir un sentiment d'appartenance. Au niveau de la diaspora chinoise comme discours diasporique d'une part, il est en effet possible d'observer que ces organisations chinoises californiennes à vocation humanitaire cherchent avant tout à inscrire leurs activités humanitaires dans le cadre de l'existence d'une solidarité chinoise mondiale et ce, bien qu'une telle réalité sociale n'existe pas en raison des nombreux clivages sociaux présents ainsi que des particularités de chaque communauté.⁹⁹ Ces formes de transnationalité humanitaires se préoccupent, en effet, beaucoup plus d'aider les populations chinoises de la planète, et surtout celles de la

⁹⁹ Notons, par exemple que Edward Liu, un membre du *World Huaren Federation*, a publié, en 1999, «China at the Crossroads – A Global Huaren Salutation», qui a circulé au sein de plusieurs forums dédiés aux populations chinoises et dans laquelle, on retrouve des passages comme : «Without a doubt, all Chinese overseas, all Global Huaren, ancestors and progeny, can trace their roots and migration to the push and pull of poverty, opportunity, and colonialism. But for abject misery and poverty, there would be no Chinese emigration, and there would be no Chinese Diaspora.» Plus loin en ce sens, il nous dit : «By the massive outpouring of assistance world wide from Global Chinese, whether financial, moral, or otherwise, ethnic Chinese around the world, all Global Huaren, remain affected and connected on the collective well-being of all Chinese around the world, including Taiwan» (E.Liu, 1999).

RPC et de Taïwan, en fonction de valeurs propres aux sociétés occidentales, que de se contenter d'aider à la suite d'une catastrophe naturelle, comme ce fut le cas avec les *conventions de shetuans*.

D'autre part, la structure parallèle de pouvoir remodelée au cours des années 1970 a pris d'énormes distances par rapport aux précédents réseaux transnationaux communautaires propres à la diaspora chinoise comme expérience migrante. Malgré l'existence de quelques associations communautaires locales, représentées surtout dans les *chinatowns* urbains de Californie, l'activité transnationale communautaire plus conventionnelle n'a pas été maintenue ou développée au cours des années 1970 et 1980 pour plusieurs raisons, comme la priorité accordée aux conflits sociaux actifs dans la société d'accueil ainsi que le régionalisme asiatique apparent des premières formes d'*internationalisation des shetuans*. Derechef, ce sont essentiellement les réseaux transnationaux de nature économique qui furent le plus actif pour cette communauté au début des années 1980, l'activité communautaire étant essentiellement développée au niveau local et non pas à l'échelle transnationale. Ce manque d'organisation de l'activité transnationale communautaire possède néanmoins un lien direct sur une expérience transmigrante mince en sentiment d'appartenance transnational, si ce n'est que les réseaux économiques ne sont pas de lourds porteurs d'une identité chinoise. L'aide humanitaire apparaît comme une solution efficace pour créer de nouveaux liens transnationaux, fournissant un bagage symbolique et significatif essentiel pour le sentiment d'appartenance. Les activités transnationales de *Ciji Gongdehui* se concentrent, par exemple, sur des projets d'aide humanitaire, mais l'organisation de cette aide en Californie laisse présager une

utilisation de ces causes transnationales pour établir des réseaux communautaires au niveau local. En effet, le chapitre de Californie possède une chaîne télévisée ainsi qu'un magazine, ce qui s'ajoute à plusieurs activités sociales locales et ce, toujours en fonction de la grande mission qu'est l'aide humanitaire transnationale (Tzu Chi Foundation (b)).

Ainsi, une transformation de l'expérience transmigrante de la diaspora chinoise se perçoit au niveau des formes de transnationalité humanitaires et ce, en parallèle à l'intensification des réseaux économiques transnationaux. À travers l'activité de plusieurs organisations créées au sein de la communauté chinoise de Californie, nous avons remarqué que les formes de transnationalité humanitaires, qui émergent aussi à la fin des années 1980, possèdent un rôle précis dans la structure parallèle de pouvoir. Tandis que les formes de transnationalité économiques créent des rapports transnationaux à signification limitée pour l'identité collective d'une communauté ethnique, il semble en effet que les formes de transnationalité humanitaires ont servis à nourrir cette identité collective par la création de réseaux et de modes de distribution sociale aux antipodes de ceux des formes de transnationalité économiques, car construits à long terme et pour des raisons dépassant la recherche de profit et l'opportunité économique. Néanmoins, les formes de transnationalité humanitaires traduisent plusieurs caractéristiques propres aux formes de transnationalité économiques développées dans ce contexte, si ce n'est que de conceptualiser l'appartenance en termes inclusifs et cosmopolites, au niveau de l'ensemble des Chinois.

Expliquer la complexité du volet communautaire

Contrairement aux formes de transnationalité communautaires conventionnelles alors, la logique d'appartenance retrouvée dans cette communauté est en effet beaucoup plus cosmopolite que divisée selon les clans et les dialectes chinois. Dès lors, les formes de transnationalité communautaires répertoriées contribueront au maintien d'une structure parallèle de pouvoir fondée sur cette nouvelle logique d'appartenance, en construisant des canaux de mobilité ainsi que des modes de distribution sociale correspondants. D'une part, plusieurs formes de transnationalité communautaires se concentrent sur des fonctions intégratives, permettant de préparer les migrants aux conditions de vie propres à cette communauté, comme l'utilisation principale de l'anglais au sein des organisations qui lui sont associées. D'autre part, nous avons retracé des formes de transnationalité touchant l'ensemble des «champs d'activités sociales» d'une communauté, au sein desquelles, l'activité transnationale humanitaire devient une fonction centrale. En effet, ces organisations à vocation plus générale, comme *CNetwork*, possèdent des fonctions intégratives, mais se concentrent sur l'aide humanitaire ainsi que sur le développement d'opportunités économiques aux échelles nationale et internationale. Notons que ces dernières formes de transnationalité communautaires se développent majoritairement au début des années 1990 et, en ce sens, elles présentent certaines lacunes caractéristiques quant à leur organisation en réseaux transnationaux communautaires, étant principalement des organisations communautaires nationales participant à des réseaux transnationaux pour diverses raisons, comme la recherche de profit ou d'identité.

Dès lors, les formes de transnationalité communautaires plus globales semblent également arborer des caractéristiques très occidentales dans l'organisation des pratiques transnationales. Au lieu des divisions classiques claniques, territoriales ou linguistiques, la communauté chinoise de Californie s'inscrit dans des organisations communautaires basées, par exemple, sur les compétences professionnelles et utilisant l'anglais comme langue commune, ce qui diminue grandement l'influence des caractéristiques chinoises traditionnelles dans l'organisation de la communauté. À cet effet, notons les activités du *Overseas Chinese Physics Association* qui opère essentiellement dans des sociétés occidentalisées et dont les emplois répertoriés sont situés aux États-Unis, à Hong Kong, Taïwan, Singapour et en Corée du Sud (Overseas Chinese Physics Association, 2002).

Ainsi, nous avons répertorié plusieurs formes de transnationalité communautaires qui semblent servir à éduquer les nouvelles générations de Chinois de Californie, mais ce faisant, elles reproduisent également les limites dans lesquelles la culture chinoise est définie pour cette communauté. D'une part, soulignons la popularité des programmes d'études de la RPC et ceux de Taïwan au sein de cette communauté, démontrant dans quelles mesures les nouvelles générations de la communauté chinoise de Californie cherchent à nourrir leur sentiment d'appartenance et, par le fait même, comment la communauté californienne n'est pas intrinsèquement construite pour répondre à ce besoin, si ce n'est de l'influence trop importante de la société d'accueil sur les membres de cette communauté. D'autre part, mentionnons les activités transnationales de *Foguangshan* au sein de cette communauté. Se présentant comme le protecteur de la culture chinoise en Californie, *Foguangshan* possède plusieurs activités y correspondant, mais elles sont

limitées physiquement et dans le temps. En effet, ses activités sont souvent présentées en anglais, elles ont généralement lieu le soir et les fins de semaines et elles ne dépassent que très rarement l'enceinte du temple *Hsi Lai* et de la *Hsi Lai University* (Chandler, 2000, pp.321-334). Dès lors, il nous apparaît que la structure parallèle de pouvoir en place est constituée des formes de transnationalité communautaires qui cherchent, comme le démontre l'adaptation et l'évolution de *Foguangshan* au sein de cette communauté, à dépasser les divisions sociales classiques dans l'organisation de la communauté et à rendre compte d'une expérience migrante très différente, car influencée par plusieurs caractéristiques des sociétés occidentales.

Orientations de la structure parallèle de pouvoir

En cherchant maintenant à cerner les différents liens qui existent entre les formes de transnationalité répertoriées, il nous apparaît essentiel de débiter notre exploration de cette structure parallèle de pouvoir par le lien qui existe entre le volet communautaire et les autres types de formes de transnationalité, notamment depuis la fin des années 1980. En effet, cette structure parallèle de pouvoir possède une variété de formes de transnationalité économiques et de formes de transnationalité humanitaires, mais il semble possible d'établir plusieurs liens entre les activités transnationales des membres de cette communauté et les activités communautaires locales. Notons, tout d'abord, qu'il existe peu de formes de transnationalité communautaires au sein de cette communauté et qu'elles ne constituent pas un ensemble relativement homogène, comme peut l'être l'ensemble des formes de transnationalité humanitaires ou économiques. Nous retraçons, par exemple, des formes de transnationalité communautaires construites sur les divisions sociales classiques,

certaines associées à des fonctions communautaires d'intégration et d'autres basées sur l'éducation et le secteur d'emploi. Cette communauté présente plutôt des formes de transnationalité communautaires qui combinent des nécessités de cohésion interne à des activités transnationales, économiques ou humanitaires. En ce sens, il est plus simple et plus productif, pour ces formes communautaires, d'inciter la formation d'activités transnationales humanitaires ou économiques qui s'inscrivent dans des formes de transnationalité plus larges. En plus de leur potentiel mobilisateur, les formes de transnationalité plus larges peuvent, en effet, contribuer à la construction d'un sentiment d'appartenance facilement modifiable et adaptable au niveau local.

Dans cette optique, les activités communautaires deviennent centrales à la structure parallèle de pouvoir, car elles permettent de relier un groupe social dominant mais très hétéroclite. Nous devons souligner, en effet, l'importance d'un groupe social composé de professionnels, d'entrepreneurs et d'universitaires qui semble actif, tout autant dans les formes de transnationalité économiques, humanitaires que les activités communautaires. Remarquons, par exemple, que les groupes d'universitaires et plusieurs groupes de professionnels et d'entrepreneurs se rejoignent dans des projets d'aide humanitaire comme *China Project Hope*, via le réseautage communautaire. Que ce soit par *Foguangshan* ou par *CNetwork*, ce groupe social reçoit une certaine organisation par les activités communautaires locales, ce qui renforce l'ampleur et l'importance de leurs actions sur le plan transnational. En ce sens, les séparations en termes de municipalités, en termes de secteurs professionnels et même en termes d'universités fréquentées doivent être compensées par la formation d'organisations aux activités plus générales, cherchant à

inciter et à favoriser le contact entre les membres et à créer un espace de discussions et d'échanges propre. Notons, entre autres, que certaines formes de transnationalité humanitaires, comme *Ciji Gongdehui*, possèdent également une activité communautaire locale impressionnante et ce, même si leur recours à la transnationalité est généralement limité à l'aide humanitaire. L'importance des formes de transnationalité économiques associatives laisse présager la même tendance, par laquelle l'activité transnationale est optimisée via des réseaux locaux au caractère plus communautaire.

Or, il n'en reste pas moins évident que la structure parallèle de pouvoir de la communauté chinoise de Californie possède des problèmes de cohésion sociale en raison de sa situation historique et géographique au sein de l'ensemble de la diaspora chinoise. En effet, elle a développé des réseaux transnationaux avec plusieurs communautés chinoises nord-américaines et d'autres avec les communautés chinoises d'Asie. À cet effet, nous avons retracé des formes de transnationalité plus larges qui s'associent plus aux communautés asiatiques, comme *Foguangshan* et le *International Jinjiang Convention*, et d'autres aux communautés nord-américaines, comme le *Overseas Chinese Physics Association* et le *Hakka Global Network*. Dès lors, nous avons également remarqué que la structure parallèle de pouvoir semble, à l'instar des communautés chinoises nord-américaines, favoriser l'utilisation de l'anglais comme *lingua franca* ainsi que des nouveaux critères d'organisation sociale, brisant avec les divisions sociales chinoises classiques. En ce sens, les formes de transnationalité caractérisées comme non-occidentales, telles que *Foguangshan*, se sont adaptées à ces nouvelles conditions au sein de la communauté chinoise de Californie. Comme le démontre S.Chandler, elles ont

permis de reconstruire l'identité des Chinois vivant à l'étranger, selon les exigences de ce contexte particulier (Chandler, 2000, pp.316-317). Dans ce cas-ci, l'évolution de la structure parallèle de pouvoir semble avoir favorisé un groupe social composé d'universitaires, d'entrepreneurs et de professionnels, qui ont développé une perception occidentalisée de la diaspora chinoise, comprise à travers son unité. Ce faisant, il nous apparaît que plusieurs formes de transnationalité non-occidentales s'y soient adaptées.

Contrairement à la communauté chinoise de Malaisie, les membres de cette communauté semblent moins préoccupés par une vision régionale du rôle de la diaspora chinoise, mais plutôt d'élaborer et de consolider une nouvelle réalité sociale de cette diaspora en tant qu'expérience transmigrante, comprise entre l'Asie et l'Amérique du Nord. En combinant des réseaux transnationaux propres aux communautés chinoises des deux régions géopolitiques et en fonction des conditions sociales du contexte d'accueil que constitue la Californie, la structure parallèle de pouvoir ne semble pas seulement inscrire ses activités dans des réseaux transnationaux déjà existants et des formes de transnationalité plus larges, mais elle les utilise pour créer certaines conditions transnationales nécessaires à son existence. L'activité communautaire locale apparaît comme le fondement pour saisir de telles conditions véhiculées via les formes de transnationalité humanitaires et économiques, par lesquelles il est plus facile de percevoir une représentation univoque de ce que constitue la diaspora chinoise. À travers une identité chinoise mondiale, les activités humanitaires permettent d'assurer une logique d'appartenance chinoise, bien qu'occidentalisée en substance. Les activités économiques, quant à elles, servent à

maintenir une hiérarchie des rapports de force favorisant les membres plus récents de la communauté, possédant également des caractéristiques plus occidentales.

Comprendre la diaspora chinoise à partir des structures parallèles de pouvoir répertoriées

Sans aucun doute, il nous apparaît maintenant que l'expérience migrante et transmigrante que représente la diaspora chinoise pour les communautés de Malaisie et de Californie est très différente, en raison de la transformation, au sein de chaque communauté, des structures parallèles de pouvoir. Autrement dit, la diaspora chinoise manque de cohésion, parce qu'elle se concrétise en structures parallèles de pouvoir très différentes dans les deux cas choisis, étant construites en fonction de relations particulières envers le contexte social d'accueil, les sociétés d'origine ainsi que les autres communautés chinoises outre-mer. Tandis que la communauté chinoise de Malaisie présente un structure parallèle de pouvoir développée surtout à l'échelle régionale et avec une cohésion relative assez forte, la communauté chinoise de Californie possède une structure parallèle de pouvoir composée de formes de transnationalité plus hétéroclites, centrées sur des opportunités économiques et une recherche identitaire transnationales ainsi qu'une activité communautaire locale. Afin de tenter de comprendre l'importance que peut avoir certaines activités transnationales associées à la diaspora chinoise, nous chercherons donc, dans un premier temps, à démontrer qu'il existe des formes de transnationalité qui nous permettent d'observer un espace social dans lequel s'inscrivent les structures parallèles de pouvoir répertoriées. Ce faisant, nous pourrions démontrer dans quelles mesures il est possible de dépasser les théories du contexte national, qui associent toutes formes d'utilisation de la transnationalité aux simples conditions du contexte d'accueil. Par la suite, nous tenterons

de mettre en perspective l'examen des structures parallèles de pouvoir, afin d'observer dans quelle optique et à quel degré les expériences migrantes des deux communautés choisies diffèrent au sein de la diaspora chinoise.

Relier les structures parallèles de pouvoir

Notons, tout d'abord, qu'à travers les deux structures parallèles de pouvoir que nous avons dégagées, nous avons répertorié des formes de transnationalité plus larges et plus globales. Ces dernières se présentent alors comme des liens transnationaux essentiels pour appréhender la diaspora en tant qu'espace social transnational, car elles relient les structures parallèles de pouvoir entre elles. Dans un premier temps, il existe certains forums bilatéraux et multilatéraux au sein desquels les activités transnationales des deux communautés correspondent. Que ce soit à travers l'ANASE, ou plus particulièrement la formation de l'APEC et du *California-Asia Business Council*, nous pouvons remarquer une utilisation de ces forums par certaines entreprises et délégations de ces communautés, cherchant à augmenter leurs propres opportunités économiques, si ce n'est qu'en incitant leur État d'accueil à réduire, par exemple, les contraintes politiques sur les échanges (Cal-Asia, 2002).¹⁰⁰ Dans le contexte de tels forums, il est néanmoins clair que chaque structure parallèle de pouvoir peut être représentée, au premier abord, comme luttant pour ses propres intérêts (Freedman, 2000, pp.193-194). En ce sens, un examen des autres lieux d'instigation de formes de transnationalité plus globales nous permet d'observer d'autres

¹⁰⁰ Notons, en effet, que la formation de l'APEC et l'activité de Cal-Asia, à la fin des années 1980 et au cours des années 1990, s'insèrent dans des stratégies nationales et régionales des pays membres de l'ANASE ainsi que des États-Unis, soit respectivement pour contrer la formation de régionalismes trop puissants et pour profiter de la croissance économique des marchés asiatiques (Acharya et Stubbs, 1995, pp.153-155 ; Cal-Asia, 2002).

relations sociales dans lesquelles la thèse d'opposition entre élites chinoises nationales ne tient plus.

Mentionnons, dès lors, qu'un des liens importants entre les structures parallèles de pouvoir examinées se trouve au niveau des activités transnationales que chacune possède avec les sociétés d'origine, soit la RPC et Taïwan. En effet, nous pouvons appréhender les différentes commissions responsables des affaires des communautés chinoises outre-mer à Taïwan et en RPC comme des sites stratégiques reliant ces structures parallèles de pouvoir, car elles constituent une partie intégrante de celles-ci, en initiant des formes de transnationalité communes à plusieurs structures parallèles de pouvoir. Lorsqu'il est question de structures sociales transnationales, il faut, dans cette optique, considérer, au-delà de la communauté migrante dans le contexte d'accueil, la société d'origine comme faisant partie de cette structure sociale transnationale (Basch et al., 1995, pp.48-49). Que ce soit aux niveaux des flux migratoires, des échanges de biens, des transferts de capital, voire même de relations sociales significatives et symboliques, certaines instances gouvernementales de ces sociétés d'origine sont responsables de maintenir et de renforcer différents types de liens avec l'ensemble des communautés chinoises vivant à l'étranger. Plus particulièrement dans le cadre des communautés chinoises de Malaisie et de Californie, il est possible d'observer la création de différents mécanismes de cet ordre, comme les conseils d'affaires (*Business Council*), incitant les investissements étrangers en RPC. Il en est de même pour les associations étudiantes, qui réussissent à mobiliser des investissements ou une aide transnationale à partir de Taïwan, ainsi que pour divers programmes d'enseignement et d'échanges étudiants assurant le maintien de liens

transnationaux au niveau culturel et identitaire avec les sociétés d'origine, utiles entre autres pour les migrants de deuxième et troisième génération.

Enfin et de manière plus directe, il est possible d'appréhender les formes de transnationalité plus larges initiées au sein de la diaspora chinoise comme constituant les principaux sites reliant les structures parallèles de pouvoir étudiées. Dans un premier temps, nous pouvons identifier les activités du *New China Hong Kong Group* comme un site reliant les deux communautés, car les membres de cette forme de transnationalité économique associative sont des chefs de firmes multinationales chinoises dont les activités sont retracées, entre autres, en Malaisie et en Californie.¹⁰¹ Or, ce sont à travers des forums privés moins sélectifs et propres à des populations moins riches que nous pouvons, de la meilleure façon, regrouper ces deux communautés et, par extension logique, les deux structures parallèles de pouvoir. À travers les activités du WCEC, des associations religieuses bouddhistes et des différentes *conventions de shetuans*, il est possible de présenter un terrain fertile au développement de réseaux sociaux dans lesquels se lient les intérêts des deux structures parallèles de pouvoir. Nous n'avons qu'à dénoter les activités du WCBN, regroupant des membres des communautés étudiées et pouvant, à tout moment, augmenter le nombre d'ententes communes. Il en est de même pour les associations religieuses bouddhistes et les *conventions de shetuans*, dont les structures internationales favorisent les relations sociales significatives entre les deux structures parallèles de

¹⁰¹ Bien que constituant une forme de transnationalité associative surtout active en Asie du sud-est, plusieurs des chefs d'entreprises multinationales membres, comme Li Ka-Shing, possèdent des intérêts ainsi que des activités économiques en Californie. En ce sens, le développement de ce forum a un impact direct sur les possibilités de transferts possibles au sein des réseaux transnationaux propres à chaque firme multinationale. Comme nous l'avons déjà observé, il existe plusieurs échanges de personnel, que ce soit par exemple entre les firmes multinationales chinoises. Nous ne pouvons pas, en ce sens, exclure la possibilité d'échanges ou de fusion, décidés lors de ce forum et impliquant les activités d'entreprises de Malaisie et de Californie (Lin, 1992, pp.79-84).

pouvoir, que ce soit via leur implication dans l'aide humanitaire apportée à Taïwan à la suite des tremblements de terre de 1999 ou par leur participation à des conférences internationales où les croyances religieuses, les intérêts économiques et les aspirations philanthropiques des membres des deux structures parallèles de pouvoir se combinent (Tzu Chi Foundation (a); Chandler, 2000, pp.321-322).

Dès lors, il est possible de concevoir qu'il existe des formes de transnationalité reliant ces deux structures parallèles de pouvoir et permettant le développement d'intérêts et d'opportunités communes. Par conséquent, les décisions prises par les États d'accueil au sein de forums multilatéraux, les actions incitatives des sociétés d'origine ainsi que les activités de forums privés reliant des membres de communautés chinoises vivant à l'étranger constituent des facteurs tout aussi déterminants que les contextes sociaux d'accueil différents dans la formation de chaque structure parallèle de pouvoir. En effet, ils offrent, à chaque communauté, différents moyens de tirer avantage de la transnationalité. Contrairement aux théories du contexte national, les structures parallèles de pouvoir nous permettent de considérer, en complément aux contraintes du contexte social d'accueil, une utilisation de la transnationalité qui s'ancre dans des déterminants propres à un espace social transnational, soit la diaspora chinoise.

Comprendre les nombreuses facettes de la diaspora chinoise

Notons, néanmoins, que ces formes de transnationalité communes ne représentent pas la majorité des formes de transnationalité répertoriées et qu'elles font référence essentiellement à des formes de transnationalité plus globales et plus larges. À cet effet,

ces relations sociales transnationales significatives ne remettent pas en question l'idée que la diaspora chinoise manque de cohésion, car elles servent de différente façon au sein de chaque structure parallèle de pouvoir. Ainsi, deux perceptions différentes de ce qu'est cette diaspora sont certes possibles et ce, à partir des mêmes formes de transnationalité, car elles prennent une signification particulière en fonction de l'expérience migrante et transmigrante. Les *conventions de shetuans* sont, par exemple, de plus en plus utilisées en tant que cercles d'entrepreneurs. Tandis que cette nouvelle orientation s'inscrit dans une structure parallèle de pouvoir, au sein de la communauté chinoise de Malaisie, qui préconise le développement de rapports économiques au détriment d'activités transnationales communautaires plus traditionnelles, elle concorde également, au sein de la structure parallèle de pouvoir de la communauté chinoise de Californie, à la recherche d'opportunités économiques à tout prix et ce, même si de telles conventions sont des formes de transnationalité moins utilisées.

Plus loin en ce sens, nous pouvons dire que l'évolution de ce que constitue la diaspora chinoise pour chaque communauté examinée est déterminée par les transformations opérant au sein de chaque structure parallèle de pouvoir. Étant donné qu'elles représentent le lieu où se structurent différentes formes de transnationalité et ce, en fonction des conditions du contexte social d'accueil, des sociétés d'origine et des liens tissés avec les autres communautés chinoises vivant à l'étranger, les structures parallèles de pouvoir évoluent dans le temps et dans l'espace, tout comme se modifie le signification de la diaspora chinoise. La communauté chinoise de Malaisie, par exemple, possède une structure parallèle de pouvoir très bien développée au niveau régional, mais elle s'est

renforcée, notamment au cours des années 1990, à travers des réseaux transnationaux mondiaux. De l'autre côté, la structure parallèle de pouvoir de la communauté chinoise de Californie a développé, au cours des années 1980 et 1990, un ensemble hétéroclite de réseaux transnationaux humanitaires et économiques, la reliant aux communautés nord-américaines et asiatiques. Dès lors, la perception de ce qu'est la diaspora chinoise est différente pour chaque communauté en fonction de leur expérience migrante et transmigrante, vécue et formée par les structures parallèles de pouvoir. D'une part, il est probable que la diaspora chinoise soit, pour la communauté de Malaisie, composée de réseaux d'entrepreneurs et appréhendée de moins en moins en fonction des divisions sociales chinoises traditionnelles. D'autre part, celle de la communauté chinoise de Californie semble beaucoup plus refléter l'expérience occidentale de ce que c'est d'être l'Autre, utilisant la transnationalité pour la recherche de profit et la recherche d'identité, mais développant un style de vie ainsi que plusieurs caractéristiques propres aux sociétés occidentales et nécessaires pour s'y intégrer.

La perception de la diaspora chinoise ainsi dégagée fait référence à celle des groupes sociaux les plus susceptibles d'avoir recours à la transnationalité et ce faisant, elle évolue en fonction des pratiques transnationales de ceux-ci. Ces derniers ne font pas, alors, que remplir un rôle dicté par la structure parallèle de pouvoir, ils peuvent l'enrichir de formes de transnationalité qui lui sont extrinsèques et ils peuvent modifier les formes de transnationalité existantes, en fonction d'opportunités ou de contraintes qui agissent au sein de la structure parallèle de pouvoir. Tandis que nous avons plus particulièrement cerné les activités de petits et moyens entrepreneurs chinois de Malaisie, il va sans dire, par exemple,

qu'ils percevront la diaspora chinoise en fonction des nécessités de leur condition. Il en est de même pour le groupe d'entrepreneurs, professionnels et universitaires que nous avons cerné comme un groupe social central à la structure parallèle de pouvoir de la communauté chinoise de Californie, leurs activités quotidiennes déterminant une perception de la diaspora chinoise à travers des caractéristiques plus occidentales. Étant un ensemble organisé de rapports de force évoluant dans le temps et dans l'espace, chaque structure parallèle de pouvoir peut donc regrouper une myriade de perceptions différentes quant à la signification de la diaspora chinoise. Or, les perceptions qui nous apparaissent, de la perspective des études de la transnationalité, les plus importantes sont celles de ceux qui ont le plus facilement accès à la transnationalité, car ils constituent ceux qui peuvent modifier la structure parallèle de pouvoir. En ce sens, notons qu'il nous a été possible d'établir, au sein de chaque structure parallèle de pouvoir examinée, une série de formes de transnationalité qui véhiculent relativement la même perception de ce que constitue la diaspora chinoise pour cette communauté.

Conclusion

Notre examen des relations sociales transnationales, au sein des communautés chinoises de Malaisie et de Californie, apporte des pistes de réflexions centrales pour appréhender la notion de diaspora. En dépeignant la diaspora chinoise en tant qu'espace social transnational, nous avons certes regroupé sous cette appellation plusieurs diasporas chinoises, comme la diaspora taïwanaise et la diaspora hakka, mais cette nouvelle compréhension de la diaspora chinoise nous a permis de cerner plus directement les relations sociales transnationales des membres des communautés choisies. Ce faisant, nous avons pu éviter les trois pièges classiques identifiés par Stéphane Dufoix et dans lesquels plusieurs définitions des diasporas tombent. Tout d'abord, l'illusion de la substance inclut le présupposé qu'il est possible d'exclure certaines populations du champ d'études des diasporas, car cette notion est réservée à l'histoire de quelques ethnies et nationalités. Ensuite, l'illusion communautaire saisit une diaspora comme la somme de tous les membres dispersés d'une même population sur d'autres territoires que le territoire d'origine. Enfin, l'illusion fixiste nous présente les communautés en diaspora en fonction de critères permanents et de caractéristiques ahistoriques (Dufoix, 1999, pp.150-151). Notre étude de la diaspora chinoise dépasse donc l'illusion de la substance, car en partant de l'expérience migrante et transmigrante, nous avons déterminé que la diaspora chinoise se constitue essentiellement de la perception de ses membres, de leurs actions ainsi que du traitement qu'en font les sociétés d'accueil. De plus, notre examen évite l'illusion communautaire, car il met l'accent sur les membres des communautés qui ont recours à cet espace transnational tout en laissant une place importante aux réseaux construits via le recours à cet espace transnational. Dernièrement, notre examen de la diaspora chinoise ne

tombe pas dans l'illusion fixiste, car nous avons démontré qu'il n'existe pas de critères permanents propres à la diaspora chinoise, si ce n'est que nous cherchons à rendre compte de toutes les pratiques transnationales qui peuvent s'y associer.

La diaspora chinoise, telle que nous l'avons dépeinte au cours de ce travail, reste néanmoins très complexe, parce que nous avons cherché à expliquer le paradoxe sur lequel elle repose, voulant que l'ampleur et l'étendue des activités transnationales au sein de la diaspora va de pair avec un manque de cohésion de celle-ci. Nous en sommes néanmoins venus à confirmer notre hypothèse selon laquelle ce paradoxe s'explique à travers l'existence de *structures parallèles de pouvoir* qui, tout en jouant un rôle de facilitateur, empêchent la cohésion de la diaspora chinoise. En effet, nous avons retracé, au sein de chaque communauté observée, une structure sociale transnationale qui construit un rapport unique à la transnationalité et qui offre, aux membres de la communauté, l'accès à une mobilité qualitativement différente. Utile à des groupes sociaux précis, chaque structure parallèle de pouvoir regroupe un ensemble organisé de formes de transnationalité qui contribuent à la production et à la reproduction de différentes activités transnationales associées à chaque communauté. Ainsi, la communauté chinoise de Malaisie a développé une structure parallèle de pouvoir sur une base essentiellement régionale et où les préoccupations économiques prennent de plus en plus d'importance. De ce fait, cette structure parallèle de pouvoir semble servir de tremplin aux activités transnationales des entrepreneurs chinois de Malaisie. Quant à la structure parallèle de pouvoir de la communauté chinoise de Californie, elle s'est construite en fonction des problèmes de cohésion interne propres à cette communauté. Dès lors, le recours à la transnationalité est

encouragé, car il devient un moyen nécessaire pour organiser, au niveau local, la communauté. Est-ce possible alors de dépeindre un portrait unifié de la diaspora chinoise à partir de ces structures parallèles de pouvoir? Pouvant tout autant représenter une nécessité pour la communauté migrante d'utiliser la transnationalité en réaction aux contraintes du contexte d'accueil que de symboliser uniquement des opportunités s'offrant aux membres de la diaspora chinoise, les structures parallèles de pouvoir sont toujours définies en partie par les conditions sociales propres à des contextes d'accueil spécifiques. Ce faisant, elles ne nous permettent pas de saisir une cohésion propre à la diaspora chinoise, car bien qu'elles peuvent avoir des liens sociaux transnationaux communs entre elles, ces derniers prennent une signification unique au sein de chacune.

De ce fait, la notion de structure parallèle de pouvoir nous apparaît très utile, car elle nous permet de dépasser les théories considérant l'utilisation de la transnationalité par les communautés chinoises outre-mer comme uniquement déterminée par leur contexte social d'accueil, sans pour autant se rattacher à des modèles théoriques fixes quant à notre compréhension de ce qu'est la diaspora chinoise. D'une part, la notion de structure parallèle de pouvoir prend en compte, dans la détermination du recours à la transnationalité par les membres d'une communauté, les relations sociales développées au sein du contexte social d'accueil, auprès des sociétés d'origine et avec les autres communautés en diaspora. Dès lors, nous pouvons surpasser les problèmes des théories du contexte social d'accueil, car la notion de structure parallèle de pouvoir nous amène à comprendre les pratiques transnationales à travers des conditions qui transcendent ce simple contexte. Que ce soit les nouvelles politiques des sociétés d'origine envers leur diaspora ou le succès de réseaux

transnationaux économiques exclusifs à une diaspora, la structure parallèle de pouvoir nous permet d'observer l'impact de ces nouvelles conditions sur l'utilisation de la transnationalité au sein d'une communauté. Bien qu'accordant une importance non négligeable aux conditions sociales du contexte d'accueil et aux relations historiques qui définissent la communauté cernée, la structure parallèle de pouvoir fait correspondre, de plus, le recours à la transnationalité aux groupes sociaux qui l'utilisent, au lieu de se référer à une image plus globale du recours à la transnationalité par une communauté.

D'autre part, la notion de structure parallèle de pouvoir nous amène à expliquer ce que représente la diaspora chinoise pour ses communautés, en partant de l'expérience migrante et transmigrante. À travers la notion de formes de transnationalité, qui nous permet de décrire les différentes pratiques transnationales des communautés chinoises examinées, nous ne réduisons pas l'expérience migrante aux exigences d'un modèle théorique fixe qui détermine ce qu'est la diaspora chinoise pour ses communautés, car notre seule invocation théorique de la diaspora chinoise est en termes d'espace social transnational. La notion de structure parallèle de pouvoir nous assure, par exemple, d'établir des distinctions claires entre l'expérience migrante véhiculée par les discours des organisations chinoises californiennes à vocation humanitaire sur l'existence d'une identité chinoise cosmopolite et celle associée aux discours des *conventions de shetuans*, percevant la diaspora chinoise comme séparée selon des divisions sociales fixes et centrées sur la prospérité économique. Dans cette optique, la notion de structure parallèle de pouvoir devient un outil central pour mieux saisir la diaspora chinoise en termes de transformations

et d'évolution, car elle fait concorder les trois niveaux de compréhension de la diaspora chinoise.

De surcroît, la notion de structure parallèle de pouvoir possède un potentiel énorme, car elle peut entre autres nous aider à réaliser plus concrètement plusieurs recherches de géographie politique qui restent très abstraites. Il serait, à cet effet, très intéressant d'insérer davantage la problématisation de l'espace au sein de notre compréhension des structures parallèles de pouvoir, si ce n'est que pour éclaircir les liens entre ces structures et les différents lieux, tel qu'entendu par Doreen Massey. Devons-nous observer comment une structure parallèle de pouvoir regroupe un ensemble de lieux ou plutôt comment ces lieux unissent les structures parallèles de pouvoir? Notons, en ce sens, que les activités transnationales des membres de la diaspora chinoise ne se limitent pas au cadre des structures parallèles de pouvoir identifiées, car elles s'inscrivent également dans un ensemble plus large de rapports de force locaux, nationaux et transnationaux. En effet, plusieurs liens se développent entre les structures parallèles de pouvoir et différents lieux, via l'activité de groupes sociaux précis. Par exemple, il est évident que les activités transnationales des entrepreneurs chinois de Malaisie s'inscrivent dans des rapports de force transnationaux qui dépassent la diaspora chinoise. Que ce soit via l'APEC ou tout simplement par des relations avec des firmes qui ne s'associent pas à la diaspora chinoise, les entrepreneurs chinois de Malaisie bénéficient nécessairement du statut que leur procure l'appartenance à leur diaspora lors d'activités avec d'autres sujets transnationaux, mais ces activités modifient également leur comportement et leur statut au sein des réseaux transnationaux propres à la diaspora chinoise. Dès lors, éclaircir les liens qui se tissent

entre les lieux et les structures parallèles de pouvoir nous permettrait de mieux cerner les groupes sociaux actifs au sein des structures parallèles de pouvoir. Plus loin en ce sens, un approfondissement du concept d'espace comme fondement théorique à notre compréhension des diasporas est de mise et il nous amènerait à saisir toutes les implications d'une notion qui cherche à relier les trois niveaux de compréhension des diasporas.

Or, l'apport de ce présent travail se trouve en majeure partie dans la formulation de la notion de formes de transnationalité, éclaircissant les liens entre l'expérience migrante et la transnationalité. Les formes de transnationalité nous permettent, en effet, de décrire ce que constitue l'utilisation de l'espace transnational pour les communautés migrantes, étant composées de modes de distribution sociale particuliers, de canaux de mobilité propres ainsi que de logiques d'appartenance spécifiques. Les formes de transnationalité constituent donc une notion qui peut apporter beaucoup aux études de la transnationalité ainsi qu'aux études sur les diasporas, car elles rendent compte de l'ensemble hétéroclite des pratiques transnationales des communautés migrantes en diaspora ainsi que des discours diasporiques qu'elles véhiculent. En ce sens, cette notion nous offre une appréhension de la diaspora chinoise très nuancée et ce, en fonction des réseaux transnationaux, des groupes sociaux et des communautés de sens qui la composent. Il va sans dire que notre examen des formes de transnationalité aurait bénéficié de sources primaires disponibles en dialecte chinois ou d'un examen des liens informels qui ne sont pas accessibles via internet. Néanmoins, ces limites ne minent pas pour autant l'utilité de la notion de formes de transnationalité qui demeure centrale pour appréhender toutes pratiques transnationales, qu'elles aient été répertoriées par des sources primaires ou secondaires.

De plus, appliquer notre examen des formes de transnationalité à d'autres contextes ou tout simplement approfondir celui amorcé dans ce travail nous permettrait de circonscrire davantage les différents types de formes de transnationalité que nous avons dégagés. Même au sein de cette présente recherche, nous avons remarqué qu'il aurait pu être possible d'ajouter à nos formes économique, communautaire et humanitaire, des formes de transnationalité religieuses ou spirituelles. Ces dernières, représentées par exemple par *Foguangshan* et *Ciji Gongdehui*, rassemblent des pratiques transnationales qui allient plusieurs éléments propres aux formes de transnationalité humanitaires et communautaires. Néanmoins, il serait intéressant d'observer jusqu'à quel point nous pourrions leur associer un mode de distribution sociale, des canaux de mobilité ainsi qu'une logique d'appartenance spécifiques. En ce sens, la particularité des formes de transnationalité religieuses ou spirituelles semble se trouver au sein de l'organisation de la communauté de croyants. Bien que plusieurs activités transnationales religieuses se qualifient en tant qu'aide humanitaire, le véhicule que constitue certaines structures internationales propres aux mouvements religieux laisse présager un mode de distribution sociale qui, au-delà des pratiques humanitaires, correspond premièrement aux nécessités du mouvement religieux. Au-delà des aspirations universelles de plus, il semble que les formes de transnationalité religieuses possèdent des logiques d'appartenance qui se limitent à certains groupes et à certaines populations, car elles inculquent une vision du monde spécifique, souvent soumise à des prédispositions culturelles. Dès lors, la possibilité d'enrichir notre examen des formes de transnationalité par l'ajout de différents types serait d'autant plus intéressante qu'elle suppose une classification d'un nombre croissant de

pratiques transnationales ainsi qu'une clarification des liens qui se tissent entre différents types de formes de transnationalité au niveau de chaque communauté.

**Annexe 1 : Flux d'étudiants chinois d'Asie du sud-est vers les institutions scolaires
taïwanaises.**

**Étudiants chinois d'Asie du sud-est dans les institutions post-secondaires de Taïwan, 1953-
1994**

Pays	Malaisie	Indonésie	Vietnam	Philippines	Singapour	Thaïlande	Cambodge	Brunei	Myanmar
Année									
Total	18 645	4904	3605	489	653	1681	437	433	3118
Avant 1955	11	11	24	11	4	8	1	-	2
1956-60	297	190	230	96	75	19	12	12	23
1961-65	1454	773	609	157	122	71	53	45	40
1966-70	2355	744	648	49	18	153	50	52	204
1971-75	2407	672	760	58	54	182	30	50	448
1976-80	2502	547	773	28	28	247	102	55	521
1981-85	3543	736	279	23	123	361	136	69	511
1986-90	3254	838	223	39	123	428	43	79	794
1991-94	2822	393	59	28	106	212	11	71	575

Source : Données calculées par le *Overseas Chinese Education Commission*, Département de l'Éducation, Taipei, 1996, pp.105-107 et reproduit dans l'article de Lau-Fong Mak et I-Chun Kung cité en bibliographie.

**Étudiants chinois d'Asie du sud-est inscrits dans des programmes d'éducation techniques à
Taïwan**

Pays	Nombre	Pourcentage (%)
Malaisie	5745	88
Indonésie	297	5
Vietnam	7	Moins de 1
Philippines	51	1
Singapour	49	1
Thaïlande	320	5
Cambodge	26	Moins de 1
Brunei	53	1
Myanmar	1	Moins de 1

Source : Données calculées par le *Overseas Chinese Education Commission*, Département de l'Éducation, Taipei, 1996, pp.117-119 et reproduit dans l'article de Lau-Fong Mak et I-Chun Kung cité en bibliographie.

Annexe 2 : Distinctions sociologiques des communautés chinoises américaines

Profils des communautés chinoises de New York et de Californie

Variables	New York	Los Angeles
<i>% de la population</i>	-3% de la communauté de New York -30% du district	-3% de Los Angeles -40% de Monterey Park
<i>Groupe culturel dominant</i>	-cantonais	-cantonais
<i>Type dominant d'associations locales</i>	-économique et commerciale	-à vocation sociale et communautaire
<i>Type dominant de dirigeants au sein de la communauté</i>	-économique	-coalition de types différents (économique et communautaire surtout)
<i>Revenu</i>	-bas (21 345 \$ américains)	-élevé (37 256 \$ américains)
<i>Degré moyen de participation politique</i>	-bas (27%)	-modéré (32%)
<i>Influence générale au niveau local</i>	-bas	-modéré

Source : Tableau adapté par l'auteur de cette recherche en fonction des données recueillies par Amy Freedman dans Political Participation and Ethnic Minorities : Chinese Overseas in Malaysia, Indonesia, and the United States (2000), p.9.

Bibliographie

ACHARYA, Amitav, Richard STUBBS (éd.) (1995), *New Challenges for ASEAN : Emerging Policy Issues*, Vancouver, UBC Press, 218p.

AGNEW, John (1999), « Mapping Political Power Beyond State Boundaries : Territory, Identity, and Movement in World Politics », *Millennium*, vol.28, no 3, pp.499-521.

ANDERSON, Benedict (1983), *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso Editions, 147p.

APPADURAI, Arjun (1996). *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, London, University of Minnesota Press, 229p.

BADIE, Bertrand (mars 1993), « Flux migratoires et relations internationales », *Études internationales*, vol.24, no 1, pp.8-17.

BASCH, Linda, Nina GLICK SCHILLER et Cristina BLANC-SZANTON (éd.) (1992), *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*, New York, The New York Academy of Sciences, 259p.

BASCH, Linda, Nina GLICK SCHILLER et Cristina BLANC-SZANTON (éd.) (1994), *Nations Unbound : Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nations-States*, Basel, Gordon and Breach, 344p.

BASCH, Linda, Nina GLICK SCHILLER et Cristina BLANC-SZANTON (1995), « From Immigrant to Transmigrant : Theorizing Transnational Migration », *Anthropological Quarterly*, vol.68, no 1, pp.48-63.

BERGSTEN, C.Fred, Marcus NOLAND (éd.) (1993), *Pacific Dynamism and the International Economic System*, Washington (DC), Institute for International Economics, 402p.

BOURBEAU, Philippe (2002), *La Chine et la diaspora chinoise : l'extrême-orient russe convoité?*, Paris, L'Harmattan, 150p.

BROCK, Lothar (1999), « Observing Change, 'Rewriting History': A Critical Overview », *Millennium*, vol.28, no 3, pp.483-497.

BUN, Chan Kwok (éd.) (2000), *Chinese Business Networks : State, Economy and Culture*, Singapore, Prentice Hall, 320p.

CHANDLER, Christopher Stuart (mai 2000), *Establishing a Pureland on Earth : The Foguang Buddhist Perspective on Modernization and Globalization*, thèse de doctorat, Université Harvard, 397p.

CHANDLER, Stuart (1999), «Placing Palms Together : Religious and Cultural Dimensions of the Hsi Lai Temple Political Donations Controversy» dans un ouvrage sous la direction de Duncan R.WILLIAMS et Christopher S.QUEEN, *American Buddhism : Methods and Findings in Recent Scholarship*, Richmond, Curzon, pp.36-56.

CHINCHILLA, Norma, Nora HAMILTON (1999), « Changing Networks and Alliances in a Transnational Context : Salvadoran and Guatemalan Immigrants in Southern California », *Social Justice*, vol.26, no 3, pp.4-25.

CHOO, Myung-Gun (2000), *The New Asia in Global Perspective*, New York, St.Martin Press, 215p.

CLIFFORD, James (1994), « Diasporas », *Cultural Anthropology*, vol.9, no 3, pp.302-338.

COX, Robert W. (1977), « Pour une étude prospective des relations de production », *Sociologie du Travail*, vol.19, no 2, pp.113-137.

COX, R.W. (1987), *Production, Power, And World Order : Social Forces in The Making of History*, NY, Columbia University Press, 500p.

CROUCH, Harold (1996), *Government and Society in Malaysia*, Ithaca, Cornell University Press, 266p.

DUFOIX, Stéphane (printemps-été 1999), « L'objet diaspora en questions » dans un ouvrage sous la direction de J. CESARI, *Cultures et Conflits : Les anonymes de la mondialisation*, vol.30, no 3-4, pp.147-163.

DURAND, Marie-Françoise, Jacques LÉVY et Denis RETAILLÉ (1993), *Le monde : espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques / Dalloz, 596p.

ESCOBAR, Arturo (2001), « Culture sits in places : reflections on globalism and subaltern strategies of localization », *Political Geography*, vol.20, pp.139-174.

FAIST, Thomas (1998), «Transnational Social Spaces out of International Migration: Evolution, Significance and Future Prospects», *Archives of European Sociology*, vol.39, no 2, pp.213-247.

FONG, Timothy P. (1994), *The First Suburban Chinatown : The Remaking of Monterey Park, California*, Philadelphia, Temple University Press, 219p.

FREEDMAN, Amy L. (2000), *Political Participation and Ethnic Minorities : Chinese Overseas in Malaysia, Indonesia, and the United States*, New York, Routledge, 231p.

GALE, Bruce (1985), *Politics and Business : A Study of Multi-Purpose Holdings Berhad*, Singapour, Eastern Universities Press Snd Bhd, 244p.

GÉLINAS, Jacques B. (2000), *La globalisation du monde : Laisser faire ou faire?*, Montréal, Les éditions écosociété, 340p.

GIDDENS, Anthony (1993), « Une théorie critique de la modernité avancée », dans un ouvrage sous la direction de Michel AUDET et H. BOUCHIKHI, *Structuration du social et modernité avancée : Autour des travaux d'Anthony Giddens*, Ste-Foy, Les Presses de l'Université Laval, pp.29-53.

GIDDENS, Anthony (1987), *La constitution de la société*, Paris, PUF, 474p.

GLICK SCHILLER, Nina, Georges FOURON (1998), « Transnational Lives and National Identities: The Identity Politics of Haitian Immigrants », *Comparative Urban and Community Research*, vol.6, pp.130-161.

GOLDRING, Luin (1998), « The Power of Status in Transnational Social Fields », *Comparative Urban and Community Research*, vol.6, pp.165-195

GOMEZ, Edmund Terence (1994), *Political Business: Corporate Involvement of Malaysian Political Parties*, Centre for South-East Asian Studies, Townsville (Australia), James Cook University of North Queensland, 329p.

GOSS, Jon, Bruce LINDQUIST (été 1995), « Conceptualizing International Labor Migration: A Structuration Perspective », *International Migration Review*, vol.29, no 2, pp.317-351.

GUARNIZO, L.E., M.P. SMITH (1998), « The Locations of Transnationalism », *Comparative Urban and Community Research*, vol.6, pp.3-34.

GUDYKUNST, William B. (2001), *Asian American Ethnicity and Communication*, Thousand Oaks, SAGE Publications, 244p.

GUNGWU, Wang (2000), *The Chinese Overseas: From Earthbound China to the Quest of Autonomy*, Cambridge, Harvard University Press, 148p.

HARROD, Jeffrey (1987), *Power, Production and the Unprotected Worker*, New York, Columbia University Press, 347p.

HARVEY, David (1989), *The Condition of Postmodernity: An Inquiry into the Origins of Cultural Change*, Cambridge, Blackwell, pp.211-225.

HO, Christine T. (hiver-printemps 2001), « Globalization and Diaspora-ization of Caribbean People and Popular Culture », *Wadabagei: A Journal of the Caribbean and its Diasporas*, vol.4, no 1, pp.1-38.

HOUTART, François (éd.) (1998), *Les Tigres du Sud: Crise d'un modèle ou contradictions de l'économie capitaliste*, Montréal, L'Harmattan, 230p.

HSU, Francis L.K., Hendrick SERRIE (éd.) (1998), *The Overseas Chinese : Ethnicity in National Context*, Lanham, University Press of America, 241p.

HUANG, Chien-yu Julia (2001), *Recapturing Charisma : Emotion and Rationalization in a Globalizing Buddhist Movement from Taiwan*, thèse de doctorat, Université de Boston, 342p.

HUANG, Chien-yu Julia, Robert P. WELLER (1998), «Merit And Mothering : Women and Social Welfare in Taiwanese Buddhism», *Journal of Asian Studies*, vol.57, no 2, pp.379-395.

HUI, Lim Mah (1975), « Multinational Corporation and Development in Malaysia », *Southeast Asian Journal of Social Science*, vol.4, no 1, pp.41-76.

KEOHANE, Robert O., Joseph S. NYE (1972), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 428p.

KOOPMANS, Ruud, Paul STATHAM (2001), « How national citizenship shapes transnationalism. A comparative analysis of migrant claims-making in Germany, Great Britain, and the Netherlands », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.17, no 2, pp.63-100.

KOTKIN, Joel (1993), *Tribes : How Race, Religion and Identity Determine Success in the New Global Economy*, New York, Random House, 343p.

KRITZMAN, Lawrence D. (éd.) (1988), *Michel Foucault : Politics, Philosophy, Culture : Interviews and Other Writings 1977-1984*, NY, Routledge, 330p.

LAGUERRE, Michel S. (1999), « State, Diaspora, and Transnational Politics : Haiti Reconceptualised », *Millennium*, vol.28, no 3, pp.633-651.

LAGUERRE, Michel S. (1998), *Diasporic Citizenship : Haitian Americans in Transnational America*, New York, St.Martin's Press, 222p.

LALIBERTÉ, André (hiver 2001), «Buddhist Organizations and Democracy in Taiwan», *American Asian Review*, vol.19, no 4, pp.97-129.

LALIBERTÉ, André (janvier 2001), «Religious Organizations and Welfare Policy in Taiwan and China», *Ricci Bulletin*, Taipei Ricci Institute, pp.68-76.

LATOUCHE, Serge (1991), *La planète des naufragés : Essai sur l'après-développement*, Paris, Éditions La Découverte, 235p.

LEE, Raymond (éd.) (1986), *Ethnicity and Ethnic Relations in Malaysia*, Center for Southeast Asian Studies, Detroit, Northern Illinois University, 183p.

LI, Weil (1998), « Anatomy of a New Ethnic Settlement : The Chinese Ethnoburb in Los Angeles », *Urban Studies*, vol.35, no 3, pp.479-501.

LIM, Linda Y.C., L.A. GOSLING (éd.) (1983), *The Chinese in Southeast Asia : Ethnicity and Economic Activity* (vol.1), Singapour, Maruzen Asia, 335p.

LIN, Jan Chien Chen (1992), « Les flux de main-d'œuvre et de capitaux chinois vers les Etats-Unis », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.8, no 3, pp. 73-89.

LIU, Hong (septembre 1998), « Old Linkages, New Networks : The Globalization of Overseas Chinese Voluntary Associations and its Implications », *The China Quarterly*, no 155, pp.582-609

MA MUNG, Emmanuel (printemps-été 1999), « La dispersion comme ressource » dans un ouvrage sous la direction de J. CESARI, *Cultures et Conflits : Les anonymes de la mondialisation*, vol.30, no 3-4, pp.89-103.

MAHLER, Sarah J. (1998), « Theoretical and Empirical Contributions Towards a Research Agenda for Transnationalism », *Comparative Urban and Community Research*, vol.6, pp.64-100.

MAK, Lau-Fong, I-Chun KUNG (mai 1999), *The Overseas Chinese Network : Forms and Practices in Southeast Asia*, PROSEA Occasional Paper no 26, Taipei, 19p.

MANDAVILLE, Peter G. (1999), « Territory and Translocality : Discrepant Idioms of Political Identity », *Millennium*, vol.28, no 3, pp.653-673.

MANN, Michael (1986), *The Sources of Social Power : A history of power from the beginning to A.D. 1760*, vol.I, NY, Cambridge University Press, 549p.

MANN, Michael (1986), *The Sources of Social Power : the rise of classes and nation-states, 1760-1914*, vol.II, NY, Cambridge University Press, 826p.

MASSEY, Doreen (nov.-déc. 1992), « Politics and Space/Time », *New Left Review*, no 196, pp.65-84.

MASSEY, Doreen (1994), *Space, Place, and Gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, pp.146-184.

MASSEY, Doreen, John ALLEN (éd.) (1995), *Geographical Worlds*, New York, Oxford University Press, 148p.

MASSEY, Douglas, Luin GOLDRING et Jorge DURAND (mai 1994), « Continuities in Transnational Migration : An Analysis of Nineteen Mexican Communities », *American Journal of Sociology*, vol.99, no 6, pp.1492-1533.

- MARDEN, Peter (1997), «Geographies of Dissent: Globalization, identity and the Nation», *Political Geography*, vol.16, no 1, pp.37-64.
- MCKEOWN, Adam (2000), « From Opium Farmer to Astronaut : A Global History of Diasporic Chinese Business », *Diaspora*, vol.9, no 3, pp.317-360.
- MCVEY, Ruth (éd.) (1992), *Southeast Asian Capitalists*, Southeast Asia Program, Ithaca, Cornell University Press, 218p.
- MICHALET, Charles-Albert, Bernadette MADEUF (1978), « Global Forces : A new approach to international economics », *International Social Science Journal*, vol.30, no 2, pp.253-283.
- MINGHUAN, Li (1999), *'We need two worlds' : Chinese Immigrants Associations in a Western Society*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 289p.
- MITCHELL, Katharyne (1997), « Different diasporas and the hype of hybridity », *Environment and Planning D : Society and Space*, vol.15, pp.533-553.
- NAGATA, Judith (1999), «The Globalisation of Buddhism and the Emergence of Religious Civil Society : The Case of the Taiwanese Fo Kuang Shan Movement in Asia and the West», *Communal/Plural*, vol.7, no 2, pp.231-248.
- NAGENGAST, Carole, Michael KEARNEY (1990), « Mixtec Ethnicity: Social Identity, Political Consciousness and Political Activism », *Latin American Research*, vol.25, no 2, pp.61-91.
- NEVITT, Christopher Earle (juillet 1996), « Private Business Associations in China : Evidence of Civil Society or Local State Power? », *The China Journal*, no 36, pp.25-43.
- NYIRI, Pal (1997), « Reorientation : Notes on the Rise of the PRC and Chinese Identities in Southeast Asia », *Southeast Asian Journal of Social Science*, vol.25, no 2, pp.161-182.
- ONG, Aihwa (1992), « Limits to Cultural Accumulation : Chinese Capitalists on the American Pacific Rim » dans BASCH, Linda, Nina GLICK SCHILLER et Cristina BLANC-SZANTON (éd.), *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*, New York, The New York Academy of Sciences, pp.125-143.
- ONG, Aihwa, Donald M. NONINI (éd.) (1997), *Ungrounded Empires : The Cultural Politics of Modern Chinese Transnationalism*, New York, Routledge, 343p.
- OROZCO, Manuel (juillet 2001), « Globalization and Migration : The Impact of Family Remittances in Latin America », analyse soumise à l'attention de Inter-American Dialogue, 29p.

PALLOIX, Christian (1975), *L'internationalisation du capital : éléments critiques*, Paris, Maspero, pp.94-106,

PARK, Kyeyoung (1999), « 'I am Floating in the Air' : Creation of a Korean Transnational Space among Korean-Latino American Remigrants », *Positions*, vol.7, no 3, pp.667-695.

RODRIGUES, Néstor (1996), « The Battle for the Border : Notes on Autonomous Migration, Transnational Communities, and the State », *Social Justice*, vol.23, no 3, pp.21-37.

RUNCIMAN, W.G. (1983), *A Treatise of Social Theory : Applied Social Theory*, vol.III, NY, Cambridge University Press, 329p.

SAXENIAN, AnnaLee, Jumbi EDULBEHRAM (1998), « Immigrant Entrepreneurs in Silicon Valley », *Berkeley Planning Journal*, no 12, pp.32-49.

SCHEIN, Louisa (1998), « Forged Transnationality and Oppositional Cosmopolitanism », *Comparative Urban and Community Research*, vol.6, pp.291-313.

SCHLOSSSTEIN, Steven (1991), *Asia's New Little Dragons : The Dynamic Emergence of Indonesia, Thailand, and Malaysia*, Chicago, Contemporary Books, 370p.

SCHNAPPER, Dominique (2001), « De l'État-nation au monde transnational : Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.17, no 2, pp.9-36.

SEAGRAVE, Sterling (1995), *Lords of the Rim : the Invisible Empire of the Overseas Chinese*, New York, G.P. Putnam's Sons, 354p.

SINN, Elizabeth (1997), « Xin Xi Guxiang : A Study of Regional Associations as a Bonding Mechanism in the Chinese Diaspora : The Hong Kong Experience », *Modern Asian Studies*, vol.3, no 2, pp.375-397.

SINN, Elizabeth (éd.) (1998), *The Last Half Century of Chinese Overseas*, Hong Kong, Hong Kong University Press, 508p.

SKELDON, Ronald (éd.) (1994), *Reluctant Exiles? Migration from Hong Kong and the New Overseas Chinese*, Armonk (NY), M.E.Sharpe, 359p.

SMITH, Michael Peter (1994), « Can you Imagine? Transnational Migration and the Globalization of Grassroots Politics », *Social Text*, vol.39, été, pp.15-33.

SMITH, Robert C. (1998), « Transnational Localities : Community, Technology and the Politics of Membership within the Context of Mexico and US Migration », *Comparative Urban and Community Research*, vol.6, pp.196-238.

SOGUK, Nevsat, G. WHITEHALL (1999), « Wandering Grounds : Transversality, Identity, Territoriality, and Movement », *Millennium*, vol.28, no 3, pp.675-698.

SOOI, Tan Keng (1975), « Chinese Voluntary Associations in Alor Star, Malaysia », *Southeast Asian Journal of Social Science*, vol.4, no 1, pp.77-86.

STRIKWERDA, Carl (1997), « Reinterpreting the History of European Integration : Business, Labor, and Social Citizenship in Twentieth Century » dans J. KLAUSEN et L. TILLY (éd.), *European Integration in Social Historical Perspective : 1850 to the Present*, Boulder, Rowman and Littlefield Publishers, pp.51-70.

THUNO, Mette (décembre 2001), « Reaching Out and Incorporating Chinese Overseas : The Trans-Territorial Scope of the PRC by the End of the 20th Century », *The China Quarterly*, vol.168, pp.910-929.

TING, Jen-Chieh (mai 1997), *Helping Behavior in Social Contexts : A Case Study of the Tzu-Chi Association in Taiwan*, thèse de doctorat, Université de Wisconsin-Madison, 524p.

TROLLIET, Pierre (1994), *La diaspora chinoise*, collection Que sais-je?, Paris, PUF, 126p.

TSENG, Yen-Fen (1994), « Chinese Ethnic Economy : San Gabriel Valley, Los Angeles County », *Journal of Urban Affairs*, vol.26, no 2, pp.169-189.

TZENG, Rueyling (printemps 1995), « International Labor Migration through Multinational Enterprises », *International Migration Review*, vol.29, no 1, pp.139-154.

UNGER, Jonathan (1996), « 'Bridges' : Private Business, the Chinese Government and the Rise of New Associations », *The China Quarterly*, no 147, pp.795-819.

VAN HEAR, Nicholas (1998), *New Diasporas : The Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*, Seattle, University of Washington Press, 298p.

WALDINGER, Roger, Yen-Fen TSENG (1992), « Divergent Diasporas : The Chinese Communities of New York and Los Angeles Compared », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol.8, no 3, pp.91-114.

WATERMAN, Peter (1999), « Of Saints, Sinners and Companeras : Internationalist Lives in the Americas Today », Working paper, LaHaye, Institute of Social Studies, 32p.

WOOD, Ellen M. (1981), « The Separation of the Economic and the Political in Capitalism », *New Left Review*, vol.127, pp.66-95.

YEUNG, Yue-man, Xu-wei HU (1992), *China's Coastal Cities : Catalysts for Modernization*, Honolulu, University of Hawaii Press, 330p.

ZHOU, Yu (1998), « Beyond Ethnic Enclaves : Location Strategies of Chinese Producer Service Firms in Los Angeles », *Economic Geography*, vol.74, no 3, juillet, pp.228-251.

ZHOU, Yu, TSENG, Yen-Fen (2001), « Regrounding the 'Ungrounded Empires' : localization as the geographical catalyst for transnationalism », *Global Networks*, vol.1, no 2, pp.131-153.

RESSOURCES INTERNET

Age Company (The), « Docklands a good place for a village : Kuok Group », www.theage.com.au/articles/2002/10/04/1033538773220.html, 5 octobre 2002.

All Green Properties Limited, « Company Profile » et « Board of Directors », www.allgreen.com.sg, consulté le 30 novembre 2002.

Alliance for Preserving the Truth of Sino-Japanese War, « APTSJW Current and Past Press Releases », www.sjwar.org, consulté le 27 novembre 2002.

Aliran Monthly for Unity, « No Engagement with Suhakam for 100 Days » et « We Will Be Vigilant », www.malaysia.net/aliran/hr, 2 août 2002.

Amnesty International (a), « Health of Six Prisoners of Conscience Held Under Internal Security Act – Malaysia », <http://web.amnesty.org/802568F7005C4453/0/9B17E795943A6AB880256AEF005AFA80?Open>, 24 octobre 2001.

Amnesty International (b), « Malaysia : The Arrest of Anwar Ibrahim and his Political Associates », www.web.amnesty.org/ai.nsf/index/ASA280271998, 10 mars 1998.

Amnesty International (c), « Malaysia : Opposition Parliamentarian on Trial for Sedition », <http://web.amnesty.org/802568F7005C4453/0/862522DB6C97BC45802569000069320C?Open>, janvier 1996.

AnnHua Chinese School, « An Introduction to AnnHua Rainbow Project », www.calink.org/nR/English/9002.html, consulté le 2 décembre 2002.

AsiaFeatures.com, « Whither the Kuok Group? », www.asiafeatures.com/business/0009,1315,03.html, 15 septembre 2000.

Asian Pacific Policy and Planning Council, « A3PCON History and Timeline », www.a3pcon.org, consulté le 2 décembre 2002.

Asian Pacific Policy and Planning Council, « By-Laws », www.a3pcon.org/inc/bylaws/bylaws.pdf, consulté le 2 décembre 2002.

Associated Chinese Chambers of Commerce and Industry of Malaysia (The), « Main Page », « Unico Holdings Berhad » et « Review of Activities 2001-2002, chap.40-47 », www.accim.org.my, consulté le 29 novembre 2002.

Association of South East Asian Nations, « Overview », www.aseanec.org, consulté le 2 décembre 2002.

Buddha's Light International Association, «BLIA World Headquarters», www.blia.org, consulté le 12 août 2003.

Brunei-Darussalam – Indonesia – Malaysia – Philippines East ASEAN Growth Area, « Political Background », « History », « Areas Covered » et « BIMP – EAGA's 10 Working Groups », www.kbw.go.id/publik/kerjasama%20regional/bimp-eaga/index.htm, consulté le 2 décembre 2002.

California – Asia Business Council, « About Cal – Asia », www.calasia.org, consulté le 27 novembre 2002.

CapitalCorp, « Perlis Plantations : Take Advantage of a low-Risk Arbitrage Opportunity », Investment Weekly, www.mir.com.my/lb/fund/pdf/august.pdf/aug18.pdf, 18 août 1997.

CHEANG, Michael, «Buddhist Charity Organisation helps Gujerati quake victims», The Star, www.buddhistnews.tv/current/tzuchi-gujerat-F.php, 7 janvier 2003.

China Center of Adoption Affairs, « Functions and Tasks », « The Scope of Services » et « Bridge of Love Adoption Services », www.china-ccaa.org/zxjj/0112zyzz-english.htm, consulté le 28 novembre 2002.

China Education Association for International Exchange, « About CEAIE », www.ceaie.edu.cn, consulté le 2 décembre 2002.

China Youth Development Foundation, « Cultural Undertakings », <http://168.160.224.68/english/eproject/ehope9.htm>, consulté le 28 novembre 2002.

Chinese for Affirmative Action, « History » et « Programs », www.caasf.org, consulté le 7 janvier 2003.

Chinese Consolidated Benevolent Association, « Community News », www.sandiego-online.com/forums/chinese/htmls/news.htm, consulté le 2 décembre 2002.

Chinese Information and Networking Association, « CINA : Association Profile », « CINA Year 2002 Corporation Sponsors », www.cina.org, consulté le 27 novembre 2002.

Chinese Ink in SE Asia, « Dialects » et « Countries », www.post1.com/home/zhuangfu/dialects.htm, consulté le 6 décembre 2002.

CNetwork, « About CNetwork » et « China Flood Relief », www.cnetwork.org, consulté le 27 novembre 2002.

Coca-Cola China Ltd., « Project Hope Program – Fact Sheet », www.elearningforlife.org/pdf/mso29761.pdf, août 1999.

Committee of 100, « About Us : Who We Are And What We Do » et « US – China Background Paper (June 19, 1998) », www.committee100.org, consulté le 27 novembre 2002.

E21CORP (a), « E21 Announces E-China Forum 2001 Silicon Valley, Promoting E-Business Opportunities in China », www.ec-t.com/e21.htm, 29 septembre 2000.

E21CORP (b), « China's Entry into WTO Spurs for Expanded East-West Communications », www.e21corp.com, 10 décembre 2001.

E21CORP (c), « Vision and Values » et « Corporate Leaders », www.e21corp.com, consulté le 7 janvier 2003.

Falun Dafa (a), « Falun Dafa at Stanford », www.stanford.edu/group/falun, consulté le 12 août 2003.

Falun Dafa (b), « Welcome to Falun Dafa in Malaysia Website », www.falunmalaysia.com, consulté le 12 août 2003.

Falun Dafa Information Center, « News and Information About Falun Gong Around the World », www.faluninfo.net, consulté le 12 août 2003.

Families with Children from China, « FCC – San Diego – Main Page », www.sandiego-online.com/fccsd, consulté le 2 décembre 2002.

First International Teochew Youth Convention – Organising Committee (The), « The International Teochew Youth Convention Newsletter », http://semioweb.msh-paris.fr/escom/wwwarchives/Paris-Chine/culture_et_societe1.htm, 10 avril 1999.

Fo(u)r Hoteliers News Resource, « Hotel Chain in the Spotlight : Shangri-La Hotels and Resorts », www.4hoteliers.com/news09/11200209010.html, 6 septembre 2002.

Friends of Falun Gong – USA, « What is Falun Gong? », www.fofg.org/index.php, consulté le 12 août 2003.

GIAW, Tan Seng, « Excerpt of Speech : DAP National Vice-Chairman and MP for Kepong during the Debate on the Supplementary Supply Bill in Parliament », www.malaysia.net/dap/bul899.htm, 17 juillet 2000.

GOMEZ, N., « Explores how Malaysia's Chinese-owned companies have managed to sustain or develop their enterprise despite working in an environment that has provided little support for their interests », University of Tokyo, <http://project.iss.u-tokyo.ac.jp/suchiro/nandell-gomez.pdf>, consulté le 1^{er} décembre 2003.

HALEY, George T., Chin Tiong TAN et Usha C.V. HALEY (1999), « The Overseas Chinese Today: Not the Family Business, But the Family as a Business », www.refresh.com/!overseas.

Hong Kong Association of Southern California, « 5th Networking Joint Mixer », www.hksaf.org/networking_joint_mixer.htm, consulté le 2 décembre 2002.

Hong Kong Securities and Futures Commission, « Press Release regarding Panel's decision on the relationship between the Kuok Group and Newscorp », www.hksfc.org.hk/eng/takeovers/html/takeovers/scmp.htm, 29 septembre 1993.

Hsi Lai University, « Hsi Lai University – California USA », www.hlu.edu, consulté le 16 août 2003.

HSU, Willie, Huayinet.org Information Center, « Robert Kuok Hock-Nien (Malaysia) : The Sugar King; Hotel, Property And Media Tycoon », www.huayinet.org/biography/biography/kuokhocknien.htm, consulté le 30 novembre 2002.

Ibrahim Hussein's Museum and Cultural Foundation (Malaysia), « Donors », www.ihmcf.org/org/who_donors.html, consulté le 30 novembre 2002.

Illuminated Lantern (The), « Chinatown : Associations, Tong Wars », www.illuminatedlantern.com/chinatown/page3.html, consulté le 2 décembre 2002.

Indian – Malaysian Online, « Indian Malaysian Economy », www.indianwebbase.com/imol/economy.htm, consulté le 6 décembre 2002.

International Youth Foundation, « Main Page » et « Our Partners », www.iyfnet.org, consulté le 28 novembre 2002.

KEE, Robert L.S., « Malaysian Political Parties and Associations », www.grey-net.com/fotw/flags/my%7D.html, 19 août 1999.

KENNEDY, Paul, Victor ROUDOMETOF (2001), « Communities Across Borders under Globalizing Conditions: New Immigrants and Transnational Cultures », www.transcomm.ox.ac.uk, WPTC-01-17, 45p.

KEONG, Neil Khor Jin, « Kuok – The Quintessential Asian Tycoon », *The Star Online*, <http://thestar.com.my/news/list.asp?file=/2001/6/4/business/04bmkkuok>, 4 juin 2001.

Kuala Lumpur Stock Exchange (a), « Genting Berhad », www.klse.com.my/website/listing/lc/genting.htm, 16 octobre 2002.

Kuala Lumpur Stock Exchange (b), « Mulpha International Berhad », www.klse.com.my/website/listing/lc/mulpha.htm, 5 novembre 2002.

Kuala Lumpur Stock Exchange (c), « Malayan Flour Mills Berhad », www.klse.com.my/website/listing/lc/mflour.htm, 31 juillet 2001.

Kuala Lumpur Stock Exchange (d), « Technology Resources Industries Berhad », www.klse.com.my/website/listing/lc/trind.htm, 31 juillet 2001.

Kuala Lumpur Stock Exchange (e), « Grand United Holdings Berhad », www.klse.com.my/website/listing/lc/guh.htm, 5 octobre 2002.

Kuala Lumpur Stock Exchange (f), « Oriental Holdings Berhad », www.klse.com.my/website/listing/lc/orient.htm, 9 octobre 2001.

Kwong Siew Association, « History of Selangor and Federal Territory Kwong Siew Association », www.kwongsiew.org, consulté le 1^{er} décembre 2002.

Labor Rights Now!, « Free Tian Chua Malaysian Activist Jailed Without Trial », www.laborrightsnow.org/TianChua.htm, consulté le 2 décembre 2002.

LEN, Tan Pek, « Keeping the Dream Alive : The Politics of Chinese Education in Malaysia », www.aisaweek.com/asiaweek/98/0904/fcat_5_books.html, septembre 1998.

LIU, Edward, « China at the Crossroads – A Global Huaren Salutation », www.huaren.org, septembre 1999.

LOZADA, Eriberto P., « What it means to be Hakka in Cyberspace : Diasporic Ethnicity and the Internet » <http://blue.butler.edu/~elozada/papers/cyberhak/cyberhak6.htm>, consulté le 2 décembre 2002.

Malaysia – China Business Council (a), « Personal Profile of Tan Sri Datuk Tiong Hiew king » et « Corporate Profile of Rimbunan Hijau Group », www.mcbc.org.my/en/profile/pro_tionghk.html, consulté le 1^{er} décembre 2002.

Malaysia – China Business Council (b), « Foundation » et « Organization and Activities », www.mcbc.org.my/en/aboutus.html, consulté le 6 janvier 2003.

Malaysian Humanitarian Foundation, « Gift to Sunshine », www.geocities.com/angieli/mhf.htm, consulté le 8 janvier 2003.

Melbourne Docklands, « Village Docklands (Kuok Group) », www.docklands.com/precincts/batmans_village.shtml, consulté le 30 novembre 2002.

Migration News, « Chinese Student Visas », http://migration.ucdavis.edu/mn/archive_mn/jun_1999-02mn.html, vol.6, no 6, juin 1999.

Motorola, « Motorola and China's Project Hope », www.motorola.com/content/0,1037,131-296,00.html, consulté le 28 novembre 2002.
MUI Group (The), « Corporate Profile », www.mui-global.com/TheMUIGroup.htm, consulté le 1^{er} décembre 2002.

MUTAL, Tami, « CMU 429 – South China Morning Post – Leadership Control », University of Washington, http://students.washington.edu/tmutal/cmu429/leader_control.html, consulté le 30 novembre 2002.

NAGATA, Judith, «Faiths in Diaspora : Religious Networks in Transplanted Communities», www.arts.yorku.ca/arts/FAFICHES/nagata.htm, consulté le 6 août 2003.

National University of Singapore (a), « Students' Residence Takes Distinguished Kuok Name », http://newshub.nus.edu.sg/ke/0102/articles/kuok_foundation.htm, août 2001.

National University of Singapore (b), Office of Student Affairs – Student Residential Services, « Kuok Foundation House and Extension Block A », www.nus.edu.sg/osa/housing/extblk.htm, 3 février 2002.

NBI Chinese American Computer Association (a), « Zhenjiang City : Hi-Tech Promotion Conference », www.epcmarket.com/zhenjiang/, consulté le 7 janvier 2003.

NBI Chinese American Computer Association (b), « About Us » et « Board of Directors », www.epcmarket.com/nbi/about.shtml, consulté le 7 janvier 2003.

NETTO, Terence J., « Multiethnic Struggle for Democracy : Interview with Tian Chua », <http://pemantau.tripod.com/artikel/16Sept-tianchua.html>, 14 septembre 2000.

Ngee Ann Polytechnic, « Kuok Foundation Educational Assistance », www.np.edu.sg/ss/fin_other_assist_kuokfoundation.html, consulté le 30 novembre 2002.

Nokia, « Nokian and China Youth Development Foundation Expanding 'Make a Connection' China Program to two more Beneficiaries », http://press.nokia.com/PR/200008/788110_5.html, 18 août 2000.

North American Chinese Educational Foundation, « NACEF Endorse China Hope Project », « Recent Achievements of NACEF », « NACEF Profile », « International Student Exchange Program » et « Chinese Community Educational Publications », www.nacef.org, consulté le 1^{er} décembre 2002.

OLSON, Gerald A., « Chinese Multinationals : Aim to Be Just That », <http://titan.iwu.edu/~golson/biz/451Articles/ChineseMultinationals.html>, 28 janvier 2002.

OLWIG, Karen F. (2001), « Researching Global Socio-Cultural Fields : Views from an Extended Field Site », www.transcomm.ox.ac.uk, WPTC-01-12, 32p.

Organization of Chinese Americans, « What's OCA » et « OCA Mission Statement », www.oceanatl.org, consulté le 28 novembre 2002.

Overseas Chinese Affairs Commission of China (a), « Language Study Program for Overseas Chinese Admission Guidelines », http://member.telapacific.com.au/zylax/sccec/2002chinese_info_e.htm, consulté le 28 novembre 2002.

Overseas Chinese Affairs Commission of Taiwan (b), « Language Study Program for Overseas Chinese », <http://edu.ocac.gov.tw/service52.htm>, consulté le 3 décembre 2002.

Overseas Chinese Banking Corporation (a), « About OCBC », « OCBC Worldwide Connections », www.ocbc.com.my/html/index.htm, consulté le 29 novembre 2002.

Overseas Chinese Banking Corporation (b), « OCBC Treasury Charity Golf Tournament Raised Rm24,000 for 8 Charitable Organizations », www.ocbc.com.my/html/index.htm, 17 novembre 2001.

Overseas Chinese Banking Corporation (c), « OCBC Bank Berhad Organises Seminar for Bumiputera Entrepreneurs », www.ocbc.com.my/html/index.htm, 18 juillet 2001.

Overseas Chinese Banking Corporation (d), « OCBC Bank Announces Promotion of Senior Executive », www.ocbc.com.my/html/index.htm, 3 janvier 2001.

Overseas Chinese Physics Association, « What is OCPA » et « Job Openings », www.ocpaweb.org, consulté le 3 décembre 2002.

Overseas Chinese Students Association – California State University of LA, « Club Objective », « Types of Services », « Activities in the Past » et « Future Activities », www.calstatela.edu/orgs/ocsa/ocsa.htm, consulté le 3 décembre 2002.

OWNBY, David (2000), « Transnational China Project Commentary : 'Falungong as a Cultural Revitalization Movement : An Historian Looks at Contemporary China' », www.ruf.rice.edu/~tnchina/commentary/ownby1000.html.

PARIS, Jonathan, « Minority Rules : How Indonesia's Chinese Can Survive », *The New Republic*, www.huaren.org/hottopic/id/071198-01.html, 13 juillet 1998.

PÉCOUD, Antoine (2000), « Cosmopolitanism and Business : Entrepreneurship and Identity among German-Turks in Berlin », www.transcomm.ox.ac.uk, WPTC-2K-05, 20p.

Philippine Kho's Association, « World Kho Family Associations », www.phil-kho.org/international.phb, consulté le 6 décembre 2002.

Red Cross Society of China, « History », « Assistance to the Floods Victims » et '96 International RCY Gathering », www.chinatoday.com/org/rcsc/a.htm, consulté le 28 novembre 2002.

SAXENIAN, AnnaLee, « Brain Drain or Brain Circulation? The Silicon Valley – Asia Connection », *Modern Asia Series*, www.fas.harvard.edu/~asiactr/mas/summaries/MAS_092900.html, automne 2000.

SARAVANAMUTTU, Johan (a), « Report on Human Rights in Malaysia », *Human Development Report 2000*, www.undp.org/hdro/events/rioforum/SARAVANAMUTTU.PDF, 2000, 58p.

SARAVANAMUTTU, Johan (b), « Operation Lalang Revisited », « Regional Regime for Human Rights », *Aliran Monthly*, www.malaysia.net/aliran/hr, 1988.

Selangor Dredging Berhad, « Main Page », www.sdb.com.my/htmls/index.htm, consulté le 1^{er} décembre 2002.

Seventh World Chinese Entrepreneurs Convention, « Background », « Members », « Tentative Programme », www.7th-wcec.com, consulté le 29 novembre 2002.

SIANG, Lim Kit, « Homepage for Lim Kit Siang », DAP National Chairman, www.malaysia.net/dap/lks0485.htm, 31 août 2000.

Silicon Valley for Democracy in China, « Main Page », www.svdc.org, consulté le 27 novembre 2002.

Singapore Government Press Release, « Speech in English by Prime Minister Goh Chok Tong at the Celebration Dinner for the 5th World Anxi Convention and the 80th Anniversary of the Singapore Ann Kway Association on Saturday, 9 November 2002, at 7 :30 PM, at Suntec City », www.gov.sg/singov/announce/091102pm.htm, 9 novembre 2002.

SONGPRASERT, Phuwadol (2002), « The Implication of Penang Connection in Southern Thailand », présenté lors de la conférence internationale « The Penang Story » du 18 au 21 avril 2002, www.penangstory.net/doc/Abs-Phuwado|Songprasert.doc.

SUARAM (a), « Campaigns ». www.suaram.org, consulté le 2 décembre 2002.

SUARAM (b), « Urgent Appeal : What you can do for « Tian Chua and 2 others » case », www.c2o.org/malaysia/democracy/appeals/981126_tian_chua_01.htm, 26 novembre 1998.

Sunshine Malaysia, « Children International – News and Updates », www.geocities.com/angeli/templearnus.htm, consulté le 8 janvier 2003.

THONG, P.W., « Malaysian Ventures Abroad », *The Star Online*,
<http://thestar.com.my/merdeka/story.asp?file=/2002/8/31/merdeka/thong01>, 31 août 2002.

Tunku Abdul Rahman College – Student Affairs, « Student Loan Funds »,
www.tarc.edu.my/studaf/saf_loan.htm, consulté le 30 novembre 2002.

Tyson Foods Inc., « Company Information – News : Tyson Foods to Enter Into Alliance to produce Chicken in China »,
www.tysonfoodsinc.com/corporate/news/viewNews.asp?article=196, consulté le 30 novembre 2002.

Tzu Chi Foundation (a), « Welcome to Tzu Chi Foundation Web Site », www.tzuchi.org,
 consulté le 12 août 2003.

Tzu Chi Foundation (b), « Northern California Chapter », <http://northern.cal.us.tzuchi.org>,
 consulté le 12 août 2003.

UNICO, « UNICO Set To Break Taiwan's Asian Monopoly on Modems »,
www.unico.com.my/news_1996a.html, *The New Straits Times*, 20 septembre 1996.

Unity Chinese Network, « Oversea Chinese and China Town » et « America Chinese »,
www.index-china.com/index-english/oversea.html, consulté le 2 décembre 2002.

University of Bristol – Institute for Advanced Studies, « Provost's Report »,
www.bris.ac.uk/Depts/IAS/Provost's%20report%202002.htm, octobre 2002.

US – China Legal Cooperation Fund, « Background », « Scope of Grant Program »,
 « Eligibility » et « Prior Grants », www.uschinalegalcoop.org, consulté le 28 novembre 2002.

VERTOVEC, Steven (2001), « Transnational Social Formations : Towards Conceptual Cross-fertilization », www.transcomm.ox.ac.uk, WPTC-01-16, 37p.

Victorian Major Projects, « Batman's hill Precinct, Docklands »,
www.vicprojects.com.au/searchresult_details.asp?ProjectID=85, consulté le 30 novembre 2002.

World Chinese Business Network, « About WCBN », « History » et « Content and Features of WCBN », http://wcbn.zaobao.com/orginfo/aboutwcbn_e.html, 29 novembre 2002.

World Chinese Entrepreneurs Convention, « About WCEC »,
http://wcbn.zaobao.com/orginfo/aboutwcec_e.html, consulté le 29 novembre 2002.

World Huaren Federation, « Chinese Diaspora », www.huaren.org, consulté le 27 novembre 2002.

World Wide Chinese Association, « Brief introduction of Worldwide Chinese Group », www.worldwidechineseasso.org/shihuagroup.htm, 28 novembre 2002.

World Wide Fund Malaysia, « Statement of Accounts of WWF Malaysia Annual Review 2000 », www.wwfmalaysia.org, 2000.

XIE, Dong (a), « CNetwork Special Announcement », www.cnetwork.org, 15 novembre 2002.

XIE, Dong (b), « CNetwork Weekly Newsletter », www.cnetwork.org, 17 et 21 novembre 2002.

Yeo Hiap Seng, « Corporate Profile », « History » et « Annual Report 2001 », www.yeos.com.my, consulté le 29 novembre 2002.